



ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Préface

Le rapport des orientations budgétaires prévu par le législateur a pour objectif d'informer les élus locaux des choix stratégiques envisagés par la collectivité et de garantir la transparence des choix financiers.

Dans un contexte politique, économique et financier atypique encore jamais connu, j'ai souhaité retarder ce débat pour vous proposer les contours d'un budget le plus abouti possible.

Même si la Projet de Loi de Finances 2025 dans sa version initiale n'a pas abouti, nous savons que l'Etat nous engage dans une impasse financière.

Cette inquiétude est partagée par l'ensemble des Départements car, au-delà de toute sensibilité politique, nous sommes convaincus que l'action de proximité est la seule capable d'assurer avec toute l'efficacité nécessaire la défense des intérêts de nos concitoyens.

Nos collectivités font face à un véritable effet de ciseaux : d'un côté, des baisses significatives de recettes ; de l'autre, des dépenses contraintes qui continuent de croître inexorablement.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), qui représentent 18% de nos recettes, n'ont cessé de décroître depuis 2021 passant de près de 136 M€ à 93 M€ pour l'année 2024, soit une différence de 43 M€ entre 2021 et 2024 (et un manque à gagner de près de 71 M€ en cumulé).

Privés de tout levier fiscal, nous dépendons désormais exclusivement des décisions de l'État et restons soumis aux fluctuations, souvent imprévisibles, du marché immobilier, ce qui est totalement incohérent. Notre panier de ressources ne correspond en rien aux compétences que nous devons exercer. Comprenez que nous devons parier sur la spéculation immobilière pour assurer la cohésion sociale et territoriale du Département.

Pourtant, la solidarité, la réduction des inégalités, garantir l'accès aux services publics de tous, cela a un coût. Et cette réalité locale est étroitement liée aux arbitrages budgétaires nationaux, qui contraignent nos marges de manœuvre et renforcent les incertitudes pour nos territoires.

Malgré ces difficultés, et grâce à une gestion rigoureuse et prudente, le Département des Landes a su mobiliser son épargne afin de préserver l'ensemble de ses politiques publiques et un niveau d'intervention conséquent. Nous avons continué à soutenir les investissements des communes, à réaliser des projets structurants pour le territoire, à mettre en œuvre un plan ambitieux de soutien aux EHPAD et à poursuivre la rénovation de nos collèges.

L'adoption tardive du projet de loi de finances (PLF) national a été source d'incertitudes et d'inquiétudes quant au niveau de contribution au redressement des finances publiques demandé aux Départements et à sa répercussion sur l'équilibre de nos finances publiques.

D'autant que lorsque l'État demande aux collectivités locales de « se serrer la ceinture » pour combler les déficits, ce sont encore et toujours les services publics locaux qui en payent le prix.

Au final, l'effort demandé aux collectivités de 5 milliards, initialement par le gouvernement Barnier, a été ramené à 2,2 milliards d'euros. Il n'en reste pas moins que cette contrainte, fil directeur de notre réflexion, nous conduit à vous proposer un **budget de mesure et de responsabilité, sans renier nos engagements et sans renoncer à nos politiques**.

Mais, dans un contexte d'incertitude sur la reprise des droits de mutation et d'évolution contrainte des dépenses de fonctionnement (solidarité, SDIS, masse salariale), l'impact des mesures de participation au redressement des comptes publics et des prélèvements supplémentaires imposés par l'Etat pour 2025 accentuent, au plus mauvais moment, l'effet ciseau subi par l'ensemble des Département et nous amèneraient inéluctablement à une épargne négative.

Quand le Département est amputé d'une partie de ses moyens, ce sont, in fine, tous ses partenaires qui le sont également. Notre volonté de maintenir toutes nos politiques, en tenant compte de l'impact des décisions de l'Etat, nous conduit à resserrer le dialogue de gestion avec le bloc communal et les associations.

Cette situation complexe, partagée par la grande majorité des départements, que nous espérons transitoire, nous conduit à envisager des efforts qui permettront de :

- Maintenir un autofinancement (épargne) positif,
- Réajuster en 2025, au regard du contexte, nos dépenses d'investissement afin de maîtriser notre recours à l'emprunt et maintenir un niveau d'encours soutenable pour préserver l'avenir.

Seront proposées des économies de l'ordre de 3 M€ en fonctionnement, limitant ainsi leur progression à +2,2 %, et un ajustement de 6 M€ en investissement, soit à peu près l'impact de la baisse des ressources et des contraintes supplémentaires liées aux décisions de l'État.

Avec un budget de près de 593 M€, les orientations budgétaires 2025 reposent sur des principes clairs :

Dans un cadre redéfini, nos priorités sont réaffirmées.

Nous ne renonçons à aucune politique publique qui structure la vie des Landaises et des Landais et répond à leurs préoccupations : l'accompagnement des personnes vulnérables, le transport scolaire gratuit pour tous, l'investissement dans les collèges, l'entretien des routes pour favoriser la mobilité, le soutien à l'enseignement artistique et à la pratique sportive des jeunes resteront au centre de nos préoccupations.

Le Département reste pleinement engagé aux côtés de ses partenaires et des collectivités du territoire, en accompagnant la dynamique démographique tout en veillant à réduire les déséquilibres territoriaux afin que chaque territoire puisse bénéficier des retombées de cette attractivité.

Les mesures proposées se traduisent par un **pilotage de nos engagements financiers dans le cadre d'actions partenariales renforcées**.

- Maîtriser l'évolution de nos dépenses pour **continuer à investir dans les secteurs prioritaires** (collèges, mobilités) tout en assumant nos missions de solidarités humaines et territoriales.
- **Optimiser le dialogue de gestion** avec les partenaires (communes, communautés de communes, CIAS et associations...) offrant une visibilité pluriannuelle dans un cadre sécurisé et partagé,
- Adapter le budget prévisionnel aux besoins effectifs en **préservant la possibilité de financement de nouveaux programmes**,
- Accentuer les **efforts sur les dépenses de structure de la collectivité**

Nos priorités, dans le cadre que nous nous sommes donnés, seront :

- **La dynamisation des communes et l'équilibre territorial** en maintenant notamment les crédits en faveur de l'habitat et le logement à 5,5 M€ et en adoptant un règlement unique à destination du bloc communal. La voirie et le cyclable destinés à améliorer la mobilité (27,4 M€) et les collèges (13,9 M€), équipements structurants essentiels ont été sanctuarisés.
L'aménagement numérique du territoire se poursuivra avec la prise en compte du problème des raccordements complexes.

- **Avec 293,4 M€, la cohésion sociale** reste une préoccupation majeure. En investissement pour soutenir la rénovation et la construction des équipements médico-sociaux et en fonctionnement pour accompagner les personnes en situation de vulnérabilité (personnes âgées, en situation de handicap, enfance en danger, actions d'insertion...) le Département agit pour préserver les landaises et les landais.

Depuis 2 ans, conscient des grandes difficultés rencontrées par les EHPADs et les SAADs (non-compensation du SEGUR, crise énergétique), le Département a mis en œuvre un plan de soutien renforcé de plus de 8,5 M€ en 2023 reconduit en 2024, en complément des financements obligatoires.

- **La transition énergétique, l'accessibilité des bâtiments et des équipements publics** seront poursuivies.
- Le soutien à la protection civile, notamment à travers le **financement du SDIS** (25,6 M€), qui s'intensifie avec une augmentation de son budget. Compte tenu des efforts financiers du Département, qui a fait par ailleurs le choix d'un maillage complet du territoire avec l'implantation de 59 centres d'incendie et de secours, les communes sont appelées à contribuer au financement des investissements du SDIS.

Avec une reprise anticipée du résultat 2024 qui devrait s'établir à 21 M€ et un volume d'emprunts de 50 M€, le Département des Landes reste vigilant face aux risques financiers en maintenant une dette soutenable tout en respectant ses engagements.

Nous traversons des temps exigeants, marqués par des défis économiques, sociaux et environnementaux qui impactent profondément notre quotidien et nos politiques publiques.

Par ces orientations **nous confirmons notre volonté de poursuivre les politiques que le Département déploie année après année au bénéfice de nos concitoyennes et concitoyens.**

Mais l'histoire des Landes nous enseigne que notre territoire a toujours su faire face à l'adversité, avec résilience, engagement et esprit d'innovation.

Face aux incertitudes et aux transformations en cours, il est plus que jamais nécessaire de **renforcer notre cohésion et notre capacité à dialoguer entre tous les acteurs** présents aujourd'hui. C'est ensemble que nous trouverons des solutions adaptées et efficaces, au plus près des réalités du terrain.

Notre engagement commun doit rester celui d'un service public de qualité, accessible à tous et garant des solidarités territoriales. Nous devons continuer à œuvrer pour un département qui protège, qui innove et qui anticipe les défis de demain, sans jamais perdre de vue l'intérêt général.

Les Landes ont toujours été une terre de résistance et de progrès. Cette identité, cette force collective, c'est en la mobilisant pleinement que nous surmonterons les épreuves actuelles et que nous construirons un avenir à la hauteur de nos ambitions. Ensemble, unis et déterminés, nous ferons vivre un service public exigeant, proche de chaque Landais, et porteur d'un avenir solidaire et ambitieux.

Xavier FORTINON

Président du Conseil départemental



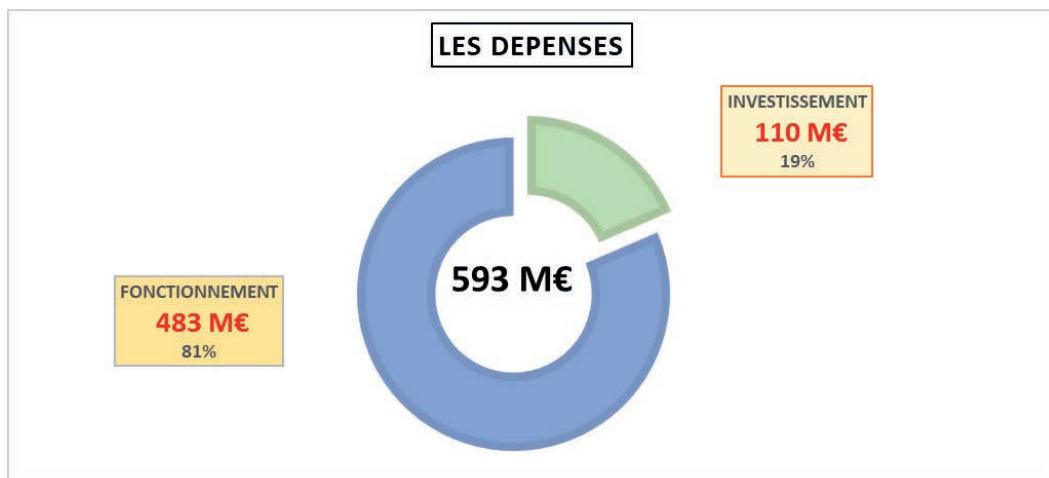
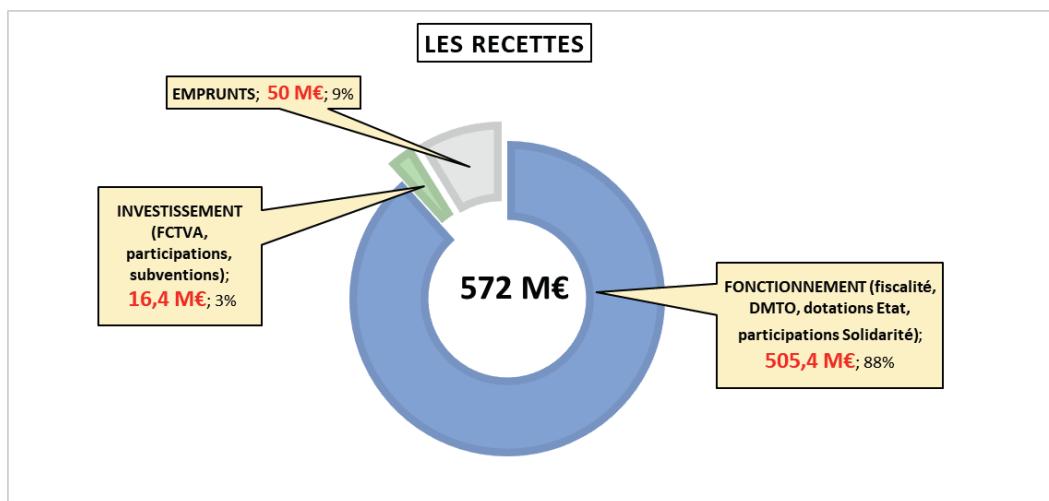
Le cadrage financier des orientations budgétaires 2025

Les **orientations budgétaires 2025** s'établissent à **593 M€** (597 M€ en 2024), soit **-0,6%**. Elles intègrent la **reprise anticipée du résultat de l'exercice 2024** de **21,2 M€** (35,3 M€ résultat 2023).

Elles mettent en œuvre les engagements annoncés aux landaises et aux landais ainsi que les mesures nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques définies par la collectivité.

Dans un contexte financier fortement instable, le Département reste déterminé à mener une politique ambitieuse au profit de la population, des territoires et des acteurs de la vie économique.

Ces orientations budgétaires s'inscrivent pleinement dans la tradition d'exemplarité qui caractérise le Département des Landes reconnu pour ses bonnes pratiques de gestion et son engagement en matière de transparence. Cette adaptation ne signifie pas un recul, mais plutôt une occasion de renforcer son efficacité et sa résilience.



Les données du présent document s'entendent **hors résultats antérieurs** et après prise en compte simplifiée du fonds national de péréquation des droits de mutation (charge nette).

Un financement équilibré et réaliste

Au cours de ces dernières années, les **réformes successives** (pacte de confiance et de responsabilité, Loi NOTRe, réforme de la fiscalité directe de 2021 et Loi de Finances 2023) ont modifié fondamentalement la structure et la composition des recettes départementales.

Avec la suppression de la taxe d'habitation en 2021 et le transfert en compensation de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes et aux EPCI, le **Département a perdu une recette évoluant mécaniquement chaque année, et aussi son dernier levier fiscal**.

En 2023, la suppression de la CVAE, a pour sa part, entériné la **perte de tout lien avec le territoire économique**.

En substitution de ces recettes, les Départements ont « hérité » de fractions successives de TVA, qui représentent aujourd’hui 30% de nos recettes. Cette recette qui se voulait « dynamique » sera gelée en 2025 par la Loi de Finances, contrevenant ainsi avec les engagements précédemment pris par le Gouvernement, après une période de dégradation incomparable des droits de mutation.

Les recettes de fonctionnement : 505,4 M€ (493 M€ en 2024)

Sur 505 M€, ce sont presque 65 % de nos recettes qui sont désormais nationalisées et déconnectées de la réalité économique et démographique du territoire (fractions de TVA, TSCA TICPE, dotations de l’Etat...) avec une part non négligeable du panier de ressources subissant une érosion constante (DGF, DGD, compensations fiscales).

Le Département est donc désormais **tributaire de recettes qu'il ne maîtrise pas**, principalement les droits de mutation, alors même que la conjoncture économique défavorable renforce l’effet ciseau qui percute les Départements.

) La fiscalité indirecte et transférée avec 221,3 M€ confirme sa place majeure dans le financement

> **Les droits de mutation** (y compris taxe additionnelle) sont estimés à **98 M€** (+3M€/ BP 2024).

Après des recettes de droits de mutation exceptionnelles encaissées en 2021 et 2022 (136,2 M€ et 134,1 M€) le produit encaissé en 2024 est de **93,6 M€** (pour une prévision de recettes de 95 M€), soit un **recul de 14,2 %**.



Les droits de mutation à titre onéreux (**DMTO**) représentent, pour le Département des Landes, **environ 18% de nos recettes de fonctionnement**. Ils n’ont cessé de décroître depuis 2021 passant de près de 136 M€ à 93 M€ pour l’année 2024 soit une différence de 43 M€ entre 2021 et 2024 (71 M€ de manque à gagner en cumulé).

Bien que les perspectives pour 2025 restent incertaines, nous anticipons une amélioration des droits de mutation pour 2025 compte tenu de la légère reprise constatée fin 2024 et de la majoration envisagée des droits de mutation de 0,5 points dont les primo-accédants sont exclus.

> **La fiscalité transférée** (TICPE et TSCA) destinée à financer les compétences transférées depuis 2004 (Loi de responsabilités locales, RSA, financement du SDIS) et à compenser les pertes de recettes résultant de la réforme de la fiscalité locale s'établit à **109,2 M€ (+5,6 %/BP24)**.

> Les **autres recettes de fiscalité indirecte** s'élèvent à **14,1 M€ (-16%)** (taxe aménagement, redevance des mines, taxe consommation finale d'électricité...) et tiennent compte des montants encaissés en 2024 notamment de la perte de recette de taxe d'aménagement liée au contexte économique et à l'impact de la réforme (changement de modalités de déclaration et de gestion).

) **Les dotations de l'Etat : 60,6 M€**

Les prévisions relatives à la **DGF (56,8 M€)** tiennent compte de l'évolution de la population (+0,3 M€) et de l'écrêttement prévisionnel de la dotation forfaitaire (-0,3 M€). Celui-ci est applicable aux Départements dont le potentiel financier est supérieur à 95 % de la moyenne nationale ; le Département des Landes est concerné par ce dispositif depuis 2018.

La part complémentaire de **FCTVA**, au titre des travaux d'entretien de voirie et des bâtiments, représente **0,3 M€**. La **DGD (3,5 M€)** reste inchangée depuis 2008.

) **Les autres recouvrements et participations : 72,4 M€**

Sont concernées les participations, les recouvrements d'aide sociale, les remboursements relatifs à la masse salariale, les locations, les remboursements des assurances...

Les prévisions pour l'année 2024 intègre la majoration de la participation de la CNSA au titre de la dotation qualité (+1,4 M€).

) **Les ressources fiscales et assimilées : 151,1 M€**

> Les **parts de TVA** perçues en compensation de la taxe sur le foncier bâti et de la CVAE sont prévues à hauteur de **115,9 M€ soit - 5,3 M€ par rapport au BP 2024** (soit le montant brut encaissé en 2024).

Pour mémoire, au budget primitif 2024, les fractions de TVA notifiées par la DDFIP, pour 2024, correspondaient aux bases prévisionnelles 2023 majorées d'un taux de croissance projeté de 4,5%, conformément à la Loi de Finances 2024. Parallèlement nous avons subi une réfaction de recettes de 1 M€ (au titre de la TVA définitive encaissée en 2023) qui s'est traduite par une inscription en dépenses de fonctionnement.

Pour 2025, la Loi de Finances a entériné le gel du dynamisme de cette recette, le manque à gagner se situe entre 1,2 M€ et 3 M€ pour le Département des Landes.

> Les **autres recettes fiscales assimilées** représentent **24 M€** (23,3 M€ en 2024 soit +3 %)

> **L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)** : **3,8 M€** (3,6 M€ en 2024)

> **Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)** : **9,9 M€** (idem 2024)

> **Le fonds de compensation des allocations de solidarité**, alimenté par les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties antérieurement perçus par l'Etat : **7,4 M€** (6,9 M€ en 2024)

> Les **allocations compensatrices** (variables d'ajustement des dotations de l'Etat) sont estimées à **2,9 M€** (idem 2024)

> **La dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP)** : **11,2 M€** (idem 2024)

(Depuis 2017, cette dotation entre également dans le périmètre des variables d'ajustement des dotations de l'Etat.).

Un fonctionnement maîtrisé au service des landaises et des landais à 483 M€

En 2025, les collectivités sont toujours fragilisées par la crise économique et sociale et de nouveaux prélèvements imposés par l'Etat. Les dépenses de fonctionnement subissent également l'impact des évolutions nécessaires à la solidarité départementale, au financement du SDIS, à la masse salariale départementale impactée par l'augmentation des cotisations CNRACL.

Conscient que les landaises et les landais subissent eux aussi les conséquences financières, économiques et sociales de ces crises, nous avons fait le choix de privilégier un ralentissement de nos dépenses (1,7 % après atténuation et 2,5% en données brutes). La mise en œuvre d'un plan d'économie de 3 M€ nous permet de maintenir les priorités qui sont au cœur de nos compétences. Dans cette optique, nous proposons de ne pas reconduire certains dispositifs relevant de l'Etat (assistants pédagogiques numériques, financement part patronale des Parcours Emplois Compétences) ou des communes (frais de fonctionnement des crèches, centres de loisirs), dont nous privilégions l'accompagnement en investissement.

Les politiques en faveur des solidarités humaines 289,2 M€ (281,1 M€ en 2024)

Le Département impulse des initiatives qui concourent à bâtir une société plus solidaire notamment envers les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ou de précarité.

Les dépenses en faveur des solidarités humaines sont impactées par l'évolution des allocations individuelles de solidarité (allocation personnalisée d'autonomie, revenu de solidarité active et prestation de compensation du handicap) qui représentent 131 M€ soit +3,5%.

Les autres domaines d'intervention en matière sociale, 158,2 M€ soit +2,4%, concernent principalement les actions en faveur de l'enfance et la famille (dont assistants familiaux) (71,1 M€), les aides aux personnes handicapées (44,5 M€), la prise en charge du transport des élèves handicapés (3,5 M€), l'accompagnement des personnes âgées (32,8 M€), et les actions en faveur des plus démunis (6,3 M€).

) La famille et la protection de l'enfance : 71,1 M€

Le Département dans sa mission de protection de l'enfance, œuvre au quotidien à l'accompagnement des enfants, des jeunes et de leurs familles.

Il déploie et structure :

- Des actions de prévention avec l'organisation du repérage et du traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant,
- L'accompagnement éducatif au domicile ainsi que l'application des décisions administratives et judiciaires prises pour la protection des enfants.
- L'organisation et la coordination des prise en charges en établissement et famille d'accueil.

Le Département des Landes a élaboré en 2024 son nouveau Schéma Landais de la Protection de l'Enfance qu'il a coconstruit avec les professionnels de la Direction Enfance Famille Insertion (DEFI) ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance (justice, éducation nationale, ARS, organismes gestionnaires de la protection de l'enfance, milieu associatif, PJJ...).

Ce schéma ambitieux décline pour les 5 ans à venir (2024-2028) les actions qui seront portées par le Département dans le déploiement de ses politiques enfance et famille. Il est à la fois un outil programmatique et stratégique et un support de concertation et de coordination avec l'ensemble des acteurs venant renforcer le chef de filât du Département en la matière.

) Les personnes âgées et les personnes handicapées : 80,8 M€

Depuis de nombreuses années le Département des Landes a déployé une politique autonomie ambitieuse à travers un **modèle landais d'accompagnement** visant à renforcer la qualité de la prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap, et à proposer des solutions innovantes et de proximité adaptée à leurs besoins.

Face à ce contexte qui évolue (crise économique et sociale, évolution démographique, gouvernance renouvelée) le **Schéma Départemental de l'Autonomie**, voté en mars 2024, a défini les conditions dans lesquelles les acquis de la politique autonomie du Département des Landes (et son modèle landais) doivent être consolidés et rénovés sans en altérer les fondamentaux (accessibilité, qualité, humanité), et ce dans le but de faciliter le parcours de vie des personnes en situation de perte d'autonomie.

L'année 2025 marque le début de la mise en œuvre de cette ambition avec en filigrane une volonté de pleinement **investir le Service Public Landais de l'Autonomie** dans une vision territoriale partagée avec tous les acteurs. Que ce soit en termes d'accès à l'information, d'accès aux droits, d'accompagnement des publics (PA et PH) et de solutions participant à l'autonomie adaptée aux besoins des publics et de chaque territoire.

En témoignent, les engagements financiers pris en matière d'**attractivité des métiers**, de soutien à la **modernisation des aides à domicile** (rémunération, modernisation et transformation, expérimentation mobilité), de diversification de l'offre (résidences autonomie et habitat inclusif) et d'**innovation** (XL Adapt' et Village Répit des Aidants).

Le soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPADs) est une priorité départementale affirmée. Ces deux dernières années, le Département les a accompagnés dans leurs difficultés budgétaires structurelles, au moyen d'un plan de soutien financier inédit et conséquent (8,5 M€ en 2024). Pour autant, **leur mode de financement doit être consolidé**. C'est pourquoi, le département construit depuis 2023 avec chaque EHPAD une trajectoire d'augmentation de leurs tarifs pour parvenir à un équilibre d'exploitation. En 2025, la mise en place d'un tarif différencié, levier complémentaire pour atteindre cet objectif introduit par la Loi dite du Bien Vieillir, fera l'objet d'une étude d'impact et d'une concertation avec les acteurs concernés.

Par ailleurs, le **Département accentue son soutien au fonctionnement des établissements et services pour personnes handicapées**. Cette année encore, les orientations budgétaires en la matière se traduisent par une évolution substantielle des moyens financiers qui y sont consacrés. Ces nouveaux moyens permettront bien évidemment le financement pérenne des mesures salariales dites du « SEGUR pour tous », accordées sur décision de l'Etat mais ne faisant l'objet d'aucune compensation.

Les financements prévus pour 2025 intègrent également **des mesures dites « nouvelles » permettant de soutenir les établissements et services dans leurs projets d'évolution de leur offre**, que ce soit par transformation ou par création.

En effet, la traduction des orientations politiques du Département en matière de handicap (inscrites dans le Schéma Départemental de l'Autonomie), conjuguée aux annonces gouvernementales faisant suite à la Conférence Nationale du Handicap (plan de création des « 50 000 solutions »), engageront les établissements et services à proposer des projets de renforcement de l'offre médico-sociale sur l'ensemble du département. L'accompagnement financier du Département sera nécessaire et déterminant pour mener à bien certains de ces projets.

Par ailleurs, le Département renouvelle sa politique en faveur du transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, assurant ainsi un service individualisé adapté aux 440 landais concernés (3,5 M€).

Focus : le programme d'intérêt général (PIG)

Le Département des Landes souhaite renforcer ses actions en faveur du maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à travers la mise en œuvre d'un programme d'intérêt général (PIG) en soutien à l'autonomie sur l'ensemble des territoires landais n'étant pas déjà couverts par un programme animé sur la période 2024-2027.

L'intérêt de ce programme, dénommé XL Adapt' réside dans la création d'une dynamique territoriale du « aller vers » les ménages et les professionnels à travers le déploiement d'une ingénierie et des aides financières aux ménages (modestes et très modestes) afin d'adapter leurs logements, contribuer à leur sécurité et favoriser ainsi leur maintien à domicile.

Focus : l'habitat Inclusif

Prévue par l'article 34 de la Loi de financement de la sécurité sociale de 2021, l'**Aide à la Vie Partagée** (AVP) est une aide individuelle destinée aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées de plus de 65 ans qui font le choix de vivre dans un habitat inclusif. Bien qu'individuelle, l'AVP est versée aux porteurs de projet d'habitats inclusifs conventionnés avec le Département pour financer le projet de vie sociale et partagée des habitants vivant dans un habitat inclusif. Son montant par an et par habitant est modulé en fonction de son intensité : socle 5 000 €, intermédiaire à 8 000 € et intensive 10 000 €. Cette aide est inscrite dans le règlement départemental d'aide sociale.

Délibérée en juillet 2022, le déploiement de l'AVP s'est particulièrement engagé en 2023 et 2024. La programmation validée en 2025 permettra au département de disposer, au total, **d'ici fin 2026 de 28 Habitats Inclusifs pour 220 personnes** (120 personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et 100 personnes en situation de handicap).

) La lutte contre les exclusions : 6,3 M€

Le Conseil départemental, dans son rôle de chef de file de l'action et de l'intervention sociale et de l'insertion, déploie une politique départementale en faveur de l'insertion professionnelle et de la lutte contre l'exclusion sociale dans tous les domaines d'action de ses politiques publiques (prévention, enfance, accès aux droits, autonomie).

Pour répondre à ce besoin de réponse globale, les Maisons Landaise des Solidarités, réparties sur tout le territoire départemental, sont les lieux où se déclinent et s'adaptent tous les dispositifs au bénéfice des publics. Elles ont pour objectifs, au travers de projets de territoire en cours de construction sur 2025, en concertation avec les autres acteurs (CCAS, CIAS...), de répondre à tous les besoins sociaux par le développement et la mise en œuvre de mesures et d'actions inclusives à destination des publics pauvres, précaires et éloignés de l'emploi.

Les orientations proposées et les actions qui en découlent, tant pour ce qui relève de l'intervention des services du Département, que celle des partenaires conventionnés, bénéficient de l'appui de programmes nationaux relevant de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Deux nouvelles conventions, l'une portant sur le Pacte des Solidarités, l'autre relative à l'application de la Loi Plein emploi ont été signées en 2024.

Focus : La démographie médicale

A l'instar de tous les Départements de France, les Landes font face à une démographie de ses professionnels de santé fragilisée. Afin d'attirer les professionnels de santé sur son territoire, la collectivité devra mettre en place des stratégies globales pour mobiliser les acteurs de santé et aborder tous les aspects de l'attractivité du territoire - conditions d'exercice, mais aussi ressources locales, accueil et accompagnement des étudiants et des médecins.

Fort de cette conviction, le Département s'est engagé à construire une politique volontariste, et concertée, de soutien à la démographie médicale, qui se traduira en 2025 par le recrutement d'un chef de projet « XL Santé ». Ce chef de projet aura la charge de structurer un dispositif collaboratif d'accueil, d'accompagnement et d'aide à l'installation des professionnels de santé sur le territoire, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, les représentants de la profession, l'AML40 et les élus des collectivités landaises.

) Le plan d'actions « Ambition X'Elles » relatif à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes (2024 2026)

Les mesures prises dans le cadre de ce plan d'actions concourent à atteindre plusieurs politiques :

- > Promouvoir l'émancipation des femmes par la culture, l'éducation et le sport,
- > Prévenir les violences sexuelles, sexistes et domestiques et en protéger toutes les victimes,
- > Mobiliser les politiques de solidarités humaines en faveur de l'égalité femmes-hommes,
- > Garantir l'égalité professionnelle et agir pour une collectivité sans sexe.

La démarche du Département en matière d'égalité femmes-hommes constitue une **politique transversale, globale et intégrée** qui se déploie dans l'ensemble des politiques publiques, pour une véritable promotion de l'égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations durables.

Les autres politiques publiques départementales 79,3 M€ (idem 2024)

) Les politiques en faveur de l'Education, de la culture, de la jeunesse et des sports : 27,1 M€

Dans le secteur de l'**Education, le soutien aux collèges est réaffirmé**. Après une évolution de plus de 23% entre 2021 et 2023, leurs dotations de fonctionnement seront maintenues à plus de 6,6 M€. Le Département poursuit, par ailleurs, les dispositifs de financement ou cofinancement en faveur des travaux d'entretien, achats d'équipements (mobiliers, etc.) mais également des déplacements des élèves vers les équipements sportifs et les accès aux piscines.

Focus : La restauration scolaire

Une diététicienne et un coordonnateur de commande accompagneront les établissements dans les démarches visant à atteindre les objectifs de la Loi Egalim et une amélioration continue des repas servis aux élèves. En 2025, le Département coordonnera la création de 5 groupements de commandes pour la passation de marchés de fournitures de denrées alimentaires qui permettront notamment aux établissements d'agir sur la maîtrise de leurs coûts d'approvisionnement et de privilégier les approvisionnements bio et locaux. En lien avec cette démarche et dans le cadre de l'accessibilité du service « restauration scolaire » pour tous, en 2025 le prix des repas est maintenu à 3€.

Dans un contexte budgétaire contraint, le Département prend l'option de recentrer ses actions vers ses compétences premières. C'est pourquoi, les dispositifs de financement des assistants pédagogiques numériques (dont les domaines d'intervention relèvent de missions de l'Education Nationale) et de la part employeur des contrats aidés « parcours emplois compétences » ne seront pas reconduits.

Au titre de son projet éducatif global, le Département maintient sa politique de **gratuité du transport scolaire** pour 1,9 M€ et poursuit ses actions en **faveur des aides aux familles** à l'éducation et aux séjours.

L'aide résiduelle à l'accueil en centre de loisirs, relevant d'une aide au fonctionnement de ces structures, par ailleurs de compétence communale, ne sera pas reconduite à la fin d'année scolaire en cours.

Dans le cadre de sa **politique en faveur de la jeunesse** (engagement citoyen et parcours), le Département poursuit ses dispositifs d'aides visant à accompagner les initiatives des jeunes sur le territoire (Pack XL, collégiens citoyens, lutte contre le sexism) et à permettre aux acteurs locaux de l'orientation et de la formation de répondre à leurs besoins (soutien aux formations landaises, au CIO, route de l'orientation, etc.) et aux jeunes landais de choisir leurs parcours.

Dans le domaine sportif, les Landes sont depuis longtemps reconnues comme un Département sportif (1^{er} rang en Nouvelle Aquitaine et 4^{ème} au niveau national). Le chèque sport, le soutien au sport scolaire, aux écoles de sport, aux sports de nature et aux structures sportives (CDOS, PSL, etc.) seront renouvelés en 2025. Labellisé depuis janvier 2020 « Terre de jeux 2024 » et fort de cette dynamique olympique, le Département mènera en 2025 un plan d'actions « héritage JOP ».

L'ouverture en 2025 de la maison départementale des sports en est un signe fort. Cet outil de travail attendu par les acteurs du mouvement sportif landais répond aux enjeux à venir, notamment celui du sport santé, pour lequel le département lancera en 2025 un appel à projet « Héritage JO sport santé ».

Le Département **réaffirme sa politique volontariste en matière culturelle** (7,1M€) avec la finalisation en 2025 de l'actualisation de son Schéma des enseignements artistiques.

Le pôle image à Dax accueillera le Bureau d'accueil des tournages (BAT40) et l'association du cinéma plein mon cartable. Ce nouvel outil vise à renforcer la visibilité de l'offre complète d'accompagnement du secteur cinématographique et audiovisuel pilotée par le Département et à ouvrir le champ de l'accompagnement, de la sensibilisation et de la formation des métiers du cinéma et de l'audiovisuel.

Par ailleurs, les actions au titre de l'éducation artistique et culturelles telles que « culture en herbe » ou « XL impro club » (2ème édition), les rencontres théâtrales sont reconduites en 2025 ainsi que le « XL Tour et les différents soutiens aux acteurs culturels au titre de leurs programmations ou actions menées dans les Landes, à l'image du Conservatoire départemental et des festivals Arte Flamenco ou Musicalarue.

Les archives départementales, outre leurs actions d'accompagnement des publics feront vivre en 2025 l'exposition lancée en 2024 « Les Landes, le plus beau terrain de sport ! ». Elles accompagneront également un projet de recherche mené par l'IEP de Bordeaux sur les contributions citoyennes archivées à la suite du mouvement des gilets jaunes. **La médiathèque départementale** poursuivra son accompagnement auprès du réseau de lecture publique (programme de formation primé nationalement, expérimentations, renouvellement de ses collections...) et les actions telles qu'« un livre à tout âge » et les « Rendez-vous ». **Les musées départementaux**, véritables outils de connaissance, de conservation, de diffusion et d'éducation artistique et culturelle présenteront deux expositions en 2025 : Les abbayes vues du ciel » à Arthous de Yann Arthus-Bertrand et la poursuite de l'exposition temporaire dédiée à Louis Dages au musée de la Faïence et des arts de la table. Les deux musées procéderont au récolement décennal des collections « musée de France »

Concernant **l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)**, mode de développement et de coopération économique solidaire de proximité, le Département, doté d'une feuille de route 2024-2027, affirme son soutien à l'ESS en maintenant un budget dédié constant. Le budget 2025 de la stratégie départementale en faveur de l'ESS et ses acteurs priorise le maillage territorial tiers-lieux Solidaires, la sensibilisation et la formation des jeunes landais à la coopération, le soutien aux acteurs de l'accompagnement des structures ESS.

) Les politiques en faveur des solidarités territoriales : 52,1 M€

Le développement du territoire (agriculture, économie, tourisme, logement) : 16,9 M€

La ferme landaise constitue un enjeu majeur pour le Département.

Les filières landaises continuent à être impactées par des crises sanitaires, conjoncturelles et climatiques. En 2024, la filière viticole a été touchée pour la deuxième année consécutive par une forte pression de Mildiou engendrant une perte de rendement d'environ 30%, la filière bovine, déjà impactée par la persistance de la Maladie Hémorragique Epizootique, a été confrontée à l'arrivée de la Fièvre Catarrhale Ovine 8 et la crise conjoncturelle a continué d'impacter les filières en agriculture biologique.

En 2025, le Département maintiendra un **soutien historique fort à son agriculture et continuera d'exercer sa solidarité envers les acteurs des filières impactées par des crises avec, notamment, la création d'un fonds d'urgence sanitaire doté de 1,5 M€** qui permettra de pouvoir être réactif en cas de nouvelle crise.

Les aides à destination des structures du monde agricole seront poursuivies pour permettre le maintien du dynamisme agricole, élément primordial pour le tissu rural landais.

Le Département souhaite également accompagner les agriculteurs pour faire face aux défis à venir engendrés par les nouvelles attentes sociétales, les évolutions réglementaires et le changement climatique. Des crédits seront dédiés à l'accompagnement à la modernisation des exploitations et à des actions en faveur de la mise en œuvre de la transition agroécologique dans les fermes landaises, avec notamment le remplacement des conventions cadre agriculture environnement et captages prioritaires par un Laboratoire Landais de la Transition Agroécologique qui visera à récolter de la donnée sur les évolutions de pratiques et d'analyser les conséquences à l'échelle de la parcelle de l'îlot cultural, du système d'exploitation et du système agraire.

La collectivité intervient au côté des territoires avec notamment le soutien aux études dans le programme « Petites Villes de Demain », prolongement de notre politique en faveur de la revitalisation et redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs initiée dès 2019.

Sont également soutenus les acteurs de l'ingénierie territoriale notamment l'agence départementale d'aide aux collectivités locales et le conseil d'architecture et d'urbanisme et d'environnement.

En matière d'attractivité touristique et économique, la **participation à Landes Attractivité** est poursuivie ainsi que le développement de la Marque Landes.

L'environnement, la transition énergétique et écologique : 5 M€

En matière environnementale, outre la **transition énergétique** qui reste un marqueur fort de 2025, le Département poursuivra son accompagnement en faveur des structures gestionnaires des **déchets ménagers** sur les volets prévention et gestion des déchets amiants des particuliers. Il restera également attentif à la structuration des filières de traitement des flux d'ordures ménagères pris en charge aujourd'hui par la filière landaise de traitement mécano-biologique.

En interne, la **lutte contre le gaspillage alimentaire** dans les collèges permettra d'engager la dernière phase de sensibilisation de ces établissements, action intégrée pleinement dans le Plan Alimentaire Départemental Territorial, « les Landes au menu ! ».

Par ailleurs, dans le cadre partenarial consolidé au travers des syndicats mixtes de gestion du Littoral Landais et de Géolandes, les actions en faveur de l'espace littoral seront poursuivies, notamment pour ce qui est du soutien à la lutte contre le recul du trait de côte avec l'engagement des 2^{èmes} générations de stratégie de gestion de la bande côtière ou contre le comblement des étangs arrière-littoraux.

Par ailleurs, le Département innovera également, via sa participation statutaire au Syndicat Mixte du Littoral Landais, en matière de surveillance des plages en s'impliquant dans le dispositif expérimental NS^{XL} « Landes, terre de Sauveteurs ».

La contribution au SDIS : 25,6 M€

Le Département poursuivra, en 2025, son accompagnement du SDIS en augmentant sa contribution de 4,3 % par rapport à 2024 soit + 1,1 M€.

Cette hausse significative est la continuation de la majoration de la contribution départementale entre 2019 et 2024 (+ 27 % subventions exceptionnelles 2022 et 2023 incluses) et vise à consolider structurellement le SDIS afin qu'il puisse mener à bien au quotidien ses différentes missions.

A titre de comparaison, en 2022, le Département a consacré 55,7 € par habitant au financement du SDIS (y compris subvention exceptionnelle) soit 70,6% des contributions des collectivités locales. Ces ratios sont très largement supérieurs à la moyenne de la strate soit 42 € par habitant (et 55% des contributions). Au regard de la moyenne de la strate, l'effort départemental représente donc une économie estimée à 5,8 M€ pour les communes landaises.

L'entretien du patrimoine (voirie, mobilités douces...) : 4,6 M€

Les autres dépenses de fonctionnement 100 M€ (98,6 M€ en 2024) (masse salariale, moyens généraux des services, usages numériques, assurances, dotation Région Loi NOTRe...)

La masse salariale* avec **83,3 M€** comprend une **évolution des besoins de + 2,5%** par rapport à l'année **2024**.

Ces prévisions tiennent compte de l'impact en année pleine des dernières mesures nationales successives depuis plusieurs années (augmentation du point d'indice, complément de traitement indiciaire SEGUR de la santé, évolution de l'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat et diverses réformes catégories C et B notamment ...), mais surtout de l'augmentation de 3 points de cotisation CNRACL (12 points sur 4 ans) estimée à 1,1 M€ pour la seule année 2025.

Les autres moyens généraux de la collectivité sont en baisse de 4,5% compte tenu des efforts en matière de dépenses d'énergie et de maîtrise de frais de fonctionnement.

*(hors assistants familiaux, et adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement non titulaires)

Les intérêts de la dette : 3 M€ (-9% compte tenu de la baisse de l'encours)

Le fonds de péréquation des droits de mutation : 7,7 M€ (- 4,6 M€) compte tenu des dernières simulations.

Le disponible pour le financement des DM : 2 M€

Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales « Dilico » : 1,6 M€

Ce dispositif de mise en réserve, défini par la Loi de Finances 2025 au titre de la participation des collectivités territoriales au redressement des comptes publics, cible 2 000 collectivités parmi lesquelles 50 départements. La somme prélevée devra être reversée à ces collectivités contributives, par tiers, pendant trois ans.

Selon les dernières simulations de Départements de France, un montant de 1,6 M€ est intégré aux orientations budgétaires.

L'autofinancement brut : 43,8 M€

Il tient compte du résultat antérieur (21,2 M€ prévisionnel) et participe au financement des dépenses d'investissement à plus de 40 %.

Les efforts sur l'évolution du budget 2025 permettent de limiter la contraction de l'autofinancement net (après remboursement du capital de la dette) découlant de l'incidence des mesures de la Loi de Finances 2025, nationales, de l'évolution contrainte du budget (progression incompressible de certaines dépenses de fonctionnement : (Solidarité, SDIS...). et de la diminution du résultat antérieur.

Un niveau d'investissement ajusté dans un contexte financier incertain

264,2 M€ d'autorisations de programme (hors GPSO) soit +2,8% destinés à assurer les engagements pris en faveur du territoire et des crédits de paiement à 94,2 M€ hors dette (100,2 M€ en 2024)

Depuis 2020, le Département des Landes, acteur essentiel des solidarités territoriales, a fait le choix d'une importante montée en charge de ses dépenses d'équipement.

Ces choix se sont accompagnés d'une stratégie de désendettement destinée à pallier les retournements de conjoncture économique tels que nous les connaissons aujourd'hui, pour dégager des marges de manœuvre conséquentes.

Pour 2025, il est proposé de donner une large visibilité de notre implication sur les prochaines années en privilégiant les AP globalisées structurantes. Le niveau d'investissement (hors dette) sera ajusté à 94 M€. Nos actions seront maintenues et les opérations engagées poursuivies pour soutenir l'activité économique locale et favoriser le développement de programmes stratégiques pour le territoire :

Logement (21 M€), aide à l'investissement dans les EHPADs (14 M€), Aides au développement territorial (FDAL, FDAL revitalisation, contrats de relance et de transition énergétique) (13,2 M€), création de résidences autonomie (7 M€), immobilier d'entreprises Loi NOTRe (15 M€), plan plage (2 M€), plan rivières (3 M€), équipements ruraux (10,3 M€), Plan Très Haut Débit Raccordements complexes (1,5 M€), PPI des Collèges (100 M€)

Les équipements directs de la collectivité : 55,8 M€ (60,1 M€ en 2024)

Ce patrimoine permet à la collectivité de conforter ses politiques publiques et de maintenir la qualité des infrastructures utiles à ses concitoyens.

Dans un contexte budgétaire toujours plus contraint, les programmes bâimentaires propres à la collectivité, à l'exception des collèges, seront décalés (-2,7 M€) pour assumer l'objectif fixé qui est d'assurer un service de qualité et de renforcer la cohésion territoriale, et cela sans pénaliser le service rendu au public.

Conscient que dans notre département rural, l'accès aux services publics constitue une préoccupation majeure nous avons privilégié le maintien des crédits pour conforter le maillage territorial qu'il s'agisse de la voirie, des collèges, des EHPAD... les dispositifs visant à garantir l'accès aux services publics de proximité en moins de 30 minutes.

) La voirie et les mobilités douces : 25,3 M€

Le Département a la responsabilité du réseau routier départemental (4 289 Kms), de ses dépendances, des ouvrages d'art, des mobilités douces et plus généralement de l'aménagement du territoire.

Les opérations d'envergure menées antérieurement sont arrivées à leur terme et les crédits consacrés aux programme « grands travaux » et « ouvrages d'art » s'élèvent à 1,1 M€ afin de permettre l'achèvement de l'opération « contournement du port de Tarnos » ainsi que les rénovations des grands ouvrages d'art (ponts de Sorde l'Abbaye, St-Paul-en-Born (Mort) et Vieux pont de Dax). 2025 marquera également la poursuite des études liées à l'ouvrage de Gousse.

L'entretien du réseau routier départemental de 23,2 M€ comprend les crédits nécessaires aux opérations de sécurité (traverses d'agglomérations, carrefours), aux renforcements programmés et aux crédits sectorisés.

Cette orientation témoigne de l'engagement du Département à **maintenir un réseau routier sûr et durable** par son entretien et sa **modernisation**, sa gestion intégrée visant à améliorer l'état et la durée de vie des infrastructures routières tout en renforçant la sécurité et la résilience du réseau.

En parallèle, l'action du Département visera à **encourager l'usage du vélo et promouvoir d'autres formes de mobilités douces**.

L'objectif est de créer une culture de la mobilité durable et à coordonner les actions en soutenant financièrement et techniquement les projets de mobilité. Le Département engagera 1 M€ au titre des voies vertes pour les travaux d'aménagement, la signalétique et les acquisitions foncières.

S'ajoutent 1,1 M€ de subventions consacrées aux territoires pour la réalisation des pistes cyclables.

Enfin, le Département poursuivra sa démarche de **définition du schéma départemental** afin de s'adapter aux enjeux contemporains de la mobilité, en intégrant des solutions durables et accessibles à tous.

NB : Depuis 2017, le Département a consacré en moyenne annuelle 5 572 € par km au programme d'investissement relatif à la voirie. (Nouvelle Aquitaine : 5 270 € par km, Strate : 5 546 € par km (OFGL CA 2023)

) Les collèges : 16,3 M€

Le Département va poursuivre en 2025 son engagement pour la rénovation et la modernisation des collèges afin de permettre aux élèves, aux équipes éducatives et aux personnels de travailler dans les meilleures conditions possibles.

Les crédits consacrés aux collèges tiennent compte de l'état d'avancement du programme prévisionnel d'investissement et de l'évolution des besoins du numérique éducatif (opération « un collégien, un ordinateur portable »).

Les travaux dans les collèges représentent **12,1 M€** pour la maintenance générale et les mises aux normes (3,8M€), les extensions, modernisations et restructurations (6,1 M€) et l'accélération du programme spécifique de rénovation énergétique et thermique des établissements (2,2 M€).

La sécurité des collèges est une priorité tout comme la modernisation des infrastructures, notamment dans le cadre de la transition écologique. Au titre du programme « extensions, modernisations et restructurations », seront comprises :

- la restructuration – extension du collège François Truffaut de Saint-Martin-de-Seignanx (travaux démarrés en aout 2024 pour une livraison au second semestre 2027),
- la construction de la chaudière bois du collège Jacques Prévert de Mimizan,
- la poursuite de diverses études dont celles afférentes à la restructuration totale de la demi-pension du collège Jean Mermoz de Biscarrosse, à la restructuration des collèges de Capbreton et Tartas

et celle, partielle, du collège du Pays d'Orthe (cité scolaire Jean Taris de Peyrehorade) en partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

- la poursuite des études opérationnelles afférentes à la reconstruction du collège Jean-Claude Sescousse de Saint-Vincent-de-Tyrosse, l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de cette opération ayant été désignée début 2025.

En complément 1,8 M€ sont réservés au titre de la participation au financement des travaux à venir dans les cités scolaires (compétence Région).

Le numérique éducatif avec 4,2 M€ tient compte du rythme habituel de renouvellement des matériels dans le cadre de l'opération « un collégien, un ordinateur portable » ainsi que des acquisitions de matériels à destination de l'administration des collèges, de la poursuite de l'harmonisation des systèmes de téléphonie fixe ainsi que des opérations de renforcement de la sécurité des systèmes informatiques des collèges.

L'opération « un collégien un ordinateur portable » se poursuit au bénéfice des élèves de 4ème et 3ème, étant précisé que le Département ne renouvelle pas (rentrée 2026) la dotation des élèves de 5ème (et 6ème dans un établissement) en équipement informatique mobile (EIM) ; 13 établissements étaient concernés par cette initiative résultant du « Plan Hollande », l'Etat n'apportant plus son soutien financier depuis la fin de phase expérimentale.

» **Les bâtiments : 8,2 M€**

Propriétaire de nombreux bâtiments, le Département se doit de maintenir ce patrimoine dont les fonctions sont essentiellement axées sur la réalisation de services à destination du public directement ou indirectement.

Le Département s'engage aux côtés des **séniors, des personnes en situation de handicap** et de leurs familles en menant plusieurs projets :

- Rendre accessible au plus grand nombre les Maisons Landaises de Solidarité et plus largement les bâtiments administratifs.
- Achever le pôle « adultes » départemental des jardins de Nonères spécialisé dans l'accompagnement de personnes adultes en situation de handicap en vue de favoriser leur inclusion professionnelle et sociale,
- Poursuivre la construction de la Maison de jour de l'autisme.

Dans le domaine sportif, La maison départementale des Sports devrait être livrée dans le 1^{er} semestre 2025. Elle permettra aux partenaires de disposer de manière pérenne d'un outil de travail performant.

Par ailleurs depuis plusieurs années, le Département s'est engagé dans une démarche globale de **sécurisation et disponibilité des données numériques du Département**. Le DATA CENTER, nouveau centre de données à St-Geours-de-Maremne sur le site du parc d'activités Atlantisud, a été livré en 2024 et il est connecté aux 2 centres de données existants (distants de plus de 50 Km) par le biais d'une fibre noire en droit irrévocable d'usage. Le site sera fonctionnel en 2025 après achèvement des derniers travaux et l'acquisition du matériel et des logiciels nécessaires.

» **Les autres équipements : 5,9 M€**

Ces interventions concernent les domaines de **l'environnement, de la culture, de l'agriculture, de la solidarité, ainsi que les bâtiments départementaux et divers moyens généraux de la collectivité**.

Notre action en faveur des **transitions écologique et énergétique** est primordiale pour répondre aux défis environnementaux actuels et futurs. Elle englobe diverses politiques publiques visant à réduire l'empreinte carbone, promouvoir l'efficacité et la sobriété énergétique, développer les énergies renouvelables et encourager des pratiques durables.

Ces investissements sont essentiels pour construire un avenir durable et nécessitent une approche intégrée, impliquant de nombreux partenaires.

C'est ainsi qu'en 2025 ces politiques seront notamment consacrées à :

- La poursuite de l'action en faveur de la protection de l'eau et la mise en œuvre de pilotes de traitement des micropolluants dont les PFAS en sortie de stations d'épuration ;
- La valorisation de la biodiversité patrimoniale en engageant des travaux sur les sites Nature40 et plus généralement la gestion des sites labellisés ;
- La réalisation d'un forage de reconnaissance pour prospector l'état de la ressource à des fins d'alimentation en eau potable sur le secteur Sud-Ouest du territoire. Cette démarche s'inscrit dans une étude plus globale permettant de projeter l'état de la ressource à 2040 en intégrant le changement climatique, l'évolution de la population dans un but de sécurisation de la ressource ;
- La mise en production au printemps 2025 de la centrale photovoltaïque sur le délaissé de voirie situé sur la commune de Rion des Landes permettant de couvrir 40% des besoins électriques du Conseil Départemental ;
- La mise en œuvre de projets agrivoltaïques sur le domaine d'Ognoas et des parcelles départementales à Haut Mauco ;
- La continuation de l'étude relative au projet houleomoteur au large de la côte landaise.

Ces 3 derniers dossiers s'inscrivent dans la stratégie 2021-2030 en matière de transition énergétique adoptée par l'Etat et le Département. Pour rappel, elle fixe le cap en matière de réduction des consommations énergétiques du territoire (-25% à horizon 2030) et de développement raisonnable des énergies renouvelables à hauteur de 84 % en 2030 pour atteindre une autonomie énergétique en 2033.

Par ailleurs, Le Département valorise et entretient **le patrimoine culturel**, tels les sites d'Arthous et de Sorde l'Abbaye, assure la diversité des biens culturels, œuvres d'art et archives destinés au public.

Il complète son action au bénéfice du maintien à domicile des séniors grâce au **dispositif téléalarme**.

Le Département intervient également pour **l'agriculture avec les aides pour ETAL 40**, le logement avec les études dédiées à la création d'une Foncière destinée à la maîtrise du foncier et la protection civile.

Les interventions en faveur des partenaires : 38,4 M€ (40,1 M€ en 2024)

Les dépenses en faveur des tiers (subventions, avances, travaux pour compte de tiers) intègrent la poursuite des actions traditionnelles engagées notamment en faveur du développement communal et intercommunal et l'accompagnement des programmes pluriannuels d'envergure dans les secteurs prioritaires que nous avons définis. Les besoins en la matière anticipent les calendriers de réalisation des projets réalisés par nos partenaires et connaissent des évolutions contrastées d'une année sur l'autre.

) La voirie et les mobilités douces : 3,3 M€

Sont compris :

- La participation au financement du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) (1,2 M€).

Conformément à ses engagements, le Département assume sa participation au financement des deux nouvelles lignes à grande vitesse Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Espagne du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) sous réserve de la réalisation de la branche Bordeaux – Dax.

- La participation au **financement des bretelles autoroutières de l'A64 - BARO Peyrehorade** (0,3 M€) et les subventions à la voirie communale.
- Nos aides en faveur du développement des autres réseaux (voirie communale, cyclable...).

) L'accompagnement et le développement durable des territoires : 34 M€

Ces politiques ont pour objectif la mise en valeur et la protection de l'espace ainsi que l'accompagnement des territoires et des filières dans leur mutation. Elles s'articulent autour des grandes thématiques prioritaires suivantes :

☞ **L'environnement** (3,5 M€) regroupe les actions en faveur des partenaires œuvrant pour les transitions écologique et énergétique qui se poursuivront en 2025. Dans un contexte où les défis environnementaux sont d'importance, le soutien et l'encouragement des acteurs du territoire demeurent primordiaux.

La **gestion et la protection de l'eau** resteront centrales pour le Département tant sur le volet quantitatif et qualitatif que sur le petit et grand cycles. Les soutiens technique et financier à la création et au traitement de la ressource en eau seront maintenus. Il en sera de même sur le volet inondation où le Département demeure la seule collectivité sur le bassin de l'Adour à accompagner les collectivités gemapiennes dans la prévention des inondations.

Les partenaires œuvrant pour la politique Nature40 en faveur de la **biodiversité et la gestion des sites labellisés** seront également soutenus.

Le Département accompagnera également les collectivités qui œuvrent au quotidien en faveur du **littoral** notamment via sa participation statutaire au Syndicat Mixte du Littoral Landais et innovera également en matière de surveillance des plages en s'impliquant dans le dispositif expérimental NS XL « Landes, terre de Sauveteurs ».

Enfin, compte tenu de ses compétences en matière de **précarité énergétique et d'autonomie**, le Département sera signataire des pactes territoriaux avec l'Etat et les Collectivités territoriales, maîtres d'ouvrage du Service Public de Rénovation de l'Habitat. Il accompagnera également les Collectivités pour la mise en œuvre de ce service public visant aussi à la **rénovation énergétique de l'habitat**.

☞ **Le dynamisme et l'attractivité du territoire** (11,3 M€) comprend le soutien aux filières et les aides traditionnelles au secteur communal (fonds de développement et d'aménagement local et fonds d'équipement des communes).

Les **aides à l'immobilier d'entreprises**, aux investissements matériels et environnementaux des entreprises des filières agro-alimentaires, bois et pêche, **au tourisme et au thermalisme** (2,5 M€).

Le **soutien à l'agriculture et à la forêt** (2,6 M€) avec 3 axes principaux : la solidarité envers la ferme landaise et le maintien du dynamisme agricole et rural, l'accompagnement à la transition agroécologique pour faire face aux effets du changement climatique et aux évolutions de la réglementation et la relocalisation de l'alimentation avec le Plan Alimentaire Départemental Territorial « Les Landes au menu ! » complété par le soutien aux productions de qualité.

Un nouveau programme d'aides aux collectivités 2025-2027 de 13,2 M€ permettra de poursuivre les soutiens au secteur communal en regroupant les dispositifs d'aides à la revitalisation des centralités landaises et les contrats pour la réussite de la transition écologique.

Pour leur part, les **dispositifs en faveur de la revitalisation des centralités landaises** (aides directes et aides à l'ingénierie), s'inscrivent dans le cadre du **programme pluriannuel de 12 M€ défini pour la période 2022-2026**, en complément des aides réglementaires sectorielles. **50** (sur 67) centralités landaises sont déjà engagées dans des démarches de « plan de référence » et 19 ont déjà contractualisé l'aide à la dynamisation du centre-bourg ou centre-ville.

L'appui aux collectivités en matière de développement durable est renforcé considérablement à travers les **contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE)** (**12,5 M€** sur la période 2023-2026 avec 9,2 M€ déjà programmés pour soutenir 323 projets).

Cet effort permettra d'accentuer le soutien aux projets des collectivités en cohérence avec les politiques départementales dédiées à la transition énergétique, aux mobilités douces, à la redynamisation des centres bourgs ou à l'accessibilité aux services.

Le plan très haut débit se poursuivra avec une **prise en charge des raccordements complexes** dans le cadre d'une Autorisation de Programme (AP) de 1,5 M€.

Dès le début du déploiement de la fibre optique, des infrastructures ont été identifiées comme réutilisables et qui, in fine, ne permettent pas ou plus certains raccordements désormais qualifiés de complexes ! Entre 2 et 3% des locaux, en fonction des territoires, sont concernés par des difficultés de raccordements dont les origines sont multiples.

- Soit ils sont inexistant car la ligne téléphonique a été enfouie en pleine terre (sans gaine) par l'opérateur Orange dans le cadre de ses missions de Service universel.
- Soit ils sont défectueux (fourreaux bouchés, écrasés, etc.).

Les données communiquées par Orange lors de la construction du réseau ne faisaient que trop peu état des câbles cuivre en pleine terre, et aucunement de l'état des fourreaux et appuis sur les portions d'adduction. »

Dès lors, que de nouvelles adductions aériennes ou souterraines sont nécessaires pour ces raccordements dits « complexes », il convient d'accompagner le SYDEC en 2025 à hauteur de 1 M€ (CP), pour les premières infrastructures à construire. Dans le cadre d'une convention partenariale, il sera demandé le même effort à PIXEL et au SYDEC.

☞ **Le logement et l'habitat (5,5 M€)** demeurent une préoccupation majeure qui se traduit par un accroissement des crédits affectés à cette politique année après année (3 M€ en 2022, 4,5 M€ en 2023 et 5,5 M€ en 2024).

Doté d'un Programme Départemental de l'Habitat (PDH), outil essentiel permettant d'anticiper et de répondre au mieux à la diversité des besoins, le Conseil départemental des Landes poursuivra son intervention financière en matière d'habitat afin d'aider nos concitoyens à faire face à la crise du logement.

Dans les Landes, près de 13 000 demandes de logements sociaux sont encore sans réponse, les disparités entre le littoral et l'intérieur du Département sont accentuées par la crise de l'immobilier.

Ainsi, en 2025, nous poursuivrons les travaux destinés à **renforcer la maîtrise du foncier**, comme levier déterminant des politiques d'habitat. Nous étudions avec la Banque des Territoires la possibilité de créer un outil dédié à la constitution de réserves foncières.

En prenant appui sur le principe de la dissociation du foncier et du bâti, **ce véhicule innovant sera dédié au portage foncier de long terme** en vue de conserver en maîtrise publique des fonciers stratégiques, **lutter contre la spéculation et accélérer la production de programmes mixtes de logements** en étalant dans le temps et en allégeant le coût du foncier de sorte à sécuriser davantage les parcours résidentiels des landais.

Cette foncière dédiée au développement d'une offre de logements pérenne et abordable pour chacun viendra ainsi **compléter les compétences de l'EPFL « Landes Foncier »**, qui a vocation à acquérir des biens, les porter, les gérer, puis les rétrocéder à la collectivité membre lorsqu'elle est prête à lancer son projet, et de **Vitalandes** qui concourt, aux côtés des communes, à rendre leurs centres-bourgs plus attractifs en favorisant notamment le développement économique territorial.

En 2023, nous avons décidé de renforcer notre investissement global sur la période 2021-2026, à hauteur **de 21 M€** (contre 15 M€ initialement soit + 40 % par rapport au programme initial).

En 2025, il vous sera proposé **de maintenir** le montant annuel dévolu à ce secteur afin de soutenir la production d'une offre de logements abordables pour chacun.

☞ **Les politiques en faveur de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports représentent 9,6 M€.**

Le Département accompagne les communes et leurs EPCI à la construction, extension et rénovation d'équipements structurants à l'échelle locale, intercommunale ou départementale. Ces dispositifs concernent notamment :

- Pour les constructions scolaires du 1^{er} degré (qui sont maintenues bien que ne relevant pas de la compétence du Département)
- Pour les équipements sportifs à l'usage prioritaire des collèges (afin d'optimiser l'utilisation de ces équipements publics coûteux qui peuvent servir aussi bien à l'enseignement au collège ou à l'école que, dans d'autres créneaux horaires, à la pratique des clubs locaux, le Département priviliege le partenariat avec les communes)

Le Département prévoit également un soutien renouvelé au plan « Piscine-Savoir nager » adopté par l'Assemblée départementale afin de favoriser l'accès des classes de 6èmes à ces équipements dans le cadre de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive (EPS). Une enveloppe de 3M€ est engagée pour la période 2023.2026.

Sont également prévus les crédits nécessaires aux cités scolaires (1,8 M€), au **projet XYLOMAT 2** sur le site d'Agrolandes (3,2 M€). Porté avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et l'Institut des sciences analytiques et de Physico-chimie pour l'Environnement et les Matériaux (IPREM). Il vise à rassembler et étoffer les moyens consacrés à la « recherche et développement » en matière de matériaux bio-sourcés (bois, chimie verte...).

Le soutien à l'investissement sur le territoire concerne également :

- Le maintien des aides aux équipements culturels à travers la restauration et la valorisation des sites protégés, l'aménagement des espaces patrimoniaux et la lecture publique.
- L'aide aux pratiques sportives et notamment aux équipements sportifs de proximité
- Les prêts d'honneur aux étudiants et aux apprentis,
- L'accompagnement des acteurs de l'Economie sociale et solidaire à travers les tiers-lieux et la sensibilisation des jeunes.

☞ **Les politiques en faveur des solidarités humaines s'élèvent à 4,1 M€**

Dans un contexte financier particulièrement contraint, le Département continuera en 2025 à accompagner les personnes âgées et handicapées par sa politique de soutien à l'investissement en faveur des établissements médico-sociaux des secteurs « enfance, personnes âgées et handicapées » en :

- **Soutenant les Investissements immobiliers dans les EHPADs** pour répondre à l'évolution de la dépendance et à la complexité de l'accompagnement des personnes vulnérables. Depuis 2023, le Département a majoré la base subventionnable passant de 90 K€ à 180 K€ par chambre.
- **Diversifiant et densifiant** le réseau des solutions alternatives en soutenant les projets de résidences autonomie et d'habitat inclusif déclinés dans le plan départemental ambitieux de création de résidences autonomie (406 places autorisées pour un objectif de 1 000 places) et d'habitats inclusifs (28 habitats inclusifs pour 220 personnes).

) **Le Budget Participatif Citoyen des Landes destiné à financer les projets proposés par les Landaises et les Landais mobilisera 1,1 M€.**

Le remboursement de la dette en capital : 16 M€

Afin d'optimiser ses capacités d'investissement pour réaliser ses projets actuels et futurs, le Département des Landes maintient ses objectifs de **sécurisation et de maîtrise de son endettement**.

➤ Sécurisation de l'encours

Sur le tableau de la Charte Gissler qui mesure le degré d'exposition de la dette, tous les emprunts du Département sont classés 1A soit les moins risqués.

La part des emprunts à **taux fixe** représente, au 1^{er} janvier 2025, **60,5 %** de l'encours total. A noter que le taux moyen de l'encours, au 31/12/2024 est de 2,25%.

➤ Maîtrise de l'endettement

En 2024, pour la 1^{ère} fois depuis 2021, un emprunt de 20 M€ a été mobilisé auprès de l'Agence France Locale à taux fixe 3,05% sur 15 ans.

Au 1^{er} janvier 2025, il s'établit à **128,6 M€** (128,2 M€ au 1^{er} janvier 2024).

La dette
en chiffres
(base CA
provisoire
2024)

L'encours de la dette **296 €/ habitant**

Pour mémoire, comparaisons CA 2023 : Landes 298 €/hab.,
moyenne régionale 536 €/hab, moyenne nationale 479 €/hab

L'annuité de la dette **51 €/ habitant**

Pour mémoire :comparaisons CA 2023 : Landes 54 €/hab.,
moyenne régionale 66 €/hab, moyenne nationale 63 €/hab

La capacité de désendettement : **2,3 ans**

Pour mémoire :comparaisons CA 2023 : Landes 2,2 ans,
moyenne régionale 5,4 ans, moyenne nationale 4,3 ans

Le taux moyen de la dette : **2,25 %**

Taux estimé au 31décembre 2024

Les recettes d'investissement : 66,4 M€ (68,6 M€ en 2024)

) Les recettes d'investissement (hors emprunts) s'établissent à 16,6 M€

Elles sont composées pour l'essentiel du fonds de compensation de la TVA (8,4 M€), de la DDEC (1,5 M€), du produit des amendes « radars » (0,7 M€), de subventions, participations, recouvrements et avances (5,8 M€).

) Le recours à l'emprunt est prévu à hauteur de 50 M€

Vous trouverez ci-joint les éléments d'information complémentaires (pour le budget principal) prévus par le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que ceux prévus par la Loi de Programmation des Finances Publiques (pour le budget principal et les budgets annexes).

LES ANNEXES

DONNEES GENERALES

EVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES BUDGETAIRES

EVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

| DEPENSES | BP 2024 | OB 2025 | RECETTES | BP 2024 | OB 2025 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| INVESTISSEMENT | 120 000 000 | 110 200 000 | INVESTISSEMENT | 68 550 000 | 66 434 369 |
| Equipements directs | 60 124 260 | 55 750 083 | Dotations et subventions | 16 767 400 | 14 649 150 |
| dont voirie et cyclable | 25 239 000 | 25 343 000 | dont recettes voirie (y/c Port de Tarnos) | 3 781 000 | 1 186 200 |
| dont collèges | 17 820 000 | 16 296 000 | dont produits amendes radars (autres dotations) | 700 000 | 700 000 |
| dont Numérique éducatif | 5 976 000 | 4 176 000 | dont participations des communes collèges | 26 900 | 10 700 |
| dont bâtiments et bâtiments culturels | 10 933 000 | 8 247 950 | dont FCTVA | 8 000 000 | 8 400 000 |
| dont autres équipements directs | 6 132 260 | 5 863 133 | dont DDEC (autres dotations) | 1 495 000 | 1 495 000 |
| dont Environnement | 1 401 600 | 1 623 750 | dont DGE DSID | 861 000 | 1 810 000 |
| dont Usages Numériques (dont centre données - fibre) | 2 270 000 | 1 870 000 | dont subvention Europe centre données | 1 430 000 | |
| | | | dont subvention Projet Houlomoteur | | 412 500 |
| | | | dont autres subventions | 473 500 | 634 750 |
| Interventions en faveur des partenaires | 40 075 740 | 38 449 917 | Avances, créances op. compte tiers et cessions | 1 782 600 | 1 785 219 |
| dont grandes infrastructures, réseaux | 4 904 000 | 4 265 000 | dont créances diverses | 728 482 | 359 082 |
| dont Haut débit aménagement numérique | 300 000 | 1 000 000 | dont participation XYLOMAT | 1 000 000 | 810 000 |
| dont bretelles autoroutières de l'A64 (BARO Peyrehorade) | 1 215 000 | 250 000 | dont cessions (matériels, op. portable...) | 54 118 | 616 137 |
| dont participation LGV GPSO | 2 470 000 | 1 235 000 | | | |
| dont autres réseaux (voirie communale, cyclable...) | 919 000 | 1 780 000 | | | |
| dont accompagnement et développement durable des territoires | 33 810 740 | 33 070 275 | | | |
| dont éducation, jeunesse, sports, culture | 7 367 200 | 9 604 300 | | | |
| dont attractivité du territoire et soutien aux filières | 5 669 140 | 5 174 400 | | | |
| dont Ets médico-sociaux (PA, PH, enfance) | 5 670 000 | 4 110 000 | | | |
| dont solidarité territoriale | 5 364 000 | 5 160 000 | | | |
| dont Environnement | 4 185 400 | 3 466 575 | | | |
| dont Logement social et habitat regroupé | 5 555 000 | 5 555 000 | | | |
| dont Budget participatif | 1 361 000 | 1 114 642 | | | |
| Remboursement dette en capital | 19 800 000 | 16 000 000 | Emprunts | 50 000 000 | 50 000 000 |
| FONCTIONNEMENT | 476 795 767 | 482 800 000 | FONCTIONNEMENT | 492 976 711 | 505 400 000 |
| Solidarités humaines | 281 079 027 | 289 249 530 | Solidarité départementale | 78 582 158 | 90 193 768 |
| (hors frais de personnel) | | | dont financement allocations de solidarité | 56 854 000 | 65 455 650 |
| dont allocations individuelles de solidarité (APA, RSA, PCH) | 126 650 000 | 131 050 000 | dont TSCA TICPE RSA | 24 154 000 | 24 154 000 |
| dont autres dépenses de solidarité | 154 429 027 | 158 199 530 | dont autres recouvrement aide sociale | 21 728 158 | 24 738 118 |
| (yc assistants familiaux, transports élèves en situation de handicap...) | | | dont Etat - CNSA (Enfance Caplae SEGUR...) | 3 195 434 | 3 415 434 |
| Autres politiques publiques départementales | 79 277 934 | 79 269 257 | Dotations de l'Etat (DGF, DGD, FCTVA) | 60 596 000 | 60 596 000 |
| dont éducation et citoyenneté ⁽¹⁾ | 27 032 487 | 27 132 487 | DGF | 56 766 000 | 56 766 000 |
| dont contribution du SDIS | 24 507 151 | 25 570 751 | DGD | 3 530 000 | 3 530 000 |
| dont développement du territoire et environnement | 23 162 596 | 21 977 119 | FCTVA (fonctionnement) | 300 000 | 300 000 |
| dont entretien du patrimoine (voirie, mobilité douce...) | 4 575 700 | 4 588 900 | | | |
| Autres dépenses de fonctionnement | 98 560 806 | 99 993 214 | Droits de mutations | 95 000 000 | 98 000 000 |
| dont masse salariale ⁽²⁾ | 81 293 251 | 83 320 000 | Autres produits de fiscalité indirecte | 96 140 000 | 99 140 000 |
| dont autres dépenses | 13 325 555 | 12 731 214 | (TSCA, complément TICPE hors financement RSA) | | |
| dont compensation transfert Région Loi Notré | 3 942 000 | 3 942 000 | Taxe aménagement, Taxe séjour, Redevance Mines, FNDMTO...) | | |
| Fonds de péréquation | 12 347 000 | 7 700 000 | Fiscalité réformée et recettes assimilées | 155 715 304 | 151 105 931 |
| Intérêts de la dette | 3 300 000 | 3 000 000 | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) part ex Taxe foncière | 100 341 481 | 95 785 350 |
| | | | Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) part ex CVAE | 20 855 798 | 20 116 662 |
| | | | Imposition forfaitaire entreprises de réseaux (IFER) | 3 613 707 | 3 800 000 |
| | | | Autres recettes fiscales et assimilées ^{(1)/(2)} | 30 904 318 | 31 403 919 |
| Dispositif conjoncturel de lissage des recettes | 1 600 000 | | | | |
| Disponible pour financement des DM | 2 231 000 | 1 988 000 | Autres produits de fonctionnement | 6 943 248 | 6 364 301 |
| (1) dont Maintien gratuité transports scolaires | | | (1) dont FNGIR, Fonds de compensation des AIS, DCRT, allocations compensatrices | | |
| (2) hors assistants familiaux (solidarité) et remplacement agents collèges (éducation) | | | (2) DCRT et alloc.compensatrices : Variables d'ajustement enveloppe normée concours Etat | | |
| TOTAUX | 596 795 767 | 593 000 000 | TOTAUX | 561 526 711 | 571 834 369 |
| TOTAL GENERAL | 596 795 767 | 593 000 000 | Résultat antérieur reporté | 35 269 056 | 21 165 631 |

EPARGNE BRUTE en € ⁽³⁾ **22 411 944** **28 588 000**
EPARGNE NETTE en € ⁽³⁾ **2 611 944** **12 588 000**

(3) Selon modalités de calcul OFGL : hors résultats antérieurs, avec atténuation de certains crédits et travaux en régie

| TAUX EPARGNE BRUTE* | BP 2024 | OB 2025 |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Landes | 4,5% | 5,7% |
| Nouvelle Aquitaine | 4,1% | |
| Strate (250 à 500 000 hbts) | 5,0% | |
| Métropole hors 75-69 M | 5,9% | |
| TAUX EPARGNE NETTE* | BP 2024 | OB 2025 |
| Landes | 0,5% | 2,5% |
| Nouvelle Aquitaine | -2,5% | |
| Strate (250 à 500 000 hbts) | -0,4% | |
| Métropole hors 75-69 M | 0,5% | |

*épargne (brute ou nette)/Recettes de fonctionnement

EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES, DES RECETTES ET DU BESOIN DE FINANCEMENT (budget principal et budgets annexes)

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES ET RECETTES REELLES
dont évolution du besoin de financement
(Loi de Programmation des Finances Publiques)

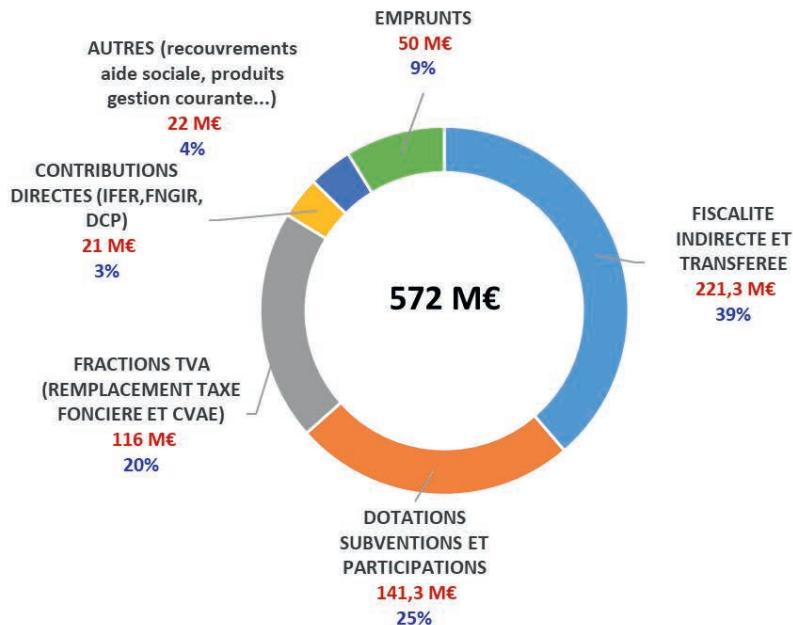
| | DEPENSES | | | RECETTES | | | dont Besoin de financement* | | |
|------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------------|-------------|-----------------------------|----------------------|--------------|
| | BP 2024 | OB 2025 | Evolution | BP 2024 | OB 2025 | Evolution | BP 2024 | OB 2025 | Evolution |
| BUDGET PRINCIPAL | | | | | | | | | |
| Investissement | 120 000 000 | 110 200 000 | -8,2% | 68 550 000 | 66 434 369 | -3,1% | 30 200 000,00 | 34 000 000,00 | 12,6% |
| Fonctionnement | 476 795 767 | 482 800 000 | 1,3% | 492 976 711 | 505 400 000 | 2,5% | | | |
| Total | 596 795 767 | 593 000 000 | -0,6% | 561 526 711 | 571 834 369 | 1,8% | 30 200 000,00 | 34 000 000,00 | 12,6% |

(Hors reprises des résultats - Hors refinancement de dette - en charge nette du fonds de péréquation des droits de mutation)

| | DEPENSES | | | RECETTES | | | dont Besoin de financement* | | |
|---------------------------|----------------|----------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|
| | BP 2024 | OB 2025 | Evolution | BP 2024 | OB 2025 | Evolution | BP 2024 | OB 2025 | Evolution |
| DOMAINE DEPARTEMENTAL | | | | | | | | | |
| D'OGNOAS | Investissement | 207 500,00 | 296 950,00 | 43,1% | 202 760,00 | 152 760,00 | -24,7% | -13 400 | -13 400 |
| E.S.A.T. DE NONERES | Fonctionnement | 999 000,00 | 1 196 310,00 | 19,8% | 1 003 740,00 | 1 340 500,00 | 33,6% | | |
| SOCIAL | Total | 1 206 500,00 | 1 493 260,00 | 23,8% | 1 206 500,00 | 1 493 260,00 | 23,8% | -13 400 | -13 400 |
| E.S.A.T. DE NONERES | Investissement | 171 888,80 | 545 967,90 | 217,6% | 6 500,00 | 339 911,57 | 5129,4% | | |
| COMMERCIAL | Fonctionnement | 1 051 871,03 | 1 065 351,00 | 1,3% | 1 217 259,83 | 1 271 407,33 | 4,4% | | |
| SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT | Total | 1 223 759,83 | 1 611 318,90 | 31,7% | 1 223 759,83 | 1 611 318,90 | 31,7% | 0 | 0 |
| A LA VIE SOCIALE | Investissement | 74 365,00 | 355 936,98 | 378,6% | 14 390,00 | 267 976,98 | 1762,2% | | |
| ENTREPRISE ADAPTEE | Fonctionnement | 1 194 760,00 | 1 273 615,00 | 6,6% | 1 254 735,00 | 1 361 575,00 | 8,5% | | |
| DEPARTEMENTALE | Total | 1 269 125,00 | 1 629 551,98 | 28,4% | 1 269 125,00 | 1 629 551,98 | 28,4% | 0 | 0 |
| PARC ET ATELIERS ROUTIERS | Investissement | 12 090,00 | 39 475,29 | 226,5% | 2 250,00 | 31 995,29 | 1322,0% | | |
| DES LANDES | Fonctionnement | 442 620,00 | 647 646,40 | 46,3% | 452 460,00 | 655 126,40 | 44,8% | | |
| OPERATIONS FONCIERES | Total | 454 710,00 | 687 121,69 | 51,1% | 454 710,00 | 687 121,69 | 51,1% | 0 | 0 |
| ET IMMOBILIERES | Investissement | 227 985,00 | 465 106,91 | 104,0% | 40 500,00 | 272 386,91 | 572,6% | | |
| E.P.S.I.I | Fonctionnement | 2 731 315,00 | 3 509 033,28 | 28,5% | 2 918 800,00 | 3 701 753,28 | 26,8% | | |
| E.P.E.F.40 | Total | 2 959 300,00 | 3 974 140,19 | 34,3% | 2 959 300,00 | 3 974 140,19 | 34,3% | 0 | 0 |
| PARC ET ATELIERS ROUTIERS | Investissement | 1 286 438,00 | 1 497 117,00 | 16,4% | 100 000,00 | 219 117,00 | 119,1% | | |
| DES LANDES | Fonctionnement | 6 347 219,00 | 6 219 003,00 | -2,0% | 7 533 657,00 | 7 497 003,00 | -0,5% | | |
| OPERATIONS FONCIERES | Total | 7 633 657,00 | 7 716 120,00 | 1,1% | 7 633 657,00 | 7 716 120,00 | 1,1% | 0 | 0 |
| ET IMMOBILIERES | Investissement | 60 000,00 | 100 000,00 | 66,7% | 7 676,00 | 9 211,20 | 20,0% | | |
| E.P.S.I.I | Fonctionnement | 413 219,25 | 473 754,45 | 14,6% | 465 543,25 | 564 543,25 | 21,3% | | |
| E.P.E.F.40 | Total | 473 219,25 | 573 754,45 | 21,2% | 473 219,25 | 573 754,45 | 21,2% | 0 | 0 |
| PARC ET ATELIERS ROUTIERS | Investissement | 485 132,67 | 454 131,66 | -6,4% | 66 737,00 | 32 800,00 | -50,9% | -126 420 | -126 420 |
| DES LANDES | Fonctionnement | 10 639 422,60 | 10 478 858,00 | -1,5% | 11 057 818,27 | 10 900 189,66 | -1,4% | | |
| OPERATIONS FONCIERES | Total | 11 124 555,27 | 10 932 989,66 | -1,7% | 11 124 555,27 | 10 932 989,66 | -1,7% | -126 420 | -126 420 |
| ET IMMOBILIERES | Investissement | 457 949,66 | 443 898,90 | -3,1% | 33 380,00 | 7 380,00 | -77,9% | -324 267 | -327 854 |
| E.P.S.I.I | Fonctionnement | 7 521 209,00 | 8 281 259,79 | 10,1% | 7 945 778,66 | 8 717 778,69 | 9,7% | | |
| E.P.E.F.40 | Total | 7 979 158,66 | 8 725 158,69 | 9,3% | 7 979 158,66 | 8 725 158,69 | 9,3% | -324 267 | -327 854 |
| | | | | | | | | | |

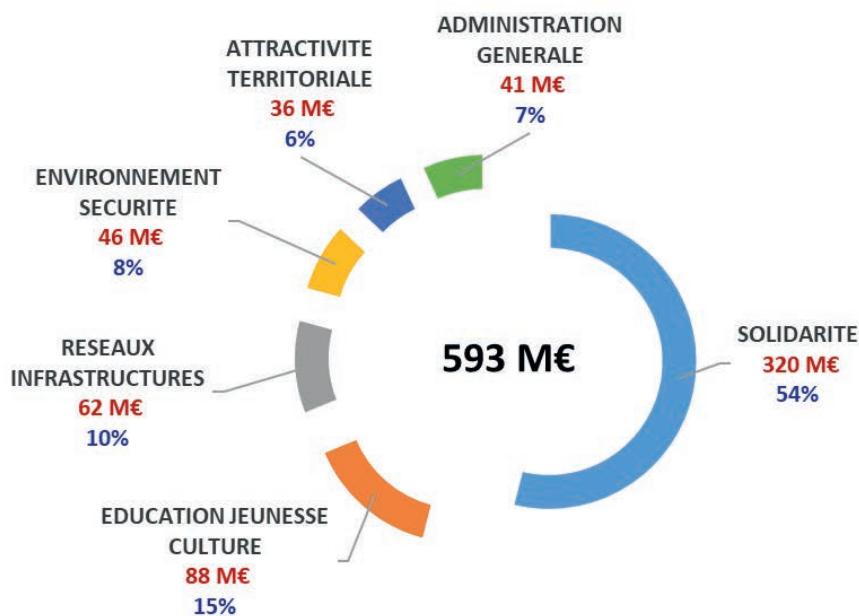
* Prévision d'emprunts (R16) - Remboursement capital emprunts (D16)

LE FINANCEMENT



LA REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITES

après répartition des dépenses non fonctionnelles



EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES

Base budgets primitifs

(en milliers d'€)

PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfactions de TVA

LES RECETTES

EVOLUTION PAR SECTION

| | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % | OB 2025 | % |
|---------|---------|------|---------|-------|---------|-----|---------|-------|---------|------|
| INVEST. | 51 155 | -8,5 | 29 900 | -41,6 | 31 400 | 5,0 | 68 550 | 118,3 | 66 434 | -3,1 |
| FONCT. | 453 562 | 2,0 | 484 091 | 6,7 | 498 219 | 2,9 | 492 977 | -1,1 | 505 400 | 2,5 |
| TOTAL | 504 717 | 0,8 | 513 991 | 1,8 | 529 619 | 3,0 | 561 527 | 6,0 | 571 834 | 1,8 |

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | OB 2025 |
|---------|--------|--------|--------|--------|---------|
| INVEST. | 10,1% | 5,8% | 5,9% | 12,2% | 11,6% |
| FONCT. | 89,9% | 94,2% | 94,1% | 87,8% | 88,4% |
| TOTAL | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

LES DEPENSES

EVOLUTION PAR SECTION

| | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % | OB 2025 | % |
|---------|---------|-----|---------|-----|---------|-----|---------|------|---------|------|
| INVEST. | 120 000 | 4,3 | 125 000 | 4,2 | 130 000 | 4,0 | 120 000 | -7,7 | 110 200 | -8,2 |
| FONCT. | 409 200 | 6,2 | 437 232 | 6,9 | 456 890 | 4,5 | 476 796 | 4,4 | 482 800 | 1,3 |
| TOTAL | 529 200 | 5,7 | 562 232 | 6,2 | 586 890 | 4,4 | 596 796 | 1,7 | 593 000 | -0,6 |

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | OB 2025 |
|---------|--------|--------|--------|--------|---------|
| INVEST. | 22,7% | 22,2% | 22,2% | 20,1% | 18,6% |
| FONCT. | 77,3% | 77,8% | 77,8% | 79,9% | 81,4% |
| TOTAL | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfactions de TVA

LES RECETTES

en milliers d'€

| | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % | 2025 | % |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| Investissement | 51 155 | -8,5% | 29 900 | -41,6% | 31 400 | 5,0% | 68 550 | 118,3% | 66 434 | -3,1% |
| Dotations et subventions | 13 818 | -0,2% | 15 143 | 9,6% | 17 905 | 18,2% | 16 767 | -6,4% | 14 649 | -12,6% |
| FCTVA | 7 400 | 6,3% | 7 000 | -5,4% | 7 010 | 0,1% | 8 000 | 14,1% | 8 400 | 5,0% |
| Autres dotations (DSID DDEC ...) | 2 674 | 21,8% | 2 595 | -3,0% | 3 150 | 21,4% | 3 056 | -3,0% | 4 005 | 31,1% |
| Subv investissement | 3 744 | -20,1% | 5 548 | 48,2% | 7 745 | 39,6% | 5 711 | -26,3% | 2 244 | -60,7% |
| Avances créances divers | 3 337 | -34,4% | 2 757 | -17,4% | 1 495 | -45,8% | 1 783 | 19,3% | 1 785 | 0,1% |
| Créances | 2 063 | 9,2% | 1 917 | -7,1% | 1 395 | -27,2% | 729 | -47,7% | 359 | -50,8% |
| Autres (Op compte tiers Cessions divers) | 1 274 | -60,2% | 840 | -34,1% | 100 | -88,1% | 1 054 | 954,0% | 1 426 | 35,3% |
| Emprunts | 34 000 | -8,1% | 12 000 | -64,7% | 12 000 | 0,0% | 50 000 | 316,7% | 50 000 | 0,0% |
| Fonctionnement | 453 562 | 2,0% | 484 091 | 6,7% | 498 219 | 2,9% | 492 977 | -1,1% | 505 400 | 2,5% |
| Solidarité départementale | 66 222 | 2,2% | 70 079 | 5,8% | 75 822 | 8,2% | 78 582 | 3,6% | 90 194 | 14,8% |
| Financement des allocations de solidarité | 48 304 | 3,3% | 51 854 | 7,3% | 54 604 | 5,3% | 56 854 | 4,1% | 65 456 | 15,1% |
| Financement RSA (TICPE) | 24 154 | 0,0% | 24 154 | 0,0% | 24 154 | 0,0% | 24 154 | 0,0% | 24 154 | 0,0% |
| Financement RSA (FMDI) | 1 900 | -2,8% | 1 800 | -5,3% | 1 800 | 0,0% | 1 800 | 0,0% | 2 200 | 22,2% |
| Financement APA (CNSA-Dotation qualité) | 19 000 | 8,0% | 21 700 | 14,2% | 24 150 | 11,3% | 26 400 | 9,3% | 33 402 | 26,5% |
| Financement PCH (CNSA) | 3 250 | 6,6% | 4 200 | 29,2% | 4 500 | 7,1% | 4 500 | 0,0% | 5 700 | 26,7% |
| Autres recouvrements aide sociale | 17 918 | -0,8% | 18 225 | 1,7% | 21 218 | 16,4% | 21 728 | 2,4% | 24 738 | 13,9% |
| Dotations de l'Etat | 60 572 | -0,1% | 60 491 | -0,1% | 60 580 | 0,1% | 60 596 | 0,0% | 60 596 | 0,0% |
| DGF | 56 782 | 0,0% | 56 701 | -0,1% | 56 700 | 0,0% | 56 766 | 0,1% | 56 766 | 0,0% |
| DGD | 3 530 | 0,0% | 3 530 | 0,0% | 3 530 | 0,0% | 3 530 | 0,0% | 3 530 | 0,0% |
| FCTVA | 260 | | 260 | | 350 | | 300 | | 300 | |
| Droits de mutation (et TA) | 98 600 | 6,0% | 120 000 | 21,7% | 115 000 | -4,2% | 95 000 | -17,4% | 98 000 | 3,2% |
| Fiscalité transférée (TSCA TICPE) (hors financement RSA) | 68 617 | 4,0% | 70 000 | 2,0% | 71 883 | 2,7% | 79 300 | 10,3% | 85 000 | 7,2% |
| Autres produits de fiscalité indirecte (TElectricité, Taménagt, Rmines ...) | 14 025 | -13,9% | 15 226 | 8,6% | 15 535 | 2,0% | 16 840 | 8,4% | 14 140 | -16,0% |
| Ressources fiscales et assimilées | 138 801 | 1,0% | 140 290 | 1,1% | 151 631 | 8,1% | 155 716 | 2,7% | 151 106 | -3,0% |
| Contributions directes | 124 478 | 1,2% | 125 950 | 1,2% | 137 393 | 9,1% | 141 641 | 3,1% | 137 031 | -3,3% |
| Fraction TVA compensatoire de la TFPB | 86 002 | | 88 488 | 2,9% | 99 049 | 11,9% | 100 342 | 1,3% | 95 785 | -4,5% |
| Fraction TVA compensatoire de la CVAE | 18 980 | -0,6% | 18 033 | -5,0% | 18 791 | 4,2% | 20 856 | 11,0% | 20 117 | -3,5% |
| IFER | 2 640 | 13,7% | 2 800 | 6,1% | 3 204 | 14,4% | 3 614 | 12,8% | 3 800 | 5,1% |
| FNGIR | 9 929 | 0,0% | 9 929 | 0,0% | 9 929 | 0,0% | 9 929 | 0,0% | 9 929 | 0,0% |
| Fds de compensation péréquée AIS | 6 927 | 3,5% | 6 700 | -3,3% | 6 420 | -4,2% | 6 900 | 7,5% | 7 400 | 7,2% |
| DCRTP | 11 367 | -0,3% | 11 367 | 0,0% | 11 331 | -0,3% | 11 187 | -1,3% | 11 187 | 0,0% |
| Compensations fiscales et autres comp | 2 956 | -4,8% | 2 973 | 0,6% | 2 907 | -2,2% | 2 888 | -0,7% | 2 888 | 0,0% |
| Autres produits de fonctionnement | 6 725 | 5,9% | 8 005 | 19,0% | 7 768 | -3,0% | 6 943 | -10,6% | 6 364 | -8,3% |
| Total général | 504 717 | 0,8% | 513 991 | 1,8% | 529 619 | 3,0% | 561 527 | 6,0% | 571 834 | 1,8% |

PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfactions de TVA

LES DEPENSES

en milliers d'€

| | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | BP 2024 | % | OB 2025 | % |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| Investissement | 120 000 | 4,3% | 125 000 | 4,2% | 130 000 | 4,0% | 120 000 | -7,7% | 110 200 | -8,2% |
| Dépenses d'équipement | 57 376 | -1,0% | 61 139 | 6,6% | 67 423 | 10,3% | 60 124 | -10,8% | 55 750 | -7,3% |
| Voirie et cyclable travaux (hors batiments) | 30 620 | 10,3% | 32 435 | 5,9% | 33 226 | 2,4% | 25 239 | -24,0% | 25 343 | 0,4% |
| Collèges (travaux) | 13 907 | -8,0% | 15 014 | 8,0% | 14 920 | -0,6% | 11 844 | -20,6% | 12 120 | 2,3% |
| Numérique éducatif et divers équipements collèges | 4 632 | 2,3% | 2 250 | -51,4% | 4 940 | 119,6% | 5 976 | 21,0% | 4 176 | -30,1% |
| Bâtiments (y compris bâtiments culturels) | 3 386 | -19,4% | 5 982 | 76,7% | 5 998 | 0,3% | 10 933 | 82,3% | 8 248 | -24,6% |
| Autres dépenses d'équipement | 4 831 | 9,7% | 5 458 | 13,0% | 8 339 | 52,8% | 6 132 | -26,5% | 5 863 | -4,4% |
| Autres interventions | 42 724 | 11,8% | 43 861 | 2,7% | 42 577 | -2,2% | 40 076 | -5,9% | 38 450 | -4,1% |
| Réseaux Mobilités infrastructures | 8 656 | 5,5% | 7 907 | -8,7% | 6 066 | -23,3% | 4 904 | -19,2% | 4 265 | -13,0% |
| Accompagnement et développement durable du territoire | 32 267 | 13,0% | 34 154 | 7,1% | 34 711 | 1,4% | 33 811 | -2,6% | 33 070 | -2,2% |
| Budget participatif | 1 801 | 20,0% | 1 800 | 0,0% | 1 800 | 0,0% | 1 361 | -24,4% | 1 115 | -18,1% |
| Dette | 19 900 | 5,9% | 20 000 | 0,5% | 20 000 | 0,0% | 19 800 | -1,0% | 16 000 | -19,2% |
| Fonctionnement | 409 200 | 6,2% | 437 232 | 6,9% | 456 890 | 4,5% | 476 796 | 4,4% | 482 800 | 1,3% |
| Solidarités humaines (hors frais de personnel) | 242 390 | 5,3% | 256 926 | 6,0% | 270 285 | 5,2% | 281 079 | 4,0% | 289 250 | 2,9% |
| Allocations individuelles de solidarité | 116 143 | 7,7% | 120 484 | 3,7% | 124 120 | 3,0% | 126 650 | 2,0% | 131 050 | 3,5% |
| Allocations RMI/RSA | 53 120 | 10,0% | 52 820 | -0,6% | 51 020 | -3,4% | 52 050 | 2,0% | 53 350 | 2,5% |
| Prestations APA | 53 093 | 6,5% | 57 114 | 7,6% | 61 500 | 7,7% | 62 500 | 1,6% | 64 500 | 3,2% |
| Prestation de compensation du handicap | 9 930 | 2,3% | 10 550 | 6,2% | 11 600 | 10,0% | 12 100 | 4,3% | 13 200 | 9,1% |
| Autres dépenses de solidarité | 126 247 | 3,1% | 136 442 | 8,1% | 146 165 | 7,1% | 154 429 | 5,7% | 158 200 | 2,4% |
| (yc assistants familiaux et transports élèves en situation de handicap) | | | | | | | | | | |
| Autres politiques publiques départementales | 73 113 | 9,4% | 74 699 | 2,2% | 78 022 | 4,4% | 79 278 | 1,6% | 79 269 | 0,0% |
| Education et citoyenneté | 25 352 | 5,3% | 25 260 | -0,4% | 26 840 | 6,3% | 27 032 | 0,7% | 27 132 | 0,4% |
| Développement du territoire | 21 612 | 29,0% | 22 798 | 5,5% | 23 232 | 1,9% | 23 163 | -0,3% | 21 977 | -5,1% |
| SDIS | 21 635 | 5,2% | 22 052 | 1,9% | 23 362 | 5,9% | 24 507 | 4,9% | 25 571 | 4,3% |
| Entretien patrimoine (voirie mobilités douces...) | 4 514 | 0,0% | 4 589 | 1,3% | 4 588 | 0,0% | 4 576 | -0,3% | 4 589 | 0,3% |
| Autres dépenses de fonctionnement | 83 603 | 0,4% | 88 502 | 5,9% | 94 474 | 6,7% | 98 561 | 4,3% | 99 993 | 1,5% |
| Masse salariale ⁽¹⁾ | 70 265 | 2,8% | 73 540 | 4,7% | 77 490 | 5,4% | 81 293 | 4,9% | 83 320 | 2,5% |
| Autres dépenses | 9 396 | -11,0% | 11 020 | 17,3% | 13 042 | 18,3% | 13 326 | 2,2% | 12 731 | -4,5% |
| Compensation Transfert Région Loi Notré | 3 942 | 0,0% | 3 942 | 0,0% | 3 942 | 0,0% | 3 942 | 0,0% | 3 942 | 0,0% |
| Fonds de péréquation | 4 800 | 77,8% | 7 000 | 45,8% | 8 800 | 25,7% | 12 347 | 40,3% | 7 700 | -37,6% |
| Intérêts de la dette | 2 216 | 0,0% | 2 000 | -9,7% | 3 300 | 65,0% | 3 300 | 0,0% | 3 000 | -9,1% |
| Dispositif de lissage conjoncturel des recettes | | | | | | | | | | |
| Disponible pour financement des DM | 3 078 | | 8 105 | 163,3% | 2 009 | -75,2% | 2 231 | 11,1% | 1 988 | -10,9% |
| Total général | 529 200 | 5,7% | 562 232 | 6,2% | 586 890 | 4,4% | 596 796 | 1,7% | 593 000 | -0,6% |

(1) Incidence Mesures Nouvelles (intégration postes accès tous numériques, service public insertion et emploi (DEP=REC), assistants d'éducation numérique éducatif et du budget annexe actions culturelles patrimoniales) => à périmètre constant la masse salariale progresse de 2,5%

(1) Hors assistants familiaux (solidarité) et remplacements agents collèges (éducation-sports)

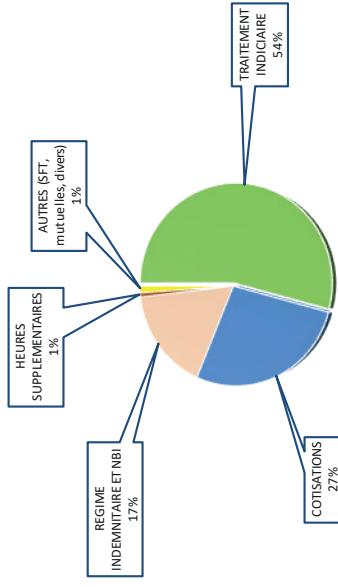
| | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % | 2025 | % |
|----------------------------------------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| Fonctionnement | 409 200 | 6,2% | 437 232 | 6,9% | 456 890 | 4,5% | 476 796 | 4,4% | 482 800 | 1,3% |
| Aide Sociale Globale (yc frais de personnel) | 265 310 | 4,9% | 280 809 | 5,8% | 296 116 | 5,5% | 308 479 | 4,2% | 316 248 | 2,5% |
| Intérêts de la dette | 2 216 | 0,0% | 2 000 | -9,7% | 3 300 | 65,0% | 3 300 | 0,0% | 3 000 | -9,1% |
| Autres dépenses de fonctionnement | 141 674 | 8,7% | 154 423 | 9,0% | 157 474 | 2,0% | 165 017 | 4,8% | 163 552 | -0,9% |

LES DEPENSES DE PERSONNEL

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL

| | CA 2020 | % évol | CA 2021 | % évol | CA2022 | % évol | CA 2023 | % évol | CA 2024 | % évol | OB 2025 | % évol |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|-------------------|--------------|-------------------|-------------|-------------------|--------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|
| MASSE SALARIALE Y COMPRIS MESURES NOUVELLES* (hors assistants familiaux) | 69 982 750 | 2,0% | 72 750 762 | 4,0% | 76 966 285 | 5,8% | 81 131 686 | 5,4% | 83 233 365 | 2,6% | 85 169 762 | 2,3% |
| MASSE SALARIALE A PERMETRE CONSTANT, Y COMPRIS MESURES NOUVELLES* (hors assistants familiaux et AFVIC) | 69 982 750 | 2,0% | 72 750 762 | 4,0% | 76 966 285 | 5,8% | 80 322 986 | 4,4% | 82 384 976 | 2,6% | 84 313 891 | 2,3% |
| REÇETTES EN ATTÉNUEATION (remboursement de personnels mis à disposition et part. Etat plan pauvreté stratégie enfance...) | -2 246 592 | | -3 757 725 | | -3 473 990 | | -2 547 939 | | -2 610 080 | | -2 550 000 | |
| MASSE SALARIALE (hors assistants familiaux) | 67 736 158 | 2,2% | 68 993 037 | 1,9% | 73 492 295 | 6,5% | 77 775 047 | 5,8% | 79 774 896 | 2,6% | 81 763 891 | 2,5% |
| Assistants familiaux | 14 925 287 | 1,6% | 14 516 993 | -2,7% | 15 252 665 | 5,1% | 17 076 881 | 12,0% | 17 394 306 | 1,9% | 17 851 100 | 2,6% |

Répartition masse salariale 2024
(hors assistants familiaux, remplacements CDG, apprentis, stagiaires, ARF)



EFFECTIFS EMPLOIS PERMANENTS
(hors Assistants)

| Années (1er janvier) | Total effectif (emplois pourvus) | dont conseillers numériques/ Animateurs SSID | dont postes cofinancés Etat/Europe, divers | dont AFTIC | dont agents mis à disposition | Total net effectif (emplois pourvus) | Evolution |
|-------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------|
| 2019 | 1412 | | | | 68 | 1344 | |
| 2020 | 1407 | | | | 70 | 1337 | -0,5% |
| 2021 | 1416 | 5 | 15 | | 65 | 1331 | -0,4% |
| 2022 | 1461 | 17 | 15 | | 66 | 1363 | 2,4% |
| 2023 | 1470 | 11 | 23 | 20 | 66 | 1350 | -0,9% |
| 2024 | 1483 | 11 | 29 | 20 | 69 | 1354 | 0,0% |
| 2025 | 1509 | 12 | 29 | 20 | 64 | 1384 | 2,2% |

AVANTAGES EN NATURE AU 31/12/2024

| NATURE | MARQUE/LOCALISATION |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| VEHICULE | PEUGEOT 308 DIESEL 7CV |
| LOGEMENTS DE FONCTION | |
| POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE | COL HENRI EMMANUELLI LABRIT COL NELSON MANDELA BISCARROSSE COL AIMÉ CÉSAIRE ST GEOURS DE MAREMNE COL MARIE CURIE RION DES LANDES COL FRANCOIS TRUFFAUT ST MARTIN DE SEIGNANX COL LANGEVIN WALLON TARNOS COL D' ALBRET DAX COL J.CLAUDE SESCOUSSE ST VINCENT DE TYROSSE COL DANIELLE MITTERRAND ST PAUL LES DAX COL FRANCOIS MITTERRAND SOUSTONS CONCIERGERIE MEDIATHEQUE CONCIERGERIE HOTEL DU DEPARTEMENT CONCIERGERIE MUSEE D'ARTHOUS |

TEMPS DE TRAVAIL

Suite à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique et par délibération n° M-5/1 de la Décision Modificative n° 1-2022 du Conseil départemental des Landes approuvant le cadre du temps de travail applicable aux agents du Département, la durée annuelle de travail d'un agent à temps complet est fixée à 1 607 heures à compter du 1er janvier 2023.

LA DETTE

ETAT DE LA DETTE

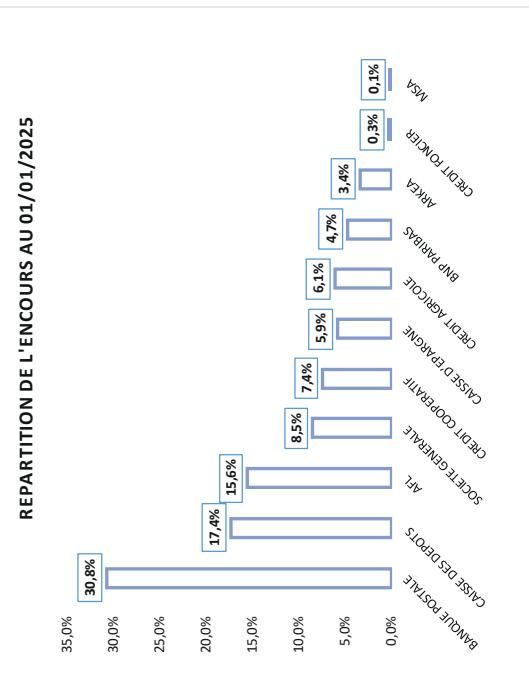
| Caractéristiques | Durée Initiale | Durée Résiduelle au 01/01/2025 | Montant Initial au 01/01/2025 | Montants | | | Taux Index | Taux Marge |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|----------------------|
| | | | | Dette en capital ANNUITÉ 2025 | Capital | Intérêts | | |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2010 : 20 000 000 | | | | | | | | |
| CREDIT FONCIER 2009 (SOLDE TRANCHE 2 EN 2010) | 15 ans | 12 jours | 20 000 000,00 | 333 333,53 | 336 429,16 | 333 333,53 | 3 095,63 | 0,00 |
| | | | 20 000 000,00 | 333 333,53 | 336 429,16 | 333 333,53 | 3 095,63 | 0,00 |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2011 : 30 000 000 | | | | | | | | |
| BNP PARIBAS 2011 | 15 ans | 1 an, 3 mois, 7 jours | 20 000 000,00 | 2 000 000,18 | 1 385 390,16 | 1 333 333,36 | 52 056,80 | 666 666,82 |
| BNP PARIBAS 2011 (RENEGOCIATION MARGE EN 2015) | 15 ans | 1 an, 11 mois, 12 jours | 5 000 000,00 | 666 666,84 | 354 053,51 | 333 333,38 | 20 720,13 | 333 333,46 |
| CREDIT COOPERATIF (FIN EXERCICE 2011) (RENEGOCIATION MARGE EN 2015) | 15 ans | 1 an, 11 mois, 30 jours | 5 000 000,00 | 666 666,68 | 354 848,36 | 333 333,36 | 21 515,00 | 333 333,32 |
| | | | 30 000 000,00 | 3 333 333,70 | 2 094 292,03 | 2 000 000,10 | 94 291,93 | 1 333 333,60 |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2012 (avant renégociations) : 22 000 000 | | | | | | | | |
| CAISSE D'EPARGNE 2013 (EMPREUNT ORIGINE 10 M€ CA 2012) (RENEG. MARGE EN 2015) (RENEG. EN TAUX FIXE EN 2020) | 14 ans | 2 ans, 8 mois, 10 jours | 9 000 000,00 | 1 928 571,46 | 653 464,28 | 642 857,14 | 10 607,14 | 1 285 714,32 |
| CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CDC 2012 N°8 - 5 M€) 9 mois | 11 ans | 2 ans, 7 mois, 2 jours | 3 916 000,00 | 916 510,60 | 363 870,71 | 333 276,60 | 30 594,11 | 583 234,00 |
| CREDIT COOPERATIF 2012 - 3 M€ (RENEGOCIATION MARGE EN 2015) | 15 ans | 2 ans, 7 mois, 20 jours | 3 000 000,00 | 550 000,00 | 224 472,00 | 200 000,00 | 24 472,00 | 350 000,00 |
| CAISSE D'EPARGNE 2012 (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) | 15 ans | 2 ans, 11 mois, 3 jours | 4 000 000,00 | 799 999,85 | 270 166,64 | 266 666,64 | 3 500,00 | 533 333,21 |
| CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CDC 2012 N°11 - 5 M€) (EMPREUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011) | 12 ans 6 mois | 3 ans, 4 mois, 2 jours | 4 166 000,00 | 1 166 480,00 | 373 471,99 | 333 280,00 | 40 191,99 | 833 200,00 |
| | | | 24 082 000,00 | 5 361 561,91 | 1 885 445,62 | 1 776 080,38 | 109 365,24 | 3 585 481,53 |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2013 (avant renégociations) : 10 000 000 | | | | | | | | |
| CREDIT COOPERATIF FIN EXERCICE 2013 (EMPREUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011) | 15 ans | 3 ans, 11 mois, 27 jours | 5 000 000,00 | 1 333 333,34 | 379 250,03 | 333 333,36 | 45 916,67 | 999 999,98 |
| CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€) | 18 ans | 8 ans, 2 mois, 10 jours | 6 000 000,00 | 2 750 000,13 | 439 206,89 | 333 333,35 | 105 873,54 | 2 416 666,78 |
| BANQUE POSTALE / CAFFIL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€) | 18 ans 10 mois | 9 ans, 1 jour | 3 375 000,00 | 1 665 000,00 | 187 987,50 | 180 000,00 | 7 987,50 | 1 485 000,00 |
| | | | 14 375 000,00 | 5 748 333,47 | 1 006 444,42 | 846 666,71 | 159 777,71 | 4 901 666,76 |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2014 (hors solde CDC voirie) : 30 000 000 | | | | | | | | |
| EMPRUNT COLLEGE LABRIT | 30 ans | 20 ans, 2 mois, 1 jour | 7 615 000,00 | 5 140 125,13 | 452 672,60 | 253 833,32 | 198 839,28 | 4 886 291,81 |
| CDC 2014 VOIRIE 8 585 000 (7 385 000 EN 2014 - 1 200 000 EN 2015) | 30 ans | 20 ans, 2 mois, 1 jour | 8 585 000,00 | 5 794 874,87 | 510 334,14 | 286 166,68 | 224 167,46 | 5 508 708,19 |
| BANQUE POSTALE / CAFFIL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) | 15 ans 1 mois | 5 ans, 3 mois, 1 jour | 15 000 000,00 | 5 500 000,00 | 1 017 937,50 | 1 000 000,00 | 17 937,50 | 4 500 000,00 |
| | | | 31 200 000,00 | 16 435 000,00 | 1 980 944,24 | 1 540 000,00 | 440 944,24 | 14 895 000,00 |

ETAT DE LA DETTE

| Caractéristiques | Gestion active de la dette en 2020 et 2021 | Durée initiale | Durée Résiduelle au 01/01/2025 | Montant initial | Dette en capital au 01/01/2025 | ANNUITE 2025 | Montants | | Taux Index | Taux Marge |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|--------------------------------|-----------------|--------------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| | | | | | | | Capital | Intérêts | | |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2015 (dont solde CDC voire) : 32 000 000 | | | | | | | | | | |
| CDC BATIMENTS | | 30 ans | 20 ans, 5 mois, 1 jour | 800 000,00 | 546 666,54 | 47 818,66 | 26 666,68 | 21 151,98 | 519 999,86 | LIVRET A 1,00 |
| CDC COLLEGES (4 300 000 EN 2015 ET 6 300 000 EN 2016)* | | 30 ans | 21 ans, 11 mois, 1 jour | 10 800 000,00 | 7 920 000,00 | 666 835,08 | 360 000,00 | 306 835,08 | 7 560 000,00 | LIVRET A 1,00 |
| BANQUE POSTALE / BEI (ENVELOPPE COLLEGES) | | 15 ans | 5 ans, 6 mois, 1 jour | 9 200 000,00 | 3 526 666,79 | 649 926,32 | 613 333,32 | 36 593,00 | 2 913 333,47 | FXE 1,11 |
| LA BANQUE POSTALE (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) | | 15 ans | 6 ans, 1 jour | 8 000 000,00 | 3 333 333,32 | 545 553,36 | 533 333,36 | 12 220,00 | 2 799 999,96 | FXE 0,39 |
| BNP PARIBAS (RENEGOCIATION MARGE EN 2020) | | 15 ans | 5 ans, 11 mois, 24 jours | 8 500 000,00 | 3 399 999,88 | 671 869,32 | 566 666,65 | 105 202,67 | 2 833 333,23 | EUR 3 mois 0,45 |
| *dont 240 000€ d'intérêts de préfinancement (+ 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016) | | | | 37 300 000,00 | 18 726 666,53 | 2 582 002,74 | 2 100 000,01 | 482 002,73 | 16 626 666,52 | |
| TOTAL REALISATION ANNEE 2016 (dont solde CDC collèges) : 30 000 000 | | | | | | | | | | |
| CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe COLLEGES) | | 15 ans | 6 ans, 3 mois, 28 jour | 3 200 000,00 | 1 386 666,68 | 237 706,66 | 213 333,33 | 14 373,33 | 1 173 333,35 | FXE 1,10 |
| CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe Performance Energie) | | 15 ans | 6 ans, 10 mois, 10 jours | 759 000,00 | 366 807,90 | 54 288,60 | 51 015,56 | 3 272,74 | 315 791,94 | FXE 0,88 |
| CDC COLLEGES (Prêt Croissance Verte) | | 15 ans | 11 ans, 9 mois, 21 jours | 4 870 000,00 | 2 922 000,00 | 243 500,00 | 243 500,00 | 0,00 | 2 678 500,00 | FXE 0,00 |
| CREDIT AGRICOLE | | 15 ans | 6 ans, 11 mois, 23 jours | 3 000 000,00 | 1 446 312,98 | 212 867,84 | 201 530,75 | 11 337,09 | 1 244 782,23 | FXE 0,83 |
| LA BANQUE POSTALE | | 15 ans | 7 ans, 1 jour | 7 671 000,00 | 3 707 650,00 | 540 230,18 | 511 400,00 | 28 331,18 | 3 196 250,00 | FXE 0,82 |
| CREDIT COOPERATIF | | 15 ans | 6 ans, 11 mois, 14 jours | 4 000 000,00 | 1 866 666,64 | 282 533,34 | 266 666,67 | 15 866,67 | 1 599 999,97 | FXE 0,85 |
| (+ 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016) | | | | 23 500 000,00 | 11 696 104,10 | 1 561 126,62 | 1 487 446,61 | 73 580,01 | 10 208 657,49 | |
| TOTAL REALISATION 2017 : 13 000 000 | | | | | | | | | | |
| LA BANQUE POSTALE 2017 | | 15 ans | 7 ans, 1 mois, 1 jour | 2 000 000,00 | 966 666,77 | 141 674,99 | 133 333,32 | 8 341,67 | 833 333,45 | FXE 0,91 |
| CREDIT COOPERATIF 2017 | | 15 ans | 7 ans, 11 mois, 18 jours | 3 000 000,00 | 1 600 000,00 | 216 000,00 | 200 000,00 | 16 000,00 | 1 400 000,00 | FXE 1,00 |
| ARKEA CRÉDIT MUTUEL 2017 | | 15 ans | 7 ans, 11 mois, 20 jours | 8 000 000,00 | 4 326 325,82 | 664 984,83 | 533 253,78 | 131 31,05 | 3 793 072,04 | EUR 3 mois 0,40 |
| | | | | 13 000 000,00 | 6 892 992,59 | 1 022 659,82 | 886 587,10 | 156 072,72 | 6 026 405,49 | |
| TOTAL REALISATION 2018 : 22 000 000 | | | | | | | | | | |
| LA BANQUE POSTALE PLZ ALZHEIMER | | 41 ans | 35 ans, 4 mois, 1 jour | 14 500 000,00 | 13 352 713,44 | 815 344,57 | 268 226,77 | 547 117,80 | 13 084 486,67 | LIVRET A 1,11 |
| CREDIT AGRICOLE 2018 | | 15 ans | 8 ans, 11 mois, 20 jours | 7 500 000,00 | 4 666 547,06 | 551 448,45 | 493 116,61 | 58 331,64 | 4 173 310,45 | FXE 1,25 |
| | | | | 22 000 000,00 | 18 019 260,50 | 1 366 793,02 | 761 343,38 | 605 449,64 | 17 257 917,12 | |
| TOTAL REALISATION 2019 : 15 8000 000 | | | | | | | | | | |
| MSA ALZHEIMER | | 10 ans | 5 ans, 1 mois | 300 000,00 | 180 897,96 | 30 414,08 | 29 961,84 | 452,24 | 150 936,12 | FXE 0,25 |
| SOCIETE GENERALE 2019 | | 15 ans | 9 ans, 7 mois, 19 jours | 10 000 000,00 | 6 499 999,93 | 705 950,57 | 666 666,68 | 39 283,89 | 5 833 333,25 | FXE 0,62 |
| CREDIT COOPERATIF 2019 | | 15 ans | 9 ans, 5 mois, 10 jours | 5 500 000,00 | 3 483 333,26 | 408 489,60 | 366 666,68 | 41 822,32 | 3 116 666,58 | FXE 1,25 |
| | | | | 15 800 000,00 | 10 164 231,15 | 1 144 854,25 | 1 063 295,20 | 81 559,05 | 9 100 335,05 | |
| TOTAL REALISATION 2020 : 16 000 000 | | | | | | | | | | |
| LA BANQUE POSTALE 2020 | | 15 ans | 11 ans, 1 jour | 10 000 000,00 | 7 499 999,95 | 694 941,68 | 666 666,68 | 28 275,00 | 6 833 333,27 | FXE 0,39 |
| SOCIETE GENERALE | | 15 ans | 10 ans, 11 mois, 14 jours | 6 000 000,00 | 4 400 000,00 | 418 957,89 | 400 000,00 | 18 957,89 | 4 000 000,00 | FXE 0,44 |
| | | | | 16 000 000,00 | 11 899 999,95 | 1 133 899,57 | 1 066 666,68 | 47 322,89 | 10 833 333,27 | |
| TOTAL REALISATION 2024 : 20 000 000 | | | | | | | | | | |
| AGENCE France LOCALE 2024 | | 15 ans | 14 ans, 10 mois, 21 jours | 20 000 000,00 | 20 000 000,00 | 1 921 051,37 | 1 333 333,32 | 587 718,05 | 18 666 666,68 | FXE 3,05 |
| | | | | TOTAL | 267 257 000,00 | 128 610 817,43 | 18 015 942,86 | 15 174 753,02 | 2 841 189,84 | Taux moyen estimé au 31/12/2025 2,21 |

ETAT DE LA DETTE PAR PRETEUR AU 01/01/2025

| | Dette en capital au 01/01/2025 | EN % |
|-------------------|-----------------------------------|----------------|
| BANQUE POSTALE | 39 552 030 | 30,8% |
| CAISSE DES DEPOTS | 22 323 667 | 17,4% |
| AFL | 20 000 000 | 15,6% |
| SOCIETE GENERALE | 10 900 000 | 8,5% |
| CREDIT COOPERATIF | 9 500 000 | 7,4% |
| CAISSE D'EPARGNE | 7 561 562 | 5,9% |
| CREDIT AGRICOLE | 7 866 335 | 6,1% |
| BNP PARIBAS | 6 066 667 | 4,7% |
| ARKEA | 4 326 326 | 3,4% |
| CREDIT FONCIER | 333 334 | 0,3% |
| MSA | 180 898 | 0,1% |
| | 128 610 817 | 100,00% |



ETAT DE LA DETTE PAR TYPE DE TAUX AU 01/01/2025

| | Dette en capital au 01/01/2025 | EN % |
|---------------------|-----------------------------------|----------------|
| TAUX FIXE | 77 747 120,45 | 60,5% |
| LIVRET A | 34 087 713,32 | 26,5% |
| EURIBOR 1 et 3 mois | 16 775 983,66 | 13,0% |
| | 128 610 817 | 100,00% |

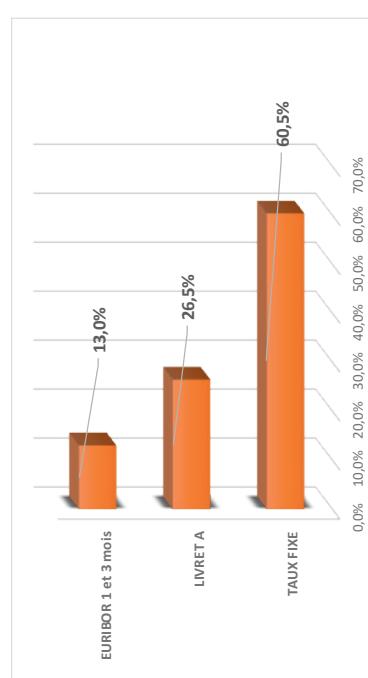


Tableau d'extinction Prévisionnel de la dette au 01/01/2025

| Exercice | Dette en capital au 1er Janvier | Amortissement | Intérêts | Annuité | Dette en capital au 31 Décembre |
|-------------|---------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------------------|
| 2018 | 187 769 643,59 | 16 968 403,96 | 1 855 997,78 | 18 844 401,14 | 192 781 240,23 |
| 2019 | 192 781 240,23 | 17 859 284,10 | 2 101 472,75 | 19 960 756,85 | 190 721 956,13 |
| 2020 | 190 721 956,13 | 18 736 945,91 | 1 894 730,45 | 20 631 676,36 | 187 985 010,22 |
| 2021 | 187 985 010,22 | 19 867 244,07 | 1 671 696,38 | 21 538 940,45 | 168 117 766,15 |
| 2022 | 168 117 766,15 | 19 965 980,47 | 1 789 990,96 | 21 755 871,43 | 148 151 785,68 |
| 2023 | 148 151 785,68 | 20 001 218,99 | 3 080 086,83 | 22 081 705,32 | 128 150 567,19 |
| 2024 | 128 150 567,19 | 19 539 749,97 | 2 925 639,60 | 22 465 289,57 | 128 610 817,22 |
| 2025 | 108 610 817,22 | 15 174 753,02 | 2 841 189,84 | 18 015 942,86 | 113 436 064,41 |
| 2026 | 113 436 064,41 | 14 190 279,00 | 2 548 815,24 | 16 738 794,24 | 99 245 785,41 |
| 2027 | 99 245 785,41 | 12 739 356,04 | 2 293 12,41 | 15 032 462,45 | 86 506 435,37 |
| 2028 | 86 506 435,37 | 11 279 148,16 | 2 071 686,91 | 13 350 935,07 | 75 227 287,21 |
| 2029 | 75 227 287,21 | 10 795 308,29 | 1 874 883,54 | 12 670 191,83 | 64 431 978,92 |
| 2030 | 64 431 978,92 | 10 158 309,77 | 1 686 820,11 | 11 844 729,88 | 54 273 669,15 |
| 2031 | 54 273 669,15 | 8 111 106,85 | 1 511 420,62 | 9 622 527,47 | 46 162 562,30 |
| 2032 | 46 162 562,30 | 6 869 754,59 | 1 360 054,74 | 8 230 609,33 | 39 292 807,71 |
| 2033 | 39 292 807,71 | 5 722 627,76 | 1 218 834,64 | 6 941 462,40 | 33 570 179,95 |
| 2034 | 33 570 179,95 | 4 615 481,56 | 1 106 631,93 | 5 722 313,49 | 28 954 698,39 |
| 2035 | 28 954 698,39 | 3 893 085,72 | 1 009 629,54 | 4 902 615,26 | 25 061 612,67 |
| 2036 | 25 061 612,67 | 2 998 133,83 | 9 16 538,39 | 3 915 672,22 | 22 062 478,84 |
| 2037 | 22 062 478,84 | 2 995 128,97 | 8 23 248,12 | 3 418 377,09 | 19 467 349,87 |
| 2038 | 19 467 349,87 | 2 601 405,99 | 731 169,11 | 3 333 175,10 | 16 865 943,88 |
| 2039 | 16 865 943,88 | 2 607 800,76 | 639 236,03 | 3 247 036,79 | 14 258 143,12 |
| 2040 | 14 258 143,12 | 1 280 981,59 | 563 193,18 | 1 844 474,77 | 12 977 161,53 |
| 2041 | 12 977 161,53 | 1 287 617,97 | 511 112,07 | 1 798 730,04 | 11 689 543,56 |
| 2042 | 11 689 543,56 | 1 294 378,62 | 459 142,12 | 1 753 820,74 | 10 395 164,94 |
| 2043 | 10 395 164,94 | 1 301 265,33 | 407 488,44 | 1 708 754,37 | 9 093 899,01 |
| 2044 | 9 093 899,01 | 1 308 282,23 | 3 56 068,23 | 1 664 350,46 | 7 785 616,78 |
| 2045 | 7 785 616,78 | 897 096,19 | 3 067 64,99 | 1 203 861,18 | 6 888 520,59 |
| 2046 | 6 888 520,59 | 756 044,84 | 274 735,07 | 1 030 779,91 | 6 132 475,75 |
| 2047 | 6 132 475,75 | 403 462,81 | 249 247,70 | 652 710,51 | 5 729 012,94 |
| 2048 | 5 729 012,94 | 442 689,57 | 161 812,16 | 604 501,73 | 3 595 474,23 |
| 2049 | 5 317 993,20 | 450 981,20 | 142 787,01 | 593 768,21 | 3 144 493,03 |
| 2050 | 4 899 275,01 | 459 428,14 | 123 662,41 | 583 290,55 | 2 685 064,89 |
| 2051 | 4 472 714,18 | 434 550,38 | 173 598,80 | 614 149,18 | 4 038 163,80 |
| 2052 | 4 038 163,80 | 442 689,57 | 161 812,16 | 604 501,73 | 3 595 474,23 |
| 2053 | 3 595 474,23 | 450 981,20 | 142 787,01 | 593 768,21 | 3 144 493,03 |
| 2054 | 3 144 493,03 | 459 428,14 | 123 662,41 | 583 290,55 | 2 685 064,89 |
| 2055 | 2 685 064,89 | 468 033,29 | 104 583,33 | 572 616,62 | 2 217 031,60 |
| 2056 | 2 217 031,60 | 476 799,63 | 85 182,76 | 561 982,39 | 1 740 231,97 |
| 2057 | 1 740 231,97 | 485 730,15 | 64 935,13 | 550 665,28 | 1 254 501,82 |
| 2058 | 1 254 501,82 | 494 827,93 | 44 552,34 | 539 380,27 | 759 673,89 |
| 2059 | 759 673,89 | 504 096,13 | 23 787,78 | 527 883,91 | 255 577,76 |
| 2060 | 255 577,76 | 4 000,50 | 259 578,26 | 0,00 | |

extinctions des emprunts
CDC 19,5 M€ dernière échéance 01/01/2024 (amort 1,7M€)
SG 33 M€ dernière échéance 09/09/2024 (amort 1,7M€)
Crédit Foncier 20M€ dernière échéance 15/12/2024 (amort 1,3M€)

EVOLUTION DE LA DETTE POUR EMPRUNT

Comparaisons nationales

| DETTE POUR EMPRUNT | CA 2020 | Evol 2019/2020 | CA 2021 | Evol 2020/2021 | CA 2022* | Evol 2021/2022 | CA 2023 | Evol 2022/2023 | CA 2024* | Evol 2023/2024 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------|
| ENCOURS en € | 187 985 010 | -1,44% | 168 117 766 | -10,57% | 148 151 786 | -11,88% | 128 610 817 | -13,19% | 128 610 817 | 0,00% |
| ANNUITÉ en € hors gestion active de la dette et hors ICNE | 20 631 676 | 3,36% | 21 538 940 | 4,40% | 21 755 871 | 1,01% | 23 081 705 | 6,09% | 22 425 053 | -2,84% |
| ANNUITÉ en € hors gestion active de la dette et y compris ICNE à/c de 2016 (base critères DGCL) | 20 546 284 | 3,32% | 21 443 857 | 4,37% | 21 789 708 | 1,61% | 23 084 157 | 5,94% | 22 334 743 | -3,25% |
| (Pour mémoire : refinancement/renégociation) | | | | | | | | | | |
| <i>Nombre d'habitants INSEE-DGCL</i> | <i>419 709</i> | | <i>422 602</i> | | <i>425 968</i> | | <i>430 346</i> | | <i>435 050</i> | <i>**</i> |
| Encours en €/hab dans les Landes | 448 | -1,79% | 398 | -11,18% | 348 | -12,57% | 298 | -14,38% | 296 | -0,73% |
| Encours en € /hab moy Nat * | 515 | | 504 | | 486 | | 479 | | NC | |
| Annuité en €/hab dans les Landes | 49 | 2,56% | 51 | 3,65% | 51 | 0,81% | 54 | 4,86% | 51 | -4,29% |
| Annuité en €/hab moy Nat * | 61 | | 64 | | 61 | | 63 | | NC | |
| Capacité de désendettement (encours/épargne brute) | 3,0 | 20,00% | 1,7 | -43,33% | 1,6 | -5,88% | 2,2 | 37,50% | 2,3 | 4,55% |
| Moyenne Nationale* | 4,2 | | 2,8 | | 2,6 | | 4,4 | | NC | |

* Base CA 2024 provisoire
** Source : INSEE Population au 01/01/2024

LES ELEMENTS COMPARATIFS

REGION NOUVELLE-AQUITAINE

STRATE

METROPOLE (hors Paris)

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement (*hors gestion active de la dette*)

| Départements | Remboursement d'emprunts hors GAD | | | Produits des emprunts | | | Dette au 31/12/2023 | | | Annuité de la dette | | |
|----------------------------------------------|-----------------------------------|------------|----------------|-----------------------|------------|----------------|---------------------|--------------|----------------|---------------------|-------------|----------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/2022 |
| Charente | 19,1 | 53 | -0,1% | 20,0 | 55 | 50,0% | 178,2 | 493,9 | 0,5% | 23,4 | 64,9 | 11,1% |
| Charente-Maritime | 36,1 | 54 | -3,0% | 40,0 | 60 | 7,5% | 389,1 | 579,4 | 1,0% | 45,7 | 68,1 | 7,1% |
| Corrèze | 30,3 | 123 | 1,1% | 0,0 | 0 | | 240,0 | 971,8 | -12,9% | 36,5 | 147,7 | 1,8% |
| Creuse | 11,2 | 94 | -4,1% | 8,0 | 67 | -12,5% | 93,1 | 779,8 | -3,5% | 13,4 | 111,9 | 2,1% |
| Deux-Sèvres | 20,3 | 53 | -8,6% | 0,0 | 0 | | 152,7 | 396,9 | -13,3% | 25,2 | 65,5 | -3,4% |
| Dordogne | 35,7 | 84 | 0,8% | 34,8 | 82 | 2,3% | 451,0 | 1 065,4 | -0,2% | 47,1 | 111,2 | 9,0% |
| Gironde | 64,3 | 39 | 1,2% | 175,0 | 105 | 48,6% | 924,6 | 556,5 | 12,0% | 87,1 | 52,4 | 10,8% |
| Haute-Vienne | 4,7 | 12 | -6,1% | 0,0 | 0 | | 31,3 | 82,5 | -15,1% | 5,1 | 13,5 | -4,5% |
| Landes | 20,0 | 46 | 0,2% | 0,0 | 0 | | 128,2 | 297,8 | -15,6% | 23,1 | 53,6 | 5,6% |
| Lot-et-Garonne | 26,9 | 79 | 2,2% | 9,5 | 28 | -26,3% | 202,5 | 597,4 | -8,6% | 32,1 | 94,6 | 4,6% |
| Pyrénées-Atlantiques | 36,7 | 52 | 6,8% | 45,0 | 64 | 40,0% | 329,2 | 466,3 | 2,7% | 45,5 | 64,5 | 14,6% |
| Vienne | 21,6 | 48 | -1,2% | 25,0 | 56 | 20,0% | 188,8 | 420,1 | 1,8% | 25,6 | 57,0 | 5,8% |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 3 203,6 | 51 | 0,0 | 2 791,7 | 45 | 16,2% | 29 969,4 | 479,3 | -1,2% | 3 942,8 | 63,1 | 2,9% |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 518,4 | 55 | -0,2 | 310,3 | 33 | -33,6% | 4 685,9 | 494,3 | -4,5% | 636,6 | 67,2 | -10,1% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 326,9 | 53 | 0,0 | 357,3 | 58 | 26,7% | 3 308,6 | 536,1 | 0,9% | 409,8 | 66,4 | 7,4% |

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement (*hors gestion active de la dette*)

| Départements | Remboursement d'emprunts hors GAD | | | Produits des emprunts | | | Dette au 31/12/2023 | | | Annuité de la dette | | |
|-------------------------|-----------------------------------|------------|-----------------|-----------------------|------------|-----------------|---------------------|------------|-----------------|---------------------|------------|-----------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 |
| Ain | 45,3 | 67 | 15,7% | 10,0 | 15 | -69,7% | 357,3 | 530,2 | -9,9% | 56,0 | 83,1 | 12,3% |
| Aisne | 30,6 | 57 | 1,0% | 31,7 | 59 | 18,0% | 516,9 | 955,2 | 0,2% | 48,7 | 89,9 | 1,3% |
| Allier | 28,7 | 83 | 1,9% | 5,0 | 15 | -500,0% | 247,4 | 718,3 | -9,6% | 33,4 | 96,9 | 4,2% |
| Alpes-de-Haute-Provence | 20,1 | 118 | 29,2% | 6,7 | 39 | 39,8% | 84,7 | 498,1 | -15,9% | 22,0 | 129,1 | 27,5% |
| Alpes-Maritimes | 92,8 | 84 | 7,2% | 60,0 | 54 | -18,3% | 824,9 | 742,2 | -4,0% | 114,3 | 102,8 | 6,3% |
| Alsace | 81,5 | 42 | -43,4% | 0,0 | 0 | | 519,9 | 267,2 | -15,7% | 94,5 | 48,6 | -34,7% |
| Ardèche | 22,9 | 68 | 4,8% | 0,0 | 0 | | 271,6 | 803,2 | -8,4% | 29,9 | 88,5 | 13,0% |
| Ardennes | 21,7 | 79 | 0,1% | 10,0 | 36 | -80,0% | 153,0 | 554,6 | -7,7% | 28,4 | 102,9 | 13,1% |
| Ariège | 8,8 | 56 | 82,2% | 0,0 | 0 | -59,7% | 0,7 | 4,7 | -1180,6% | 9,3 | 59,0 | 82,4% |
| Aube | 2,4 | 8 | 2,0% | 20,0 | 63 | 100,0% | 35,4 | 111,3 | 49,5% | 3,1 | 9,6 | 5,8% |
| Aude | 23,6 | 62 | 4,6% | 20,0 | 52 | -54,4% | 232,3 | 605,2 | -1,6% | 28,4 | 74,1 | 12,0% |
| Aveyron | 22,1 | 76 | -5,3% | 15,0 | 52 | 0,0% | 169,7 | 585,6 | -4,2% | 25,0 | 86,2 | -3,2% |
| Bouches-du-Rhône | 92,9 | 45 | -2,3% | 242,2 | 117 | 9,9% | 1 933,1 | 932,8 | 7,7% | 127,9 | 61,7 | 11,6% |
| Calvados | 17,4 | 24 | -15,7% | 0,0 | 0 | | 117,2 | 164,8 | -14,9% | 20,0 | 28,2 | -11,5% |
| Cantal | 16,2 | 108 | 2,0% | 10,0 | 67 | -44,9% | 173,5 | 1 162,3 | -3,6% | 20,2 | 135,1 | 5,0% |
| Charente | 19,1 | 53 | -0,1% | 20,0 | 55 | 50,0% | 178,2 | 493,9 | 0,5% | 23,4 | 64,9 | 11,1% |
| Charente-Maritime | 36,1 | 54 | -3,0% | 40,0 | 60 | 7,5% | 389,1 | 579,4 | 1,0% | 45,7 | 68,1 | 7,1% |
| Cher | 26,4 | 86 | 0,3% | 24,5 | 80 | 24,0% | 240,5 | 781,2 | -0,9% | 31,7 | 103,0 | 3,1% |
| Corrèze | 30,3 | 123 | 1,1% | 0,0 | 0 | | 240,0 | 971,8 | -12,9% | 36,5 | 147,7 | 1,8% |
| Côte-d'Or | 28,4 | 52 | 15,1% | 20,0 | 37 | -20,0% | 220,8 | 403,7 | -3,8% | 34,8 | 63,6 | 18,0% |
| Côtes-d'Armor | 30,1 | 48 | -21,9% | 0,0 | 0 | | 198,3 | 318,9 | -15,2% | 34,3 | 55,2 | -19,0% |
| Creuse | 11,2 | 94 | -4,1% | 8,0 | 67 | -12,5% | 93,1 | 779,8 | -3,5% | 13,4 | 111,9 | 2,1% |
| Deux-Sèvres | 20,3 | 53 | -8,6% | 0,0 | 0 | | 152,7 | 396,9 | -13,3% | 25,2 | 65,5 | -3,4% |
| Dordogne | 35,7 | 84 | 0,8% | 34,8 | 82 | 2,3% | 451,0 | 1 065,4 | -0,2% | 47,1 | 111,2 | 9,0% |
| Doubs | 23,0 | 41 | 7,1% | 30,0 | 54 | 56,7% | 238,9 | 427,4 | 2,9% | 29,1 | 52,1 | 5,6% |
| Drôme | 11,9 | 22 | -16,9% | 25,0 | 47 | 40,0% | 84,5 | 159,3 | 15,5% | 12,5 | 23,6 | -16,7% |
| Essonne | 89,4 | 68 | 8,0% | 176,3 | 134 | 52,4% | 1 038,1 | 786,3 | 8,4% | 110,6 | 83,8 | 14,6% |
| Eure | 20,3 | 33 | -2,4% | 50,0 | 82 | 50,0% | 352,3 | 574,9 | 8,4% | 25,9 | 42,3 | 5,1% |
| Eure-et-Loir | 24,9 | 56 | -3,7% | 30,0 | 68 | -47,3% | 265,6 | 601,5 | 1,9% | 29,2 | 66,2 | 2,7% |
| Finistère | 45,3 | 48 | 22,2% | 10,1 | 11 | 95,0% | 206,3 | 218,9 | -17,1% | 50,4 | 53,5 | 22,5% |
| Gard | 43,9 | 57 | 3,8% | 10,0 | 13 | -200,0% | 461,2 | 602,9 | -7,4% | 54,1 | 70,7 | 3,4% |
| Gers | 15,3 | 77 | 0,9% | 15,2 | 77 | 1,3% | 121,9 | 614,0 | -0,1% | 17,3 | 87,0 | 3,6% |
| Gironde | 64,3 | 39 | 1,2% | 175,0 | 105 | 48,6% | 924,6 | 556,5 | 12,0% | 87,1 | 52,4 | 10,8% |
| Haute-Garonne | 54,7 | 38 | 1,7% | 80,5 | 56 | 8,1% | 408,4 | 283,8 | 6,3% | 64,8 | 45,1 | 7,5% |
| Haute-Loire | 12,0 | 51 | 2,8% | 5,0 | 21 | -100,0% | 79,7 | 340,2 | -8,8% | 13,9 | 59,4 | 6,2% |
| Haute-Marne | 4,4 | 25 | -27,7% | 10,0 | 57 | 90,0% | 33,2 | 187,7 | 16,9% | 4,7 | 26,8 | -23,9% |
| Hautes-Alpes | 19,8 | 137 | 4,6% | 0,0 | 0 | | 146,5 | 1 010,3 | -13,5% | 24,5 | 169,2 | 5,8% |
| Haute-Saône | 16,6 | 69 | -5,5% | 15,0 | 62 | 0,0% | 121,0 | 502,5 | -1,4% | 18,8 | 78,2 | -1,7% |
| Haute-Savoie | 21,9 | 26 | 5,1% | 89,4 | 104 | 44,1% | 173,6 | 202,7 | 38,9% | 24,6 | 28,8 | 4,7% |
| Hauts-Pyrénées | 18,9 | 80 | 8,1% | 0,0 | 0 | | 135,1 | 573,1 | -14,0% | 22,4 | 95,1 | 10,5% |
| Haute-Vienne | 4,7 | 12 | -6,1% | 0,0 | 0 | | 31,3 | 82,5 | -15,1% | 5,1 | 13,5 | -4,5% |
| Hauts-de-Seine | 19,5 | 12 | -27,9% | 0,0 | 0 | | 136,8 | 83,3 | -14,2% | 26,5 | 16,1 | -30,3% |
| Hérault | 42,2 | 35 | -109,6% | 120,0 | 99 | 58,3% | 645,5 | 534,9 | 12,1% | 55,2 | 45,7 | -78,5% |
| Ille-et-Vilaine | 59,1 | 53 | -3,6% | 80,0 | 72 | 87,5% | 437,7 | 393,0 | 4,8% | 69,1 | 62,0 | 1,3% |
| Indre | 0,8 | 3 | 3,8% | 0,0 | 0 | | 0,0 | 0,0 | -35,3% | 0,9 | 3,9 | -20,9% |
| Indre-et-Loire | 28,4 | 46 | -3,0% | 34,0 | 54 | 85,3% | 221,1 | 354,1 | 2,5% | 31,8 | 51,0 | 1,9% |
| Isère | 44,6 | 34 | -11,3% | 0,0 | 0 | | 450,8 | 346,1 | -9,9% | 48,8 | 37,4 | -9,7% |
| Jura | 15,5 | 58 | 0,0% | 0,0 | 0 | | 63,3 | 236,2 | -24,5% | 17,4 | 65,1 | 2,3% |
| Landes | 20,0 | 46 | 0,2% | 0,0 | 0 | | 128,2 | 297,8 | -15,6% | 23,1 | 53,6 | 5,6% |
| Loire | 32,6 | 42 | -2,5% | 15,0 | 19 | 100,0% | 271,2 | 346,6 | -6,5% | 40,3 | 51,5 | 0,2% |
| Loire-Atlantique | 56,8 | 39 | 1,3% | 95,1 | 65 | 99,9% | 578,1 | 392,1 | 6,6% | 71,0 | 48,1 | 6,3% |
| Loiret | 36,4 | 52 | 8,6% | 0,0 | 0 | 62,2% | 410,1 | 588,5 | -8,9% | 47,9 | 68,7 | 8,7% |
| Loir-et-Cher | 8,0 | 24 | -201,9% | 20,0 | 59 | 50,0% | 110,5 | 327,2 | 10,8% | 9,7 | 28,6 | -162,4% |

Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement (*hors gestion active de la dette*)

| Départements | Remboursement d'emprunts hors GAD | | | Produits des emprunts | | | Dette au 31/12/2023 | | | Annuité de la dette | | |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------|------------|-----------------|-----------------------|------------|-----------------|---------------------|--------------|-----------------|---------------------|-------------|-----------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 | 2023 M€ | 2023 €/hab | Evolution/ 2022 |
| Lot | 9,5 | 53 | 3,7% | 4,0 | 22 | -25,0% | 66,0 | 366,3 | -8,4% | 11,1 | 61,4 | 7,8% |
| Lot-et-Garonne | 26,9 | 79 | 2,2% | 9,5 | 28 | -26,3% | 202,5 | 597,4 | -8,6% | 32,1 | 94,6 | 4,6% |
| Lozère | 6,0 | 74 | 14,7% | 0,0 | 0 | | 38,6 | 480,5 | -15,4% | 6,8 | 84,5 | 17,6% |
| Maine-et-Loire | 32,7 | 39 | -20,8% | 25,1 | 30 | 100,0% | 290,5 | 345,5 | -3,3% | 40,2 | 47,9 | -19,2% |
| Manche | 33,3 | 65 | 3,0% | 25,0 | 49 | -20,0% | 248,0 | 485,8 | -3,4% | 39,8 | 77,9 | 3,6% |
| Marne | 19,1 | 33 | 5,5% | 20,0 | 35 | 25,0% | 156,8 | 271,2 | 0,6% | 21,8 | 37,7 | 5,1% |
| Mayenne | 10,7 | 34 | 5,0% | 0,0 | 0 | | 95,2 | 301,4 | -11,2% | 12,0 | 38,0 | 6,7% |
| Meurthe-et-Moselle | 23,4 | 32 | 5,6% | 0,0 | 0 | | 143,1 | 192,2 | -16,4% | 27,0 | 36,3 | 7,9% |
| Meuse | 12,3 | 66 | 6,1% | 11,6 | 62 | 48,3% | 132,0 | 701,1 | -0,6% | 16,9 | 89,5 | 12,8% |
| Morbihan | 23,8 | 30 | 5,8% | 0,0 | 0 | | 94,9 | 120,8 | -25,0% | 26,4 | 33,5 | 4,9% |
| Moselle | 48,3 | 45 | 1,6% | 40,4 | 38 | 24,8% | 555,7 | 520,5 | -1,4% | 61,0 | 57,1 | 7,2% |
| Nièvre | 17,6 | 84 | 4,2% | 17,0 | 82 | 4,1% | 200,6 | 964,9 | -0,3% | 22,6 | 108,5 | 8,4% |
| Nord | 129,0 | 49 | 4,7% | 129,0 | 49 | 4,7% | 1 244,3 | 471,8 | 5,5% | 159,2 | 60,4 | 11,1% |
| Oise | 71,5 | 84 | -0,3% | 52,0 | 61 | -26,9% | 645,0 | 761,4 | -3,3% | 85,5 | 101,0 | 7,3% |
| Orne | 16,5 | 58 | -3,8% | 16,5 | 58 | -3,0% | 129,2 | 451,2 | 0,0% | 18,9 | 65,9 | -3,3% |
| Pas-de-Calais | 85,1 | 57 | 3,2% | 100,0 | 67 | 20,0% | 731,6 | 493,1 | 2,0% | 100,7 | 67,9 | 9,9% |
| Puy-de-Dôme | 39,0 | 58 | 20,3% | 15,0 | 22 | -66,6% | 241,9 | 357,7 | -10,8% | 45,5 | 67,3 | 23,1% |
| Pyrénées-Atlantiques | 36,7 | 52 | 6,8% | 45,0 | 64 | 40,0% | 329,2 | 466,3 | 2,7% | 45,5 | 64,5 | 14,6% |
| Pyrénées-Orientales | 16,4 | 33 | -326,6% | 0,0 | 0 | | 127,3 | 259,6 | -12,9% | 19,5 | 39,8 | -299,5% |
| Rhône | 24,4 | 51 | -7,2% | 25,0 | 52 | 100,0% | 319,0 | 668,9 | -0,6% | 38,0 | 79,7 | -17,8% |
| Saône-et-Loire | 34,1 | 60 | -11,8% | 21,0 | 37 | 52,4% | 269,5 | 476,0 | -4,9% | 38,3 | 67,7 | -8,3% |
| Sarthe | 19,1 | 33 | -7,7% | 0,0 | 0 | -745,0% | 148,0 | 255,1 | -12,9% | 23,7 | 40,9 | -3,7% |
| Savoie | 10,9 | 24 | -113,2% | 0,0 | 0 | | 126,3 | 279,3 | -8,6% | 15,4 | 34,1 | -74,9% |
| Seine-et-Marne | 73,4 | 51 | -33,5% | 77,0 | 53 | 17,9% | 566,9 | 392,3 | 0,6% | 89,9 | 62,2 | -21,5% |
| Seine-Maritime | 113,2 | 89 | 11,2% | 10,9 | 9 | -175,8% | 690,8 | 541,7 | -14,8% | 136,4 | 107,0 | 14,2% |
| Seine-Saint-Denis | 106,2 | 64 | 4,4% | 100,1 | 60 | 0,0% | 1 613,7 | 970,9 | -0,4% | 160,2 | 96,4 | 10,6% |
| Somme | 20,3 | 35 | -8,5% | 0,0 | 0 | 28,6% | 218,5 | 377,6 | -9,3% | 25,9 | 44,8 | -3,1% |
| Tarn | 24,3 | 61 | -3,4% | 12,0 | 30 | 8,3% | 225,7 | 562,0 | -5,5% | 30,8 | 76,8 | 3,3% |
| Tarn-et-Garonne | 17,9 | 67 | 2,9% | 13,0 | 48 | 0,0% | 175,9 | 656,1 | -2,8% | 22,8 | 85,2 | 1,8% |
| Territoire de Belfort | 7,7 | 54 | 1,6% | 7,0 | 49 | -100,2% | 87,4 | 610,8 | -0,8% | 9,8 | 68,2 | 6,6% |
| Val-de-Marne | 83,0 | 59 | 4,8% | 161,0 | 114 | 22,2% | 1 176,1 | 830,2 | 6,6% | 108,7 | 76,7 | 14,3% |
| Val-d'Oise | 75,2 | 60 | -12,4% | 0,0 | 0 | | 708,8 | 561,8 | -10,6% | 93,5 | 74,1 | -6,8% |
| Var | 134,0 | 122 | 58,9% | 0,0 | 0 | | 315,5 | 286,2 | -42,5% | 149,1 | 135,2 | 52,1% |
| Vaucluse | 22,5 | 39 | -11,6% | 20,0 | 35 | 50,0% | 160,8 | 280,7 | -1,6% | 26,0 | 45,4 | -6,6% |
| Vendée | 38,4 | 54 | -29,5% | 0,1 | 0 | 5,5% | 193,7 | 272,1 | -19,8% | 46,1 | 64,7 | -23,5% |
| Vienne | 21,6 | 48 | -1,2% | 25,0 | 56 | 20,0% | 188,8 | 420,1 | 1,8% | 25,6 | 57,0 | 5,8% |
| Vosges | 34,2 | 92 | -2,4% | 9,0 | 24 | -288,9% | 237,0 | 634,9 | -10,6% | 39,5 | 105,9 | 2,7% |
| Yonne | 18,4 | 54 | 1,7% | 1,0 | 3 | 100,0% | 128,2 | 374,3 | -13,5% | 21,7 | 63,3 | 6,1% |
| Yvelines | 47,0 | 32 | 18,8% | 136,0 | 92 | 15,4% | 669,4 | 454,1 | 13,3% | 58,8 | 39,9 | 24,1% |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 3 203,6 | 51 | 0,0 | 2 791,7 | 45 | 16,2% | 29 969,4 | 479,3 | -1,2% | 3 942,8 | 63,1 | 2,9% |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 518,4 | 55 | -0,2 | 310,3 | 33 | -33,6% | 4 685,9 | 494,3 | -4,5% | 636,6 | 67,2 | -10,1% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 326,9 | 53 | 0,0 | 357,3 | 58 | 26,7% | 3 308,6 | 536,1 | 0,9% | 409,8 | 66,4 | 7,4% |

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL

INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

| Départements | Epargne de gestion | | Epargne brute | | Epargne nette | | Taux endettement Encours/RRF | Délai désendettement Encours/épargne brute | Annuité/ RRF | Annuité/ Epargne de gestion |
|----------------------------------------------|--------------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------|--------------------------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | | | | |
| Charente | 57,2 | 158 | 52,9 | 147 | 33,7 | 94 | 38,4% | 3,4 | 5,1% | 41,0% |
| Charente-Maritime | 108,5 | 162 | 100,1 | 149 | 64,0 | 95 | 49,8% | 3,9 | 5,8% | 42,1% |
| Corrèze | 82,5 | 334 | 83,2 | 337 | 52,9 | 214 | 71,1% | 2,9 | 10,8% | 44,2% |
| Creuse | 21,1 | 177 | 19,7 | 165 | 8,5 | 71 | 47,8% | 4,7 | 6,9% | 63,3% |
| Deux-Sèvres | 48,7 | 127 | 43,8 | 114 | 23,5 | 61 | 39,4% | 3,5 | 6,5% | 51,7% |
| Dordogne | 58,6 | 138 | 47,3 | 112 | 11,6 | 27 | 84,1% | 9,5 | 8,8% | 80,3% |
| Gironde | 10,7 | 6 | -7,3 | -4 | -71,6 | -43 | 54,3% | -126,5 | 5,1% | 812,4% |
| Haute-Vienne | 64,1 | 169 | 63,8 | 168 | 59,1 | 156 | 7,1% | 0,5 | 1,2% | 8,0% |
| Landes | 61,7 | 143 | 59,1 | 137 | 39,1 | 91 | 25,5% | 2,2 | 4,6% | 37,4% |
| Lot-et-Garonne | 55,8 | 165 | 50,8 | 150 | 23,9 | 70 | 47,0% | 4,0 | 7,4% | 57,5% |
| Pyrénées-Atlantiques | 69,3 | 98 | 63,3 | 90 | 26,6 | 38 | 44,5% | 5,2 | 6,2% | 65,7% |
| Vienne | 42,1 | 94 | 38,0 | 85 | 16,4 | 37 | 41,9% | 5,0 | 5,7% | 60,9% |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 7 285,9 | 117 | 6 936,9 | 111 | 3 733,3 | 60 | 43,9% | 4,3 | 5,8% | 54,1% |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 1 425,1 | 150 | 1 361,0 | 144 | 842,7 | 89 | 41,5% | 3,4 | 5,6% | 44,7% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 680,1 | 110 | 614,7 | 100 | 287,7 | 47 | 47,5% | 5,4 | 5,9% | 60,2% |

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

| Départements | Epargne de gestion | | Epargne brute | | Epargne nette | | Taux endettement Encours/RRF | Délai désendettement | Annuité/ RRF | Annuité/ Epargne de gestion |
|-------------------------|--------------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------------------------|----------------------|-----------------|-----------------------------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | | | | |
| Ain | 129,7 | 193 | 122,5 | 182 | 77,2 | 115 | 57,9% | 2,9 | 9,1% | 43,2% |
| Aisne | 34,8 | 64 | 17,6 | 32 | -13,0 | -24 | 83,1% | 29,4 | 7,8% | 139,6% |
| Allier | 83,3 | 242 | 79,1 | 230 | 50,4 | 146 | 52,1% | 3,1 | 7,0% | 40,1% |
| Alpes-de-Haute-Provence | 36,7 | 216 | 35,0 | 206 | 14,9 | 88 | 34,1% | 2,4 | 8,8% | 59,8% |
| Alpes-Maritimes | 250,8 | 226 | 230,5 | 207 | 137,7 | 124 | 60,7% | 3,6 | 8,4% | 45,6% |
| Alsace | 225,2 | 116 | 227,9 | 117 | 146,4 | 75 | 27,7% | 2,3 | 5,0% | 42,0% |
| Ardèche | 54,2 | 160 | 44,8 | 133 | 21,9 | 65 | 68,6% | 6,1 | 7,6% | 55,2% |
| Ardennes | 28,2 | 102 | 21,6 | 78 | -0,1 | 0 | 42,0% | 7,1 | 7,8% | 100,5% |
| Ariège | 47,2 | 299 | 46,6 | 295 | 37,9 | 240 | 0,4% | 0,0 | 4,7% | 19,8% |
| Aube | 45,4 | 143 | 44,8 | 141 | 42,3 | 133 | 9,6% | 0,8 | 0,8% | 6,7% |
| Aude | 50,4 | 131 | 49,2 | 128 | 25,5 | 66 | 40,7% | 4,7 | 5,0% | 56,5% |
| Aveyron | 52,9 | 182 | 56,1 | 194 | 34,0 | 117 | 43,3% | 3,0 | 6,4% | 47,3% |
| Bouches-du-Rhône | 220,0 | 106 | 209,1 | 101 | 116,3 | 56 | 75,8% | 9,2 | 5,0% | 58,1% |
| Calvados | 87,3 | 123 | 95,0 | 134 | 77,6 | 109 | 15,7% | 1,2 | 2,7% | 22,9% |
| Cantal | 43,2 | 290 | 39,3 | 263 | 23,1 | 155 | 72,3% | 4,4 | 8,4% | 46,6% |
| Charente | 57,2 | 158 | 52,9 | 147 | 33,7 | 94 | 38,4% | 3,4 | 5,1% | 41,0% |
| Charente-Maritime | 108,5 | 162 | 100,1 | 149 | 64,0 | 95 | 49,8% | 3,9 | 5,8% | 42,1% |
| Cher | 41,8 | 136 | 36,5 | 119 | 10,1 | 33 | 62,7% | 6,6 | 8,3% | 75,9% |
| Corrèze | 82,5 | 334 | 83,2 | 337 | 52,9 | 214 | 71,1% | 2,9 | 10,8% | 44,2% |
| Côte-d'Or | 68,1 | 125 | 62,0 | 113 | 33,6 | 61 | 37,5% | 3,6 | 5,9% | 51,1% |
| Côtes-d'Armor | 77,2 | 124 | 73,0 | 117 | 43,0 | 69 | 29,8% | 2,7 | 5,2% | 44,5% |
| Creuse | 21,1 | 177 | 19,7 | 165 | 8,5 | 71 | 47,8% | 4,7 | 6,9% | 63,3% |
| Deux-Sèvres | 48,7 | 127 | 43,8 | 114 | 23,5 | 61 | 39,4% | 3,5 | 6,5% | 51,7% |
| Dordogne | 58,6 | 138 | 47,3 | 112 | 11,6 | 27 | 84,1% | 9,5 | 8,8% | 80,3% |
| Doubs | 59,8 | 107 | 53,6 | 96 | 30,7 | 55 | 42,0% | 4,5 | 5,1% | 48,7% |
| Drôme | 108,2 | 204 | 109,3 | 206 | 97,3 | 183 | 13,0% | 0,8 | 1,9% | 11,6% |
| Essonne | 120,0 | 91 | 111,7 | 85 | 22,3 | 17 | 76,4% | 9,3 | 8,1% | 92,2% |
| Eure | 64,0 | 104 | 58,7 | 96 | 38,4 | 63 | 62,0% | 6,0 | 4,6% | 40,5% |
| Eure-et-Loir | 48,4 | 110 | 44,0 | 100 | 19,1 | 43 | 60,2% | 6,0 | 6,6% | 60,4% |
| Finistère | 88,3 | 94 | 87,4 | 93 | 42,1 | 45 | 22,0% | 2,4 | 5,4% | 57,0% |
| Gard | 85,2 | 111 | 76,6 | 100 | 32,7 | 43 | 49,9% | 6,0 | 5,8% | 63,4% |
| Gers | 22,0 | 111 | 12,0 | 60 | -3,3 | -17 | 45,3% | 10,2 | 6,4% | 78,5% |
| Gironde | 10,7 | 6 | -7,3 | -4 | -71,6 | -43 | 54,3% | -126,5 | 5,1% | 812,4% |
| Haute-Garonne | 112,6 | 78 | 136,2 | 95 | 81,4 | 57 | 25,1% | 3,0 | 4,0% | 57,6% |
| Haute-Loire | 40,3 | 172 | 38,5 | 164 | 26,5 | 113 | 29,0% | 2,1 | 5,1% | 34,5% |
| Haute-Marne | 30,6 | 173 | 30,1 | 170 | 25,7 | 145 | 14,5% | 1,1 | 2,1% | 15,5% |
| Hautes-Alpes | 68,9 | 475 | 65,9 | 454 | 46,0 | 318 | 63,7% | 2,2 | 10,7% | 35,6% |
| Haute-Saône | 43,6 | 181 | 41,6 | 173 | 24,9 | 104 | 45,7% | 2,9 | 7,1% | 43,2% |
| Haute-Savoie | 179,2 | 209 | 182,4 | 213 | 160,4 | 187 | 19,3% | 1,0 | 2,7% | 13,8% |
| Hautes-Pyrénées | 54,0 | 229 | 50,8 | 215 | 31,9 | 135 | 38,6% | 2,7 | 6,4% | 41,5% |
| Haute-Vienne | 64,1 | 169 | 63,8 | 168 | 59,1 | 156 | 7,1% | 0,5 | 1,2% | 8,0% |
| Hauts-de-Seine | 145,7 | 89 | 139,8 | 85 | 120,3 | 73 | 8,1% | 1,0 | 1,6% | 18,2% |
| Hérault | 127,7 | 106 | 142,1 | 118 | 99,9 | 83 | 43,0% | 4,5 | 3,7% | 43,2% |
| Ille-et-Vilaine | 64,9 | 58 | 56,9 | 51 | -2,2 | -2 | 40,8% | 7,7 | 6,4% | 106,5% |
| Indre | 41,1 | 183 | 41,2 | 183 | 40,4 | 180 | 0,0% | 0,0 | 0,4% | 2,2% |
| Indre-et-Loire | 46,9 | 75 | 43,7 | 70 | 15,3 | 24 | 36,7% | 5,1 | 5,3% | 67,9% |
| Isère | 250,2 | 192 | 246,3 | 189 | 201,7 | 155 | 32,0% | 1,8 | 3,5% | 19,5% |
| Jura | 57,5 | 215 | 62,3 | 233 | 46,8 | 175 | 20,2% | 1,0 | 5,6% | 30,3% |
| Landes | 61,7 | 143 | 59,1 | 137 | 39,1 | 91 | 25,5% | 2,2 | 4,6% | 37,4% |
| Loire | 63,8 | 81 | 56,4 | 72 | 23,7 | 30 | 33,7% | 4,8 | 5,0% | 63,2% |
| Loire-Atlantique | 93,5 | 63 | 80,8 | 55 | 24,0 | 16 | 43,0% | 7,2 | 5,3% | 75,9% |
| Loiret | 83,9 | 120 | 75,8 | 109 | 39,4 | 57 | 63,0% | 5,4 | 7,4% | 57,1% |
| Loir-et-Cher | 34,0 | 101 | 30,3 | 90 | 22,3 | 66 | 28,8% | 3,6 | 2,5% | 28,4% |

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

| Départements | Epargne de gestion | | Epargne brute | | Epargne nette | | Taux endettement Encours/RRF | Délai désendettement | Annuité/ RRF | Annuité/ Epargne de gestion |
|-----------------------------------------------------|--------------------|------------|----------------|------------|----------------|------------|------------------------------|----------------------|--------------|-----------------------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | | | | |
| Lot | 41,8 | 232 | 41,1 | 228 | 31,6 | 175 | 25,8% | 1,6 | 4,3% | 26,5% |
| Lot-et-Garonne | 55,8 | 165 | 50,8 | 150 | 23,9 | 70 | 47,0% | 4,0 | 7,4% | 57,5% |
| Lozère | 28,1 | 350 | 27,5 | 343 | 21,5 | 268 | 27,5% | 1,4 | 4,8% | 24,2% |
| Maine-et-Loire | 50,9 | 61 | 39,6 | 47 | 6,9 | 8 | 38,6% | 7,3 | 5,4% | 79,0% |
| Manche | 80,6 | 158 | 76,7 | 150 | 43,4 | 85 | 43,7% | 3,2 | 7,0% | 49,3% |
| Marne | 32,5 | 56 | 29,8 | 52 | 10,7 | 19 | 30,4% | 5,3 | 4,2% | 67,1% |
| Mayenne | 35,9 | 114 | 39,3 | 124 | 28,7 | 91 | 28,3% | 2,4 | 3,6% | 33,4% |
| Meurthe-et-Moselle | 55,0 | 74 | 55,7 | 75 | 32,3 | 43 | 18,1% | 2,6 | 3,4% | 49,2% |
| Meuse | 22,3 | 118 | 19,5 | 104 | 7,2 | 38 | 54,0% | 6,8 | 6,9% | 75,6% |
| Morbihan | 120,7 | 154 | 118,1 | 150 | 94,3 | 120 | 12,9% | 0,8 | 3,6% | 21,8% |
| Moselle | 90,5 | 85 | 79,5 | 74 | 31,2 | 29 | 60,6% | 7,0 | 6,7% | 67,4% |
| Nièvre | 25,4 | 122 | 20,6 | 99 | 3,0 | 15 | 63,1% | 9,7 | 7,1% | 88,9% |
| Nord | 147,1 | 56 | 120,2 | 46 | -8,8 | -3 | 40,4% | 10,4 | 5,2% | 108,2% |
| Oise | 94,9 | 112 | 93,7 | 111 | 22,2 | 26 | 79,3% | 6,9 | 10,5% | 90,1% |
| Orne | 49,8 | 174 | 47,3 | 165 | 30,9 | 108 | 36,6% | 2,7 | 5,3% | 37,8% |
| Pas-de-Calais | 76,6 | 52 | 71,8 | 48 | -13,3 | -9 | 42,0% | 10,2 | 5,8% | 131,4% |
| Puy-de-Dôme | 77,9 | 115 | 72,0 | 107 | 33,0 | 49 | 34,0% | 3,4 | 6,4% | 58,4% |
| Pyrénées-Atlantiques | 69,3 | 98 | 63,3 | 90 | 26,6 | 38 | 44,5% | 5,2 | 6,2% | 65,7% |
| Pyrénées-Orientales | 91,9 | 187 | 85,0 | 173 | 68,7 | 140 | 23,4% | 1,5 | 3,6% | 21,3% |
| Rhône | 37,0 | 78 | 34,6 | 73 | 10,3 | 22 | 70,2% | 9,2 | 8,4% | 102,7% |
| Saône-et-Loire | 44,6 | 79 | 42,2 | 74 | 8,0 | 14 | 45,4% | 6,4 | 6,5% | 85,9% |
| Sarthe | 73,8 | 127 | 69,2 | 119 | 50,1 | 86 | 24,5% | 2,1 | 3,9% | 32,1% |
| Savoie | 91,1 | 201 | 120,6 | 267 | 109,7 | 243 | 21,6% | 1,0 | 2,6% | 16,9% |
| Seine-et-Marne | 148,5 | 103 | 141,3 | 98 | 67,9 | 47 | 40,3% | 4,0 | 6,4% | 60,5% |
| Seine-Maritime | 226,4 | 178 | 204,2 | 160 | 91,0 | 71 | 44,1% | 3,4 | 8,7% | 60,3% |
| Seine-Saint-Denis | 147,6 | 89 | 153,8 | 93 | 47,6 | 29 | 94,2% | 10,5 | 9,4% | 108,5% |
| Somme | 77,1 | 133 | 72,1 | 125 | 51,8 | 90 | 31,9% | 3,0 | 3,8% | 33,7% |
| Tarn | 67,7 | 169 | 51,7 | 129 | 27,4 | 68 | 44,9% | 4,4 | 6,1% | 45,6% |
| Tarn-et-Garonne | 41,4 | 155 | 40,8 | 152 | 22,9 | 85 | 50,5% | 4,3 | 6,6% | 55,1% |
| Territoire de Belfort | 12,5 | 87 | 12,1 | 84 | 4,4 | 31 | 53,2% | 7,2 | 5,9% | 78,3% |
| Val-de-Marne | 103,5 | 73 | 84,7 | 60 | 1,8 | 1 | 76,2% | 13,9 | 7,0% | 105,0% |
| Val-d'Oise | 130,6 | 103 | 113,2 | 90 | 38,0 | 30 | 58,0% | 6,3 | 7,6% | 71,6% |
| Var | 139,5 | 127 | 151,4 | 137 | 17,3 | 16 | 24,8% | 2,1 | 11,7% | 106,9% |
| Vaucluse | 67,1 | 117 | 96,7 | 169 | 74,2 | 129 | 24,1% | 1,7 | 3,9% | 38,8% |
| Vendée | 130,1 | 183 | 116,4 | 164 | 78,0 | 110 | 27,5% | 1,7 | 6,5% | 35,4% |
| Vienne | 42,1 | 94 | 38,0 | 85 | 16,4 | 37 | 41,9% | 5,0 | 5,7% | 60,9% |
| Vosges | 77,6 | 208 | 72,3 | 194 | 38,0 | 102 | 51,8% | 3,3 | 8,6% | 50,9% |
| Yonne | 48,4 | 141 | 44,9 | 131 | 26,5 | 77 | 30,6% | 2,9 | 5,2% | 44,8% |
| Yvelines | 108,5 | 74 | 97,7 | 66 | 50,7 | 34 | 53,9% | 6,9 | 4,7% | 54,2% |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 7 285,9 | 117 | 6 936,9 | 111 | 3 733,3 | 60 | 43,9% | 4,3 | 5,8% | 54,1% |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 1 425,1 | 150 | 1 361,0 | 144 | 842,7 | 89 | 41,5% | 3,4 | 5,6% | 44,7% |
| NOUVELLE AQUITAINE | 680,1 | 110 | 614,7 | 100 | 287,7 | 47 | 47,5% | 5,4 | 5,9% | 60,2% |

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGCL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses de fonctionnement

| Départements | Dépense de fonctionnement | | Achats et charges externes | | Dépenses d'intervention | | Frais de personnel | | Charges financières | | Autres dépenses de fonctionnement | |
|----------------------------------------------|---------------------------|------------|----------------------------|------------|-------------------------|------------|--------------------|------------|---------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Charente | 410,9 | 1139 | 32,1 | 89 | 269,6 | 748 | 98,5 | 273 | 4,3 | 12 | 6,3 | 17 |
| Charente-Maritime | 682,0 | 1016 | 52,8 | 79 | 462,8 | 689 | 146,0 | 217 | 9,6 | 14 | 10,8 | 16 |
| Corrèze | 254,2 | 1030 | 20,4 | 83 | 155,1 | 628 | 68,8 | 279 | 6,2 | 25 | 3,7 | 15 |
| Creuse | 175,1 | 1466 | 14,6 | 122 | 107,0 | 896 | 49,5 | 415 | 2,1 | 18 | 1,9 | 16 |
| Deux-Sèvres | 343,8 | 894 | 19,4 | 50 | 230,1 | 598 | 85,1 | 221 | 4,9 | 13 | 4,3 | 11 |
| Dordogne | 488,7 | 1154 | 30,3 | 71 | 327,9 | 775 | 114,8 | 271 | 11,4 | 27 | 4,4 | 10 |
| Gironde | 1 710,2 | 1029 | 76,9 | 46 | 1 233,9 | 743 | 321,1 | 193 | 22,8 | 14 | 55,6 | 33 |
| Haute-Vienne | 378,1 | 998 | 16,3 | 43 | 272,6 | 720 | 82,5 | 218 | 0,4 | 1 | 6,2 | 16 |
| Landes | 443,9 | 1 031 | 27,0 | 63 | 313,4 | 728 | 97,4 | 226 | 3,1 | 7 | 2,9 | 7 |
| Lot-et-Garonne | 380,3 | 1 122 | 16,1 | 48 | 282,3 | 833 | 73,0 | 215 | 5,2 | 15 | 3,8 | 11 |
| Pyrénées-Atlantiques | 676,7 | 958 | 33,2 | 47 | 496,5 | 703 | 133,4 | 189 | 8,8 | 13 | 4,7 | 7 |
| Vienne | 413,0 | 919 | 24,5 | 54 | 300,8 | 669 | 80,3 | 179 | 4,0 | 9 | 3,4 | 8 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 61 267,0 | 980 | 4 243,5 | 68 | 42 147,9 | 674 | 13 269,9 | 212 | 739,2 | 12 | 866,5 | 14 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 9 942,1 | 1 049 | 670,3 | 71 | 6 654,7 | 702 | 2 331,3 | 246 | 118,2 | 12 | 167,6 | 18 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 6 356,8 | 1 030 | 363,6 | 59 | 4 452,1 | 721 | 1 350,4 | 219 | 82,8 | 13 | 107,9 | 17 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses de fonctionnement

| Départements | Dépense de fonctionnement | | Achats et charges externes | | Dépenses d'intervention | | Frais de personnel | | Charges financières | | Autres dépenses de fonctionnement | |
|-------------------------|---------------------------|------------|----------------------------|------------|-------------------------|------------|--------------------|------------|---------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Ain | 495,1 | 735 | 34,5 | 51 | 337,3 | 501 | 104,5 | 155 | 10,7 | 16 | 8,1 | 12 |
| Aisne | 604,5 | 1117 | 36,0 | 66 | 410,9 | 759 | 132,1 | 244 | 18,0 | 33 | 7,5 | 14 |
| Allier | 395,8 | 1149 | 24,4 | 71 | 271,9 | 789 | 91,4 | 265 | 4,7 | 14 | 3,4 | 10 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 213,5 | 1255 | 25,9 | 152 | 121,5 | 714 | 61,0 | 358 | 1,9 | 11 | 3,3 | 19 |
| Alpes-Maritimes | 1 128,3 | 1015 | 83,7 | 75 | 790,8 | 712 | 225,8 | 203 | 21,5 | 19 | 6,4 | 6 |
| Alsace | 1 646,9 | 846 | 120,2 | 62 | 1 200,0 | 617 | 301,4 | 155 | 13,0 | 7 | 12,3 | 6 |
| Ardèche | 351,0 | 1038 | 23,7 | 70 | 228,9 | 677 | 87,0 | 257 | 7,0 | 21 | 4,4 | 13 |
| Ardennes | 342,6 | 1242 | 27,6 | 100 | 217,2 | 788 | 79,3 | 287 | 6,6 | 24 | 11,8 | 43 |
| Ariège | 150,2 | 951 | 12,5 | 79 | 83,3 | 528 | 52,5 | 332 | 0,5 | 3 | 1,3 | 8 |
| Aube | 325,7 | 1023 | 23,1 | 72 | 225,8 | 709 | 72,5 | 228 | 0,6 | 2 | 3,8 | 12 |
| Aude | 521,3 | 1358 | 29,9 | 78 | 360,2 | 938 | 120,7 | 314 | 4,8 | 12 | 5,8 | 15 |
| Aveyron | 336,2 | 1160 | 28,6 | 99 | 215,2 | 743 | 85,7 | 296 | 2,9 | 10 | 3,8 | 13 |
| Bouches-du-Rhône | 2 340,9 | 1130 | 166,1 | 80 | 1 695,4 | 818 | 431,0 | 208 | 35,0 | 17 | 13,4 | 6 |
| Calvados | 649,3 | 913 | 47,4 | 67 | 440,1 | 619 | 149,7 | 210 | 2,6 | 4 | 9,4 | 13 |
| Cantal | 200,9 | 1346 | 18,5 | 124 | 123,8 | 829 | 53,0 | 355 | 4,0 | 27 | 1,6 | 11 |
| Charente | 410,9 | 1139 | 32,1 | 89 | 269,6 | 748 | 98,5 | 273 | 4,3 | 12 | 6,3 | 17 |
| Charente-Maritime | 682,0 | 1016 | 52,8 | 79 | 462,8 | 689 | 146,0 | 217 | 9,6 | 14 | 10,8 | 16 |
| Cher | 347,1 | 1127 | 19,6 | 64 | 229,3 | 745 | 81,9 | 266 | 5,3 | 17 | 10,9 | 35 |
| Corrèze | 254,2 | 1030 | 20,4 | 83 | 155,1 | 628 | 68,8 | 279 | 6,2 | 25 | 3,7 | 15 |
| Côte-d'Or | 526,9 | 963 | 33,5 | 61 | 367,8 | 672 | 111,6 | 204 | 6,4 | 12 | 7,7 | 14 |
| Côtes-d'Armor | 592,3 | 953 | 42,8 | 69 | 389,7 | 627 | 151,6 | 244 | 4,3 | 7 | 3,9 | 6 |
| Creuse | 175,1 | 1466 | 14,6 | 122 | 107,0 | 896 | 49,5 | 415 | 2,1 | 18 | 1,9 | 16 |
| Deux-Sèvres | 343,8 | 894 | 19,4 | 50 | 230,1 | 598 | 85,1 | 221 | 4,9 | 13 | 4,3 | 11 |
| Dordogne | 488,7 | 1154 | 30,3 | 71 | 327,9 | 775 | 114,8 | 271 | 11,4 | 27 | 4,4 | 10 |
| Doubs | 515,0 | 922 | 34,0 | 61 | 349,4 | 625 | 113,7 | 203 | 6,2 | 11 | 11,7 | 21 |
| Drôme | 541,4 | 1020 | 37,9 | 71 | 369,6 | 696 | 123,3 | 232 | 0,6 | 1 | 10,1 | 19 |
| Essonne | 1 246,9 | 945 | 107,2 | 81 | 864,9 | 655 | 227,5 | 172 | 21,2 | 16 | 26,1 | 20 |
| Eure | 509,5 | 832 | 32,4 | 53 | 348,6 | 569 | 118,9 | 194 | 5,6 | 9 | 3,9 | 6 |
| Eure-et-Loir | 397,5 | 900 | 27,6 | 62 | 272,3 | 617 | 89,9 | 204 | 4,3 | 10 | 3,3 | 8 |
| Finistère | 852,2 | 904 | 41,3 | 44 | 606,3 | 643 | 194,8 | 207 | 5,0 | 5 | 4,7 | 5 |
| Gard | 848,3 | 1109 | 32,7 | 43 | 614,7 | 803 | 186,0 | 243 | 10,2 | 13 | 4,7 | 6 |
| Gers | 256,7 | 1294 | 18,1 | 91 | 153,2 | 772 | 79,1 | 399 | 2,0 | 10 | 4,3 | 22 |
| Gironde | 1 710,2 | 1029 | 76,9 | 46 | 1 233,9 | 743 | 321,1 | 193 | 22,8 | 14 | 55,6 | 33 |
| Haute-Garonne | 1 490,7 | 1036 | 125,5 | 87 | 981,9 | 682 | 358,3 | 249 | 10,1 | 7 | 14,8 | 10 |
| Haute-Loire | 236,3 | 1009 | 17,1 | 73 | 153,1 | 654 | 52,1 | 222 | 1,9 | 8 | 12,1 | 52 |
| Haute-Marne | 199,1 | 1127 | 17,4 | 98 | 123,5 | 699 | 54,2 | 307 | 0,3 | 2 | 3,7 | 21 |
| Hauts-Alpes | 164,3 | 1133 | 12,8 | 88 | 97,6 | 673 | 46,0 | 317 | 4,7 | 33 | 3,1 | 22 |
| Haute-Saône | 223,2 | 927 | 16,9 | 70 | 142,4 | 592 | 60,0 | 249 | 2,2 | 9 | 1,6 | 7 |
| Haute-Savoie | 718,7 | 839 | 51,5 | 60 | 499,5 | 583 | 160,0 | 187 | 2,7 | 3 | 5,0 | 6 |
| Hautes-Pyrénées | 299,6 | 1271 | 22,2 | 94 | 192,1 | 815 | 79,6 | 337 | 3,5 | 15 | 2,3 | 10 |
| Haute-Vienne | 378,1 | 998 | 16,3 | 43 | 272,6 | 720 | 82,5 | 218 | 0,4 | 1 | 6,2 | 16 |
| Hauts-de-Seine | 1 542,1 | 939 | 235,3 | 143 | 1 027,9 | 626 | 257,3 | 157 | 7,0 | 4 | 14,6 | 9 |
| Hérault | 1 358,1 | 1125 | 69,9 | 58 | 987,9 | 819 | 276,1 | 229 | 13,0 | 11 | 11,2 | 9 |
| Ille-et-Vilaine | 1 014,7 | 911 | 58,3 | 52 | 708,9 | 637 | 222,3 | 200 | 10,0 | 9 | 15,2 | 14 |
| Indre | 211,8 | 944 | 17,8 | 79 | 140,5 | 626 | 52,0 | 232 | 0,1 | 1 | 1,3 | 6 |
| Indre-et-Loire | 558,7 | 895 | 30,5 | 49 | 391,4 | 627 | 117,8 | 189 | 3,4 | 5 | 15,6 | 25 |
| Isère | 1 161,9 | 892 | 80,9 | 62 | 813,9 | 625 | 244,3 | 188 | 4,1 | 3 | 18,6 | 14 |
| Jura | 251,2 | 938 | 21,1 | 79 | 162,7 | 607 | 63,3 | 236 | 1,9 | 7 | 2,2 | 8 |
| Landes | 443,9 | 1031 | 27,0 | 63 | 313,4 | 728 | 97,4 | 226 | 3,1 | 7 | 2,9 | 7 |
| Loire | 747,9 | 956 | 43,1 | 55 | 547,1 | 699 | 145,6 | 186 | 7,7 | 10 | 4,3 | 5 |
| Loire-Atlantique | 1 264,2 | 857 | 88,4 | 60 | 915,2 | 621 | 228,7 | 155 | 14,1 | 10 | 17,8 | 12 |
| Loiret | 575,3 | 826 | 53,3 | 76 | 380,4 | 546 | 113,0 | 162 | 11,5 | 17 | 16,9 | 24 |
| Loir-et-Cher | 353,0 | 1045 | 25,8 | 76 | 232,9 | 690 | 82,1 | 243 | 1,7 | 5 | 10,7 | 32 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses de fonctionnement

| Départements | Dépense de fonctionnement | | Achats et charges externes | | Dépenses d'intervention | | Frais de personnel | | Charges financières | | Autres dépenses de fonctionnement | |
|-----------------------------------------------------|---------------------------|--------------|----------------------------|------------|-------------------------|------------|--------------------|------------|---------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Lot | 214,8 | 1192 | 14,1 | 78 | 135,7 | 753 | 59,6 | 331 | 1,5 | 9 | 3,8 | 21 |
| Lot-et-Garonne | 380,3 | 1122 | 16,1 | 48 | 282,3 | 833 | 73,0 | 215 | 5,2 | 15 | 3,8 | 11 |
| Lozère | 112,8 | 1406 | 11,3 | 141 | 64,3 | 802 | 33,8 | 421 | 0,8 | 10 | 2,6 | 32 |
| Maine-et-Loire | 712,4 | 848 | 46,0 | 55 | 499,1 | 594 | 150,9 | 180 | 7,6 | 9 | 8,8 | 10 |
| Manche | 490,5 | 961 | 34,5 | 68 | 315,3 | 618 | 130,4 | 255 | 6,5 | 13 | 3,9 | 8 |
| Marne | 486,3 | 841 | 27,7 | 48 | 341,1 | 590 | 111,5 | 193 | 2,7 | 5 | 3,4 | 6 |
| Mayenne | 296,9 | 940 | 22,3 | 71 | 192,3 | 609 | 77,8 | 246 | 1,4 | 4 | 3,0 | 10 |
| Meurthe-et-Moselle | 733,0 | 985 | 38,5 | 52 | 508,2 | 683 | 142,2 | 191 | 3,6 | 5 | 40,6 | 55 |
| Meuse | 224,8 | 1194 | 21,3 | 113 | 137,0 | 728 | 54,4 | 289 | 4,5 | 24 | 7,6 | 40 |
| Morbihan | 619,4 | 788 | 31,2 | 40 | 441,1 | 561 | 140,7 | 179 | 2,6 | 3 | 3,8 | 5 |
| Moselle | 836,7 | 784 | 54,7 | 51 | 601,1 | 563 | 151,0 | 141 | 12,7 | 12 | 17,1 | 16 |
| Nièvre | 297,2 | 1429 | 20,0 | 96 | 182,9 | 880 | 84,1 | 405 | 5,0 | 24 | 5,2 | 25 |
| Nord | 2 956,5 | 1121 | 130,8 | 50 | 2 194,9 | 832 | 582,9 | 221 | 30,2 | 11 | 17,6 | 7 |
| Oise | 719,4 | 849 | 46,0 | 54 | 486,1 | 574 | 155,5 | 184 | 14,0 | 17 | 17,8 | 21 |
| Orne | 305,7 | 1068 | 28,2 | 98 | 194,2 | 679 | 77,6 | 271 | 2,4 | 8 | 3,2 | 11 |
| Pas-de-Calais | 1 668,5 | 1125 | 77,4 | 52 | 1 208,7 | 815 | 359,0 | 242 | 15,5 | 10 | 7,9 | 5 |
| Puy-de-Dôme | 638,8 | 945 | 47,7 | 71 | 436,2 | 645 | 141,5 | 209 | 6,5 | 10 | 6,9 | 10 |
| Pyrénées-Atlantiques | 676,7 | 958 | 33,2 | 47 | 496,5 | 703 | 133,4 | 189 | 8,8 | 13 | 4,7 | 7 |
| Pyrénées-Orientales | 458,3 | 934 | 30,8 | 63 | 263,2 | 537 | 124,5 | 254 | 3,1 | 6 | 36,7 | 75 |
| Rhône | 419,8 | 880 | 37,3 | 78 | 264,3 | 554 | 101,0 | 212 | 13,7 | 29 | 3,6 | 7 |
| Saône-et-Loire | 551,5 | 974 | 35,7 | 63 | 384,7 | 679 | 118,3 | 209 | 4,2 | 7 | 8,5 | 15 |
| Sarthe | 535,1 | 922 | 44,5 | 77 | 368,6 | 635 | 105,5 | 182 | 4,6 | 8 | 11,9 | 21 |
| Savoie | 463,6 | 1025 | 41,4 | 92 | 296,6 | 656 | 114,4 | 253 | 4,5 | 10 | 6,6 | 15 |
| Seine-et-Marne | 1 264,7 | 875 | 122,6 | 85 | 848,7 | 587 | 270,3 | 187 | 16,5 | 11 | 6,6 | 5 |
| Seine-Maritime | 1 363,1 | 1069 | 68,5 | 54 | 1 008,2 | 791 | 250,0 | 196 | 23,2 | 18 | 13,2 | 10 |
| Seine-Saint-Denis | 1 559,1 | 938 | 175,0 | 105 | 901,5 | 542 | 418,7 | 252 | 54,0 | 33 | 9,9 | 6 |
| Somme | 613,4 | 1060 | 35,1 | 61 | 422,0 | 729 | 141,6 | 245 | 5,7 | 10 | 9,0 | 16 |
| Tarn | 450,6 | 1122 | 19,9 | 50 | 314,2 | 783 | 96,3 | 240 | 6,5 | 16 | 13,7 | 34 |
| Tarn-et-Garonne | 307,3 | 1146 | 21,9 | 82 | 194,8 | 726 | 82,4 | 307 | 4,9 | 18 | 3,4 | 13 |
| Territoire de Belfort | 152,3 | 1064 | 10,5 | 73 | 94,8 | 662 | 43,4 | 303 | 2,1 | 15 | 1,5 | 10 |
| Val-de-Marne | 1 458,2 | 1029 | 128,6 | 91 | 920,1 | 649 | 376,9 | 266 | 25,8 | 18 | 6,9 | 5 |
| Val-d'Oise | 1 109,0 | 879 | 76,6 | 61 | 813,9 | 645 | 182,1 | 144 | 18,3 | 14 | 18,1 | 14 |
| Var | 1 119,4 | 1016 | 65,7 | 60 | 775,1 | 703 | 256,8 | 233 | 15,0 | 14 | 6,8 | 6 |
| Vaucluse | 571,5 | 998 | 27,3 | 48 | 395,5 | 690 | 141,5 | 247 | 3,5 | 6 | 3,8 | 7 |
| Vendée | 588,8 | 827 | 52,6 | 74 | 382,2 | 537 | 123,0 | 173 | 7,7 | 11 | 23,4 | 33 |
| Vienne | 413,0 | 919 | 24,5 | 54 | 300,8 | 669 | 80,3 | 179 | 4,0 | 9 | 3,4 | 8 |
| Vosges | 385,7 | 1033 | 28,2 | 76 | 254,2 | 681 | 95,3 | 255 | 5,3 | 14 | 2,7 | 7 |
| Yonne | 374,1 | 1092 | 23,1 | 68 | 267,6 | 781 | 76,5 | 223 | 3,3 | 10 | 3,6 | 10 |
| Yvelines | 1 144,1 | 776 | 65,8 | 45 | 800,2 | 543 | 209,3 | 142 | 11,8 | 8 | 56,9 | 39 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 61 267,0 | 980 | 4 243,5 | 68 | 42 147,9 | 674 | 13 269,9 | 212 | 739,2 | 12 | 866,5 | 14 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 9 942,1 | 1 049 | 670,3 | 71 | 6 654,7 | 702 | 2 331,3 | 246 | 118,2 | 12 | 167,6 | 18 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 6 356,8 | 1 030 | 363,6 | 59 | 4 452,1 | 721 | 1 350,4 | 219 | 82,8 | 13 | 107,9 | 17 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

| Départements | Dépenses d'investissement hors dette | | Dépenses d'équipement | | Subventions d'équipement versées | | Dont subv., d'équipement versées aux communes et groupements | | Autres dépenses d'investissement | |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------|------------|-----------------------|------------|----------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Charente | 75,0 | 208 | 49,0 | 136 | 23,6 | 65 | 8,2 | 23 | 2,4 | 7 |
| Charente-Maritime | 205,5 | 306 | 97,7 | 145 | 89,9 | 134 | 29,7 | 44 | 17,9 | 27 |
| Corrèze | 60,2 | 244 | 39,7 | 161 | 16,4 | 66 | 13,0 | 53 | 4,1 | 17 |
| Creuse | 21,0 | 176 | 14,8 | 124 | 5,7 | 48 | 3,0 | 25 | 0,5 | 4 |
| Deux-Sèvres | 38,1 | 99 | 29,3 | 76 | 8,2 | 21 | 6,4 | 17 | 0,6 | 2 |
| Dordogne | 98,7 | 233 | 52,1 | 123 | 44,0 | 104 | 25,8 | 61 | 2,6 | 6 |
| Gironde | 212,8 | 128 | 149,4 | 90 | 63,0 | 38 | 36,9 | 22 | 0,4 | 0 |
| Haute-Vienne | 66,2 | 175 | 41,6 | 110 | 23,5 | 62 | 15,1 | 40 | 1,0 | 3 |
| Landes | 81,3 | 189 | 54,4 | 126 | 26,3 | 61 | 14,7 | 34 | 0,6 | 1 |
| Lot-et-Garonne | 67,7 | 200 | 54,8 | 162 | 12,5 | 37 | 0,2 | 1 | 0,5 | 1 |
| Pyrénées-Atlantiques | 148,8 | 211 | 81,7 | 116 | 60,1 | 85 | 20,4 | 29 | 6,9 | 10 |
| Vienne | 64,6 | 144 | 48,0 | 107 | 15,4 | 34 | 10,6 | 24 | 1,2 | 3 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 12 132,0 | 194 | 7 936,1 | 127 | 3 898,0 | 62 | 1 804,6 | 29 | 297,9 | 5 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 1 911,9 | 202 | 1 285,6 | 136 | 564,9 | 60 | 270,6 | 29 | 61,4 | 6 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 1 139,9 | 185 | 712,5 | 115 | 388,5 | 63 | 184,1 | 30 | 38,8 | 6 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

| Départements | Dépenses d'investissement hors dette | | Dépenses d'équipement | | Subventions d'équipement versées | | Dont subv. d'équipement versées aux communes et groupements | | Autres dépenses d'investissement | |
|-------------------------|--------------------------------------|------------|-----------------------|------------|----------------------------------|------------|-------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Ain | 163,7 | 243 | 98,5 | 146 | 55,9 | 83 | 24,3 | 36 | 9,3 | 14 |
| Aisne | 80,2 | 148 | 40,6 | 75 | 29,0 | 54 | 24,3 | 45 | 10,5 | 19 |
| Allier | 84,1 | 244 | 38,4 | 111 | 44,9 | 130 | 31,8 | 92 | 0,9 | 3 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 51,5 | 303 | 38,7 | 227 | 11,8 | 69 | 4,4 | 26 | 1,0 | 6 |
| Alpes-Maritimes | 293,3 | 264 | 192,7 | 173 | 96,9 | 87 | 46,7 | 42 | 3,7 | 3 |
| Alsace | 324,9 | 167 | 248,6 | 128 | 72,0 | 37 | 23,5 | 12 | 4,3 | 2 |
| Ardèche | 68,1 | 201 | 44,2 | 131 | 23,8 | 70 | 14,1 | 42 | 0,1 | 0 |
| Ardennes | 35,7 | 130 | 28,3 | 103 | 4,9 | 18 | 3,8 | 14 | 2,5 | 9 |
| Ariège | 59,7 | 378 | 29,3 | 185 | 29,3 | 186 | 12,8 | 81 | 1,0 | 6 |
| Aube | 86,7 | 272 | 61,2 | 192 | 25,2 | 79 | 8,2 | 26 | 0,3 | 1 |
| Aude | 76,2 | 198 | 48,8 | 127 | 26,5 | 69 | 17,2 | 45 | 0,9 | 2 |
| Aveyron | 63,4 | 219 | 46,3 | 160 | 14,4 | 50 | 7,6 | 26 | 2,7 | 9 |
| Bouches-du-Rhône | 469,4 | 227 | 205,6 | 99 | 261,9 | 126 | 183,7 | 89 | 1,9 | 1 |
| Calvados | 129,6 | 182 | 87,1 | 122 | 41,0 | 58 | 32,4 | 46 | 1,5 | 2 |
| Cantal | 46,2 | 310 | 35,0 | 234 | 7,0 | 47 | 4,6 | 31 | 4,3 | 29 |
| Charente | 75,0 | 208 | 49,0 | 136 | 23,6 | 65 | 8,2 | 23 | 2,4 | 7 |
| Charente-Maritime | 205,5 | 306 | 97,7 | 145 | 89,9 | 134 | 29,7 | 44 | 17,9 | 27 |
| Cher | 52,3 | 170 | 40,9 | 133 | 10,9 | 35 | 2,9 | 10 | 0,5 | 2 |
| Corrèze | 60,2 | 244 | 39,7 | 161 | 16,4 | 66 | 13,0 | 53 | 4,1 | 17 |
| Côte-d'Or | 82,2 | 150 | 58,9 | 108 | 22,8 | 42 | 11,4 | 21 | 0,5 | 1 |
| Côtes-d'Armor | 89,2 | 143 | 54,5 | 88 | 34,5 | 56 | 18,7 | 30 | 0,2 | 0 |
| Creuse | 21,0 | 176 | 14,8 | 124 | 5,7 | 48 | 3,0 | 25 | 0,5 | 4 |
| Deux-Sèvres | 38,1 | 99 | 29,3 | 76 | 8,2 | 21 | 6,4 | 17 | 0,6 | 2 |
| Dordogne | 98,7 | 233 | 52,1 | 123 | 44,0 | 104 | 25,8 | 61 | 2,6 | 6 |
| Doubs | 91,0 | 163 | 67,1 | 120 | 23,7 | 42 | 18,4 | 33 | 0,2 | 0 |
| Drôme | 153,1 | 288 | 118,5 | 223 | 30,7 | 58 | 16,5 | 31 | 3,9 | 7 |
| Essonne | 272,9 | 207 | 182,5 | 138 | 86,0 | 65 | 27,9 | 21 | 4,4 | 3 |
| Eure | 125,0 | 204 | 89,2 | 146 | 34,7 | 57 | 17,1 | 28 | 1,2 | 2 |
| Eure-et-Loir | 84,2 | 191 | 59,3 | 134 | 20,7 | 47 | 8,2 | 18 | 4,2 | 10 |
| Finistère | 120,8 | 128 | 64,2 | 68 | 56,3 | 60 | | | 0,3 | 0 |
| Gard | 125,4 | 164 | 93,7 | 122 | 30,1 | 39 | 16,9 | 22 | 1,7 | 2 |
| Gers | 37,2 | 187 | 25,7 | 129 | 10,2 | 51 | 2,8 | 14 | 1,4 | 7 |
| Gironde | 212,8 | 128 | 149,4 | 90 | 63,0 | 38 | 36,9 | 22 | 0,4 | 0 |
| Haute-Garonne | 248,8 | 173 | 128,0 | 89 | 118,2 | 82 | 43,4 | 30 | 2,6 | 2 |
| Haute-Loire | 44,3 | 189 | 23,3 | 100 | 20,8 | 89 | 9,8 | 42 | 0,2 | 1 |
| Haute-Marne | 45,4 | 257 | 24,5 | 139 | 19,6 | 111 | 12,2 | 69 | 1,2 | 7 |
| Hautes-Alpes | 66,0 | 455 | 46,8 | 323 | 14,4 | 99 | 7,5 | 52 | 4,9 | 34 |
| Haute-Saône | 74,2 | 308 | 48,4 | 201 | 24,7 | 102 | 13,2 | 55 | 1,1 | 4 |
| Haute-Savoie | 327,5 | 382 | 229,5 | 268 | 93,8 | 110 | 60,3 | 70 | 4,2 | 5 |
| Hautes-Pyrénées | 66,4 | 282 | 44,6 | 189 | 21,8 | 92 | 14,3 | 61 | 0,0 | 0 |
| Haute-Vienne | 66,2 | 175 | 41,6 | 110 | 23,5 | 62 | 15,1 | 40 | 1,0 | 3 |
| Hauts-de-Seine | 537,4 | 327 | 349,0 | 212 | 186,6 | 114 | 68,6 | 42 | 1,7 | 1 |
| Hérault | 280,1 | 232 | 185,5 | 154 | 69,6 | 58 | 33,9 | 28 | 25,0 | 21 |
| Ille-et-Vilaine | 142,1 | 128 | 92,5 | 83 | 43,7 | 39 | 17,4 | 16 | 5,9 | 5 |
| Indre | 53,2 | 237 | 39,5 | 176 | 13,6 | 60 | 7,6 | 34 | 0,1 | 0 |
| Indre-et-Loire | 72,8 | 117 | 50,1 | 80 | 21,6 | 35 | 12,3 | 20 | 1,2 | 2 |
| Isère | 289,2 | 222 | 192,4 | 148 | 93,7 | 72 | 32,8 | 25 | 3,2 | 2 |
| Jura | 60,5 | 226 | 41,5 | 155 | 15,4 | 58 | 6,9 | 26 | 3,6 | 13 |
| Landes | 81,3 | 189 | 54,4 | 126 | 26,3 | 61 | 14,7 | 34 | 0,6 | 1 |
| Loire | 87,8 | 112 | 53,8 | 69 | 32,9 | 42 | 15,7 | 20 | 1,1 | 1 |
| Loire-Atlantique | 249,5 | 169 | 202,3 | 137 | 47,0 | 32 | 18,4 | 13 | 0,2 | 0 |
| Loiret | 152,9 | 219 | 109,6 | 157 | 29,5 | 42 | 20,2 | 29 | 13,8 | 20 |
| Loir-et-Cher | 62,2 | 184 | 49,3 | 146 | 10,3 | 31 | 7,4 | 22 | 2,5 | 8 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

| Départements | Dépenses d'investissement hors dette | | Dépenses d'équipement | | Subventions d'équipement versées | | Dont subv. d'équipement versées aux communes et groupements | | Autres dépenses d'investissement | |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------|------------|-----------------------|------------|----------------------------------|------------|-------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Lot | 52,4 | 291 | 42,5 | 236 | 9,2 | 51 | 5,0 | 28 | 0,7 | 4 |
| Lot-et-Garonne | 67,7 | 200 | 54,8 | 162 | 12,5 | 37 | 0,2 | 1 | 0,5 | 1 |
| Lozère | 39,0 | 486 | 25,0 | 312 | 13,9 | 173 | 10,3 | 129 | 0,1 | 1 |
| Maine-et-Loire | 119,5 | 142 | 92,8 | 110 | 23,9 | 28 | 3,5 | 4 | 2,9 | 3 |
| Manche | 124,5 | 244 | 63,9 | 125 | 52,1 | 102 | 29,8 | 58 | 8,5 | 17 |
| Marne | 70,4 | 122 | 52,1 | 90 | 16,0 | 28 | 10,7 | 18 | 2,3 | 4 |
| Mayenne | 69,1 | 219 | 42,4 | 134 | 24,9 | 79 | 2,4 | 8 | 1,8 | 6 |
| Meurthe-et-Moselle | 74,7 | 100 | 55,3 | 74 | 18,9 | 25 | 7,4 | 10 | 0,5 | 1 |
| Meuse | 36,8 | 195 | 24,2 | 129 | 12,1 | 65 | 4,2 | 22 | 0,4 | 2 |
| Morbihan | 155,9 | 198 | 79,5 | 101 | 61,9 | 79 | 48,6 | 62 | 14,5 | 19 |
| Moselle | 118,9 | 111 | 75,1 | 70 | 34,4 | 32 | 23,4 | 22 | 9,3 | 9 |
| Nièvre | 36,1 | 173 | 21,6 | 104 | 14,2 | 68 | 4,3 | 21 | 0,3 | 1 |
| Nord | 327,6 | 124 | 221,6 | 84 | 104,4 | 40 | 61,6 | 23 | 1,6 | 1 |
| Oise | 133,5 | 158 | 75,7 | 89 | 56,8 | 67 | 37,6 | 44 | 1,0 | 1 |
| Orne | 88,1 | 308 | 64,3 | 224 | 23,4 | 82 | 5,1 | 18 | 0,4 | 1 |
| Pas-de-Calais | 213,8 | 144 | 161,8 | 109 | 51,6 | 35 | 36,9 | 25 | 0,4 | 0 |
| Puy-de-Dôme | 101,5 | 150 | 59,6 | 88 | 41,3 | 61 | 9,8 | 14 | 0,6 | 1 |
| Pyrénées-Atlantiques | 148,8 | 211 | 81,7 | 116 | 60,1 | 85 | 20,4 | 29 | 6,9 | 10 |
| Pyrénées-Orientales | 108,9 | 222 | 64,6 | 132 | 43,9 | 90 | 18,0 | 37 | 0,4 | 1 |
| Rhône | 67,0 | 140 | 47,1 | 99 | 19,8 | 41 | 1,0 | 2 | 0,1 | 0 |
| Saône-et-Loire | 107,4 | 190 | 61,1 | 108 | 44,9 | 79 | 11,8 | 21 | 1,5 | 3 |
| Sarthe | 84,8 | 146 | 64,2 | 111 | 19,5 | 34 | 10,3 | 18 | 1,1 | 2 |
| Savoie | 133,4 | 295 | 77,9 | 172 | 26,9 | 59 | 5,2 | 11 | 28,6 | 63 |
| Seine-et-Marne | 295,9 | 205 | 221,8 | 154 | 73,8 | 51 | 42,5 | 29 | 0,3 | 0 |
| Seine-Maritime | 242,8 | 190 | 154,6 | 121 | 87,3 | 68 | 30,0 | 23 | 0,9 | 1 |
| Seine-Saint-Denis | 343,8 | 207 | 266,6 | 160 | 76,1 | 46 | 7,3 | 4 | 1,2 | 1 |
| Somme | 80,5 | 139 | 53,1 | 92 | 26,2 | 45 | 7,3 | 13 | 1,3 | 2 |
| Tarn | 82,3 | 205 | 58,5 | 146 | 21,5 | 54 | 13,5 | 34 | 2,2 | 6 |
| Tarn-et-Garonne | 64,8 | 242 | 42,1 | 157 | 22,4 | 84 | 15,9 | 59 | 0,3 | 1 |
| Territoire de Belfort | 21,1 | 147 | 15,1 | 105 | 4,0 | 28 | 2,2 | 15 | 2,0 | 14 |
| Val-de-Marne | 257,9 | 182 | 188,7 | 133 | 68,5 | 48 | 17,7 | 13 | 0,7 | 0 |
| Val-d'Oise | 219,7 | 174 | 150,8 | 120 | 56,4 | 45 | 26,4 | 21 | 12,6 | 10 |
| Var | 155,2 | 141 | 107,0 | 97 | 47,4 | 43 | 14,1 | 13 | 0,8 | 1 |
| Vaucluse | 131,6 | 230 | 95,9 | 167 | 29,9 | 52 | 14,2 | 25 | 5,8 | 10 |
| Vendée | 132,6 | 186 | 89,2 | 125 | 43,0 | 60 | 20,8 | 29 | 0,3 | 0 |
| Vienne | 64,6 | 144 | 48,0 | 107 | 15,4 | 34 | 10,6 | 24 | 1,2 | 3 |
| Vosges | 78,1 | 209 | 54,1 | 145 | 23,8 | 64 | 16,9 | 45 | 0,2 | 1 |
| Yonne | 55,2 | 161 | 47,2 | 138 | 7,8 | 23 | 3,2 | 9 | 0,3 | 1 |
| Yvelines | 440,8 | 299 | 198,4 | 135 | 225,0 | 153 | 59,7 | 40 | 17,5 | 12 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 12 132,0 | 194 | 7 936,1 | 127 | 3 898,0 | 62 | 1 804,6 | 29 | 297,9 | 5 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 1 911,9 | 202 | 1 285,6 | 136 | 564,9 | 60 | 270,6 | 29 | 61,4 | 6 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 1 139,9 | 185 | 712,5 | 115 | 388,5 | 63 | 184,1 | 30 | 38,8 | 6 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

| Départements | Recettes de fonctionnement | | Impôts et taxes | | Concours de l'Etat | | Subventions reçues et participations | | Autres recettes de fonctionnement | |
|----------------------------------------------|----------------------------|------------|-----------------|------------|--------------------|------------|--------------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Charente | 463,7 | 1286 | 326,2 | 904 | 68,5 | 190 | 43,8 | 121 | 22,1 | 61 |
| Charente-Maritime | 782,1 | 1165 | 566,3 | 843 | 107,4 | 160 | 68,1 | 101 | 34,9 | 52 |
| Corrèze | 337,5 | 1367 | 207,5 | 840 | 65,5 | 265 | 28,1 | 114 | 31,6 | 128 |
| Creuse | 194,8 | 1631 | 110,0 | 921 | 51,6 | 432 | 26,1 | 219 | 4,5 | 38 |
| Deux-Sèvres | 387,6 | 1008 | 269,0 | 699 | 71,2 | 185 | 32,7 | 85 | 10,4 | 27 |
| Dordogne | 536,0 | 1266 | 366,7 | 866 | 104,0 | 246 | 50,1 | 118 | 11,0 | 26 |
| Gironde | 1 702,9 | 1025 | 1 301,9 | 784 | 164,9 | 99 | 157,3 | 95 | 68,5 | 41 |
| Haute-Vienne | 441,8 | 1167 | 290,9 | 768 | 83,5 | 220 | 39,6 | 104 | 26,8 | 71 |
| Landes | 502,9 | 1169 | 362,1 | 841 | 74,9 | 174 | 42,5 | 99 | 19,0 | 44 |
| Lot-et-Garonne | 431,1 | 1272 | 300,4 | 886 | 65,8 | 194 | 41,6 | 123 | 22,2 | 65 |
| Pyrénées-Atlantiques | 740,0 | 1048 | 540,5 | 765 | 102,8 | 146 | 69,9 | 99 | 23,2 | 33 |
| Vienne | 451,0 | 1003 | 312,2 | 695 | 67,6 | 150 | 49,4 | 110 | 20,5 | 46 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 68 203,9 | 1 091 | 50 078,4 | 801 | 9 413,6 | 151 | 6 111,5 | 98 | 2 149,5 | 34 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 11 303,1 | 1 192 | 7 820,5 | 825 | 1 842,4 | 194 | 1 092,5 | 115 | 451,5 | 48 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 6 971,5 | 1 130 | 4 953,6 | 803 | 1 027,7 | 167 | 649,1 | 105 | 294,7 | 48 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

| Départements | Recettes de fonctionnement | | Impôts et taxes | | Concours de l'Etat | | Subventions reçues et participations | | Autres recettes de fonctionnement | |
|-------------------------|----------------------------|------------|-----------------|------------|--------------------|------------|--------------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Ain | 617,6 | 917 | 454,1 | 674 | 70,2 | 104 | 66,4 | 99 | 24,6 | 36 |
| Aisne | 622,1 | 1149 | 435,2 | 804 | 108,7 | 201 | 62,7 | 116 | 14,5 | 27 |
| Allier | 474,9 | 1379 | 345,2 | 1002 | 69,9 | 203 | 43,8 | 127 | 12,4 | 36 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 248,5 | 1461 | 180,8 | 1063 | 37,1 | 218 | 21,6 | 127 | 3,2 | 19 |
| Alpes-Maritimes | 1 358,8 | 1223 | 1 114,2 | 1003 | 62,3 | 56 | 146,5 | 132 | 32,2 | 29 |
| Alsace | 1 874,8 | 963 | 1 396,0 | 717 | 239,3 | 123 | 158,5 | 81 | 59,4 | 31 |
| Ardèche | 395,9 | 1171 | 277,9 | 822 | 68,3 | 202 | 37,7 | 112 | 8,5 | 25 |
| Ardennes | 364,2 | 1320 | 255,1 | 925 | 71,0 | 257 | 30,4 | 110 | 6,7 | 24 |
| Ariège | 196,8 | 1247 | 134,9 | 854 | 36,9 | 234 | 15,5 | 98 | 6,8 | 43 |
| Aube | 370,5 | 1164 | 264,8 | 832 | 60,6 | 190 | 34,5 | 108 | 6,1 | 19 |
| Aude | 570,5 | 1486 | 408,7 | 1064 | 87,0 | 227 | 52,8 | 137 | 20,4 | 53 |
| Aveyron | 392,4 | 1354 | 248,4 | 857 | 81,5 | 281 | 38,6 | 133 | 16,3 | 56 |
| Bouches-du-Rhône | 2 550,0 | 1230 | 1 866,3 | 901 | 358,8 | 173 | 195,1 | 94 | 126,6 | 61 |
| Calvados | 744,3 | 1046 | 524,5 | 737 | 110,7 | 156 | 64,4 | 91 | 35,9 | 50 |
| Cantal | 240,2 | 1609 | 137,6 | 921 | 55,8 | 374 | 26,1 | 175 | 17,1 | 115 |
| Charente | 463,7 | 1286 | 326,2 | 904 | 68,5 | 190 | 43,8 | 121 | 22,1 | 61 |
| Charente-Maritime | 782,1 | 1165 | 566,3 | 843 | 107,4 | 160 | 68,1 | 101 | 34,9 | 52 |
| Cher | 383,6 | 1246 | 256,5 | 833 | 72,1 | 234 | 34,9 | 113 | 14,7 | 48 |
| Corrèze | 337,5 | 1367 | 207,5 | 840 | 65,5 | 265 | 28,1 | 114 | 31,6 | 128 |
| Côte-d'Or | 589,0 | 1077 | 424,1 | 775 | 81,1 | 148 | 44,4 | 81 | 37,7 | 69 |
| Côtes-d'Armor | 665,3 | 1070 | 459,3 | 739 | 119,3 | 192 | 65,0 | 105 | 12,0 | 19 |
| Creuse | 194,8 | 1631 | 110,0 | 921 | 51,6 | 432 | 26,1 | 219 | 4,5 | 38 |
| Deux-Sèvres | 387,6 | 1008 | 269,0 | 699 | 71,2 | 185 | 32,7 | 85 | 10,4 | 27 |
| Dordogne | 536,0 | 1266 | 366,7 | 866 | 104,0 | 246 | 50,1 | 118 | 11,0 | 26 |
| Doubs | 568,6 | 1017 | 421,1 | 754 | 79,3 | 142 | 53,2 | 95 | 13,9 | 25 |
| Drôme | 650,7 | 1226 | 462,0 | 870 | 93,7 | 177 | 55,6 | 105 | 31,8 | 60 |
| Essonne | 1 358,6 | 1029 | 1 091,4 | 827 | 120,5 | 91 | 99,2 | 75 | 44,1 | 33 |
| Eure | 568,2 | 927 | 400,3 | 653 | 93,3 | 152 | 60,4 | 99 | 11,3 | 18 |
| Eure-et-Loir | 441,5 | 1000 | 301,9 | 684 | 74,8 | 169 | 37,8 | 86 | 22,3 | 51 |
| Finistère | 939,6 | 997 | 642,1 | 682 | 187,8 | 199 | 85,0 | 90 | 18,0 | 19 |
| Gard | 924,9 | 1209 | 682,8 | 892 | 139,0 | 182 | 77,3 | 101 | 20,4 | 27 |
| Gers | 268,7 | 1354 | 180,0 | 907 | 55,5 | 280 | 27,7 | 139 | 4,3 | 22 |
| Gironde | 1 702,9 | 1025 | 1 301,9 | 784 | 164,9 | 99 | 157,3 | 95 | 68,5 | 41 |
| Haute-Garonne | 1 626,9 | 1131 | 1 283,2 | 892 | 141,4 | 98 | 131,7 | 92 | 64,4 | 45 |
| Haute-Loire | 274,8 | 1173 | 190,7 | 814 | 49,4 | 211 | 23,1 | 99 | 10,1 | 43 |
| Haute-Marne | 229,2 | 1297 | 150,7 | 853 | 52,1 | 295 | 19,6 | 111 | 5,2 | 30 |
| Hauts-Alpes | 230,1 | 1587 | 171,4 | 1183 | 32,3 | 223 | 17,3 | 119 | 6,1 | 42 |
| Haute-Saône | 264,7 | 1100 | 177,8 | 738 | 57,2 | 238 | 25,5 | 106 | 3,4 | 14 |
| Haute-Savoie | 901,1 | 1052 | 690,7 | 806 | 48,4 | 57 | 135,2 | 158 | 23,8 | 28 |
| Hautes-Pyrénées | 350,4 | 1486 | 246,0 | 1044 | 62,6 | 265 | 36,9 | 156 | 3,9 | 17 |
| Haute-Vienne | 441,8 | 1167 | 290,9 | 768 | 83,5 | 220 | 39,6 | 104 | 26,8 | 71 |
| Hauts-de-Seine | 1 681,9 | 1024 | 1 471,3 | 896 | 90,1 | 55 | 63,6 | 39 | 42,5 | 26 |
| Hérault | 1 500,1 | 1243 | 1 098,0 | 910 | 164,9 | 137 | 139,0 | 115 | 81,5 | 68 |
| Ille-et-Vilaine | 1 071,6 | 962 | 799,3 | 718 | 151,7 | 136 | 93,3 | 84 | 17,2 | 15 |
| Indre | 252,9 | 1127 | 155,3 | 692 | 54,6 | 243 | 25,9 | 115 | 14,7 | 65 |
| Indre-et-Loire | 602,4 | 965 | 427,4 | 685 | 94,7 | 152 | 58,5 | 94 | 17,5 | 28 |
| Isère | 1 408,2 | 1081 | 1 025,2 | 787 | 216,5 | 166 | 117,2 | 90 | 37,2 | 29 |
| Jura | 313,5 | 1170 | 219,4 | 819 | 53,9 | 201 | 28,1 | 105 | 10,0 | 37 |
| Landes | 502,9 | 1169 | 362,1 | 841 | 74,9 | 174 | 42,5 | 99 | 19,0 | 44 |
| Loire | 804,3 | 1028 | 560,4 | 716 | 133,8 | 171 | 75,9 | 97 | 30,8 | 39 |
| Loire-Atlantique | 1 345,0 | 912 | 1 032,0 | 700 | 161,8 | 110 | 114,9 | 78 | 34,7 | 24 |
| Loiret | 651,0 | 934 | 493,0 | 707 | 70,1 | 101 | 63,8 | 92 | 17,9 | 26 |
| Loir-et-Cher | 383,3 | 1135 | 270,0 | 799 | 58,7 | 174 | 36,6 | 108 | 15,4 | 46 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

| Départements | Recettes de fonctionnement | | Impôts et taxes | | Concours de l'Etat | | Subventions reçues et participations | | Autres recettes de fonctionnement | |
|----------------------------------------------|----------------------------|--------------|-----------------|------------|--------------------|------------|--------------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Lot | 255,9 | 1420 | 176,3 | 979 | 47,9 | 266 | 27,0 | 150 | 3,8 | 21 |
| Lot-et-Garonne | 431,1 | 1272 | 300,4 | 886 | 65,8 | 194 | 41,6 | 123 | 22,2 | 65 |
| Lozère | 140,3 | 1748 | 81,7 | 1017 | 46,4 | 578 | 9,3 | 116 | 1,6 | 20 |
| Maine-et-Loire | 751,9 | 895 | 552,1 | 657 | 108,4 | 129 | 69,4 | 83 | 19,2 | 23 |
| Manche | 567,2 | 1111 | 416,5 | 816 | 65,7 | 129 | 54,3 | 106 | 23,4 | 46 |
| Marne | 516,2 | 893 | 387,4 | 670 | 58,4 | 101 | 47,5 | 82 | 21,2 | 37 |
| Mayenne | 336,2 | 1064 | 220,4 | 698 | 56,3 | 178 | 33,6 | 106 | 19,9 | 63 |
| Meurthe-et-Moselle | 788,7 | 1060 | 564,3 | 758 | 123,4 | 166 | 70,0 | 94 | 23,6 | 32 |
| Meuse | 244,3 | 1298 | 158,7 | 843 | 57,0 | 303 | 19,4 | 103 | 6,7 | 35 |
| Morbihan | 737,5 | 939 | 521,3 | 663 | 132,7 | 169 | 67,3 | 86 | 14,0 | 18 |
| Moselle | 916,2 | 858 | 667,0 | 625 | 154,1 | 144 | 81,7 | 77 | 10,6 | 10 |
| Nièvre | 317,8 | 1528 | 206,8 | 994 | 67,2 | 323 | 30,1 | 145 | 11,1 | 53 |
| Nord | 3 076,6 | 1166 | 2 113,8 | 801 | 610,5 | 231 | 285,0 | 108 | 62,4 | 24 |
| Oise | 813,1 | 960 | 595,6 | 703 | 135,3 | 160 | 67,6 | 80 | 9,1 | 11 |
| Orne | 353,0 | 1233 | 227,7 | 795 | 77,6 | 271 | 33,7 | 118 | 6,0 | 21 |
| Pas-de-Calais | 1 740,4 | 1173 | 1 210,0 | 815 | 338,7 | 228 | 168,9 | 114 | 18,3 | 12 |
| Puy-de-Dôme | 710,9 | 1051 | 528,7 | 782 | 99,9 | 148 | 63,2 | 93 | 14,0 | 21 |
| Pyrénées-Atlantiques | 740,0 | 1048 | 540,5 | 765 | 102,8 | 146 | 69,9 | 99 | 23,2 | 33 |
| Pyrénées-Orientales | 543,4 | 1107 | 410,2 | 836 | 56,1 | 114 | 55,1 | 112 | 15,0 | 31 |
| Rhône | 454,4 | 953 | 237,4 | 498 | 69,7 | 146 | 109,0 | 229 | 30,1 | 63 |
| Saône-et-Loire | 593,7 | 1048 | 407,1 | 719 | 103,7 | 183 | 67,4 | 119 | 11,2 | 20 |
| Sarthe | 604,2 | 1042 | 434,5 | 749 | 92,8 | 160 | 56,7 | 98 | 13,6 | 23 |
| Savoie | 584,2 | 1292 | 459,3 | 1016 | 56,2 | 124 | 33,5 | 74 | 31,6 | 70 |
| Seine-et-Marne | 1 406,0 | 973 | 1 127,4 | 780 | 119,2 | 83 | 132,0 | 91 | 21,7 | 15 |
| Seine-Maritime | 1 567,3 | 1229 | 1 176,4 | 922 | 195,5 | 153 | 131,8 | 103 | 61,1 | 48 |
| Seine-Saint-Denis | 1 712,9 | 1031 | 1 374,3 | 827 | 102,5 | 62 | 134,5 | 81 | 85,4 | 51 |
| Somme | 685,5 | 1185 | 488,2 | 844 | 118,1 | 204 | 64,8 | 112 | 13,0 | 22 |
| Tarn | 502,3 | 1251 | 350,3 | 872 | 78,9 | 197 | 45,0 | 112 | 27,0 | 67 |
| Tarn-et-Garonne | 348,1 | 1299 | 240,1 | 896 | 52,1 | 194 | 30,6 | 114 | 23,1 | 86 |
| Territoire de Belfort | 164,3 | 1148 | 116,5 | 814 | 23,8 | 166 | 17,3 | 121 | 6,4 | 45 |
| Val-de-Marne | 1 542,9 | 1089 | 1 194,9 | 843 | 171,4 | 121 | 126,0 | 89 | 28,6 | 20 |
| Val-d'Oise | 1 222,2 | 969 | 964,1 | 764 | 125,1 | 99 | 88,7 | 70 | 39,6 | 31 |
| Var | 1 270,8 | 1153 | 1 009,2 | 916 | 103,4 | 94 | 118,4 | 107 | 35,0 | 32 |
| Vaucluse | 668,2 | 1166 | 482,8 | 843 | 107,0 | 187 | 59,7 | 104 | 16,5 | 29 |
| Vendée | 705,2 | 991 | 521,5 | 733 | 106,5 | 150 | 59,7 | 84 | 13,7 | 19 |
| Vienne | 451,0 | 1003 | 312,2 | 695 | 67,6 | 150 | 49,4 | 110 | 20,5 | 46 |
| Vosges | 458,0 | 1227 | 329,2 | 882 | 83,4 | 223 | 38,9 | 104 | 5,5 | 15 |
| Yonne | 419,0 | 1223 | 270,4 | 789 | 79,0 | 231 | 38,1 | 111 | 28,4 | 83 |
| Yvelines | 1 241,8 | 842 | 1 075,8 | 730 | 33,6 | 23 | 85,9 | 58 | 25,9 | 18 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 68 203,9 | 1 091 | 50 078,4 | 801 | 9 413,6 | 151 | 6 111,5 | 98 | 2 149,5 | 34 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 11 303,1 | 1 192 | 7 820,5 | 825 | 1 842,4 | 194 | 1 092,5 | 115 | 451,5 | 48 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 6 971,5 | 1 130 | 4 953,6 | 803 | 1 027,7 | 167 | 649,1 | 105 | 294,7 | 48 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

| Départements | Recettes d'investissement | | Emprunts hors GAD | | Recettes d'investissement hors emprunts | | FCTVA | |
|-----------------------------------------------------|---------------------------|------------|-------------------|------------|-----------------------------------------|------------|----------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Charente | 36,1 | 100 | 20,0 | 55 | 16,1 | 45 | 7,1 | 20 |
| Charente-Maritime | 95,2 | 142 | 40,0 | 60 | 55,2 | 82 | 17,7 | 26 |
| Corrèze | 11,2 | 45 | 0,0 | 0 | 11,2 | 45 | 4,8 | 19 |
| Creuse | 13,4 | 112 | 8,0 | 67 | 5,4 | 45 | 2,7 | 23 |
| Deux-Sèvres | 11,3 | 29 | 0,0 | 0 | 11,3 | 29 | 3,6 | 9 |
| Dordogne | 65,7 | 155 | 34,8 | 82 | 30,9 | 73 | 6,4 | 15 |
| Gironde | 236,2 | 142 | 175,0 | 105 | 61,2 | 37 | 36,2 | 22 |
| Haute-Vienne | 16,9 | 45 | 0,0 | 0 | 16,9 | 45 | 5,6 | 15 |
| Landes | 20,3 | 47 | 0,0 | 0 | 20,3 | 47 | 8,0 | 19 |
| Lot-et-Garonne | 18,4 | 54 | 9,5 | 28 | 8,9 | 26 | 4,4 | 13 |
| Pyrénées-Atlantiques | 83,3 | 118 | 45,0 | 64 | 38,3 | 54 | 12,3 | 17 |
| Vienne | 41,6 | 93 | 25,0 | 56 | 16,6 | 37 | 8,3 | 18 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 5 875,8 | 94 | 2 791,7 | 45 | 3 084,1 | 49 | 1 155,0 | 18 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 829,0 | 87 | 310,3 | 33 | 518,7 | 55 | 185,5 | 20 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 649,7 | 105 | 357,3 | 58 | 292,4 | 47 | 117,2 | 19 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

| Départements | Recettes d'investissement | | Emprunts hors GAD | | Recettes d'investissement hors emprunts | | FCTVA | |
|-------------------------|---------------------------|------------|-------------------|------------|-----------------------------------------|------------|---------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Ain | 62,5 | 93 | 10,0 | 15 | 52,5 | 78 | 10,9 | 16 |
| Aisne | 64,0 | 118 | 31,7 | 59 | 32,3 | 60 | 9,1 | 17 |
| Allier | 26,2 | 76 | 5,0 | 15 | 21,2 | 62 | 6,9 | 20 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 20,0 | 118 | 6,7 | 39 | 13,4 | 79 | 4,8 | 28 |
| Alpes-Maritimes | 139,7 | 126 | 60,0 | 54 | 79,7 | 72 | 28,4 | 26 |
| Alsace | 84,3 | 43 | 0,0 | 0 | 84,3 | 43 | 22,2 | 11 |
| Ardèche | 15,4 | 46 | 0,0 | 0 | 15,4 | 46 | 7,9 | 23 |
| Ardennes | 36,8 | 133 | 10,0 | 36 | 26,8 | 97 | 5,1 | 19 |
| Ariège | 12,2 | 77 | 0,0 | 0 | 12,2 | 77 | 4,2 | 27 |
| Aube | 40,8 | 128 | 20,0 | 63 | 20,8 | 65 | 10,4 | 33 |
| Aude | 43,1 | 112 | 20,0 | 52 | 23,1 | 60 | 7,2 | 19 |
| Aveyron | 40,9 | 141 | 15,0 | 52 | 25,9 | 89 | 6,1 | 21 |
| Bouches-du-Rhône | 302,0 | 146 | 242,2 | 117 | 59,8 | 29 | 37,6 | 18 |
| Calvados | 31,6 | 44 | 0,0 | 0 | 31,6 | 44 | 13,9 | 19 |
| Cantal | 20,9 | 140 | 10,0 | 67 | 10,9 | 73 | 4,9 | 33 |
| Charente | 36,1 | 100 | 20,0 | 55 | 16,1 | 45 | 7,1 | 20 |
| Charente-Maritime | 95,2 | 142 | 40,0 | 60 | 55,2 | 82 | 17,7 | 26 |
| Cher | 38,2 | 124 | 24,5 | 80 | 13,7 | 44 | 5,7 | 19 |
| Corrèze | 11,2 | 45 | 0,0 | 0 | 11,2 | 45 | 4,8 | 19 |
| Côte-d'Or | 34,1 | 62 | 20,0 | 37 | 14,1 | 26 | 7,4 | 13 |
| Côtes-d'Armor | 21,9 | 35 | 0,0 | 0 | 21,9 | 35 | 9,1 | 15 |
| Creuse | 13,4 | 112 | 8,0 | 67 | 5,4 | 45 | 2,7 | 23 |
| Deux-Sèvres | 11,3 | 29 | 0,0 | 0 | 11,3 | 29 | 3,6 | 9 |
| Dordogne | 65,7 | 155 | 34,8 | 82 | 30,9 | 73 | 6,4 | 15 |
| Doubs | 49,4 | 88 | 30,0 | 54 | 19,4 | 35 | 8,3 | 15 |
| Drôme | 59,1 | 111 | 25,0 | 47 | 34,1 | 64 | 17,1 | 32 |
| Essonne | 251,2 | 190 | 176,3 | 134 | 74,9 | 57 | 20,6 | 16 |
| Eure | 84,5 | 138 | 50,0 | 82 | 34,5 | 56 | 18,6 | 30 |
| Eure-et-Loir | 50,7 | 115 | 30,0 | 68 | 20,7 | 47 | 11,1 | 25 |
| Finistère | 28,4 | 30 | 10,1 | 11 | 18,3 | 19 | 8,9 | 9 |
| Gard | 35,4 | 46 | 10,0 | 13 | 25,4 | 33 | 11,0 | 14 |
| Gers | 25,9 | 130 | 15,2 | 77 | 10,7 | 54 | 4,0 | 20 |
| Gironde | 236,2 | 142 | 175,0 | 105 | 61,2 | 37 | 36,2 | 22 |
| Haute-Garonne | 128,5 | 89 | 80,5 | 56 | 48,0 | 33 | 17,9 | 12 |
| Haute-Loire | 20,1 | 86 | 5,0 | 21 | 15,1 | 64 | 5,0 | 21 |
| Haute-Marne | 21,5 | 122 | 10,0 | 57 | 11,5 | 65 | 4,5 | 25 |
| Hautes-Alpes | 15,5 | 107 | 0,0 | 0 | 15,5 | 107 | 5,1 | 35 |
| Haute-Saône | 41,1 | 171 | 15,0 | 62 | 26,1 | 108 | 6,9 | 29 |
| Haute-Savoie | 173,0 | 202 | 89,4 | 104 | 83,6 | 98 | 28,1 | 33 |
| Hautes-Pyrénées | 12,9 | 55 | 0,0 | 0 | 12,9 | 55 | 6,6 | 28 |
| Haute-Vienne | 16,9 | 45 | 0,0 | 0 | 16,9 | 45 | 5,6 | 15 |
| Hauts-de-Seine | 139,5 | 85 | 0,0 | 0 | 139,5 | 85 | 64,2 | 39 |
| Hérault | 182,6 | 151 | 120,0 | 99 | 62,6 | 52 | 22,9 | 19 |
| Ille-et-Vilaine | 109,3 | 98 | 80,0 | 72 | 29,3 | 26 | 14,2 | 13 |
| Indre | 13,5 | 60 | 0,0 | 0 | 13,5 | 60 | 5,0 | 22 |
| Indre-et-Loire | 55,1 | 88 | 34,0 | 54 | 21,1 | 34 | 7,9 | 13 |
| Isère | 61,0 | 47 | 0,0 | 0 | 61,0 | 47 | 26,0 | 20 |
| Jura | 20,2 | 75 | 0,0 | 0 | 20,2 | 75 | 6,0 | 22 |
| Landes | 20,3 | 47 | 0,0 | 0 | 20,3 | 47 | 8,0 | 19 |
| Loire | 35,2 | 45 | 15,0 | 19 | 20,2 | 26 | 7,6 | 10 |
| Loire-Atlantique | 148,2 | 101 | 95,1 | 65 | 53,1 | 36 | 23,4 | 16 |
| Loiret | 40,1 | 58 | 0,0 | 0 | 40,1 | 58 | 20,7 | 30 |
| Loir-et-Cher | 35,0 | 104 | 20,0 | 59 | 15,0 | 44 | 6,3 | 19 |

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

| Départements | Recettes d'investissement | | Emprunts hors GAD | | Recettes d'investissement hors emprunts | | FCTVA | |
|-----------------------------------------------------|---------------------------|------------|-------------------|------------|-----------------------------------------|------------|----------------|------------|
| | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab | 2023 M€ | 2023 €/hab |
| Lot | 17,8 | 99 | 4,0 | 22 | 13,8 | 77 | 6,1 | 34 |
| Lot-et-Garonne | 18,4 | 54 | 9,5 | 28 | 8,9 | 26 | 4,4 | 13 |
| Lozère | 7,1 | 88 | 0,0 | 0 | 7,1 | 88 | 4,0 | 50 |
| Maine-et-Loire | 68,1 | 81 | 25,1 | 30 | 43,0 | 51 | 10,0 | 12 |
| Manche | 66,6 | 131 | 25,0 | 49 | 41,6 | 82 | 7,7 | 15 |
| Marne | 35,3 | 61 | 20,0 | 35 | 15,3 | 26 | 6,1 | 11 |
| Mayenne | 19,0 | 60 | 0,0 | 0 | 19,0 | 60 | 7,8 | 25 |
| Meurthe-et-Moselle | 20,7 | 28 | 0,0 | 0 | 20,7 | 28 | 8,3 | 11 |
| Meuse | 22,4 | 119 | 11,6 | 62 | 10,8 | 57 | 4,0 | 21 |
| Morbihan | 22,4 | 29 | 0,0 | 0 | 22,4 | 29 | 14,0 | 18 |
| Moselle | 71,3 | 67 | 40,4 | 38 | 30,9 | 29 | 12,6 | 12 |
| Nièvre | 27,5 | 132 | 17,0 | 82 | 10,5 | 50 | 4,0 | 19 |
| Nord | 217,6 | 82 | 129,0 | 49 | 88,6 | 34 | 33,0 | 12 |
| Oise | 84,1 | 99 | 52,0 | 61 | 32,1 | 38 | 14,4 | 17 |
| Orne | 65,7 | 230 | 16,5 | 58 | 49,2 | 172 | 5,3 | 19 |
| Pas-de-Calais | 140,5 | 95 | 100,0 | 67 | 40,5 | 27 | 20,7 | 14 |
| Puy-de-Dôme | 36,2 | 54 | 15,0 | 22 | 21,2 | 31 | 9,1 | 13 |
| Pyrénées-Atlantiques | 83,3 | 118 | 45,0 | 64 | 38,3 | 54 | 12,3 | 17 |
| Pyrénées-Orientales | 23,1 | 47 | 0,0 | 0 | 23,1 | 47 | 10,3 | 21 |
| Rhône | 38,9 | 82 | 25,0 | 52 | 13,9 | 29 | 5,7 | 12 |
| Saône-et-Loire | 41,3 | 73 | 21,0 | 37 | 20,3 | 36 | 11,0 | 19 |
| Sarthe | 34,1 | 59 | 0,0 | 0 | 34,1 | 59 | 9,4 | 16 |
| Savoie | 29,2 | 65 | 0,0 | 0 | 29,2 | 65 | 11,8 | 26 |
| Seine-et-Marne | 147,5 | 102 | 77,0 | 53 | 70,6 | 49 | 25,3 | 18 |
| Seine-Maritime | 56,8 | 45 | 10,9 | 9 | 45,9 | 36 | 20,0 | 16 |
| Seine-Saint-Denis | 290,5 | 175 | 100,1 | 60 | 190,4 | 115 | 36,8 | 22 |
| Somme | 21,8 | 38 | 0,0 | 0 | 21,8 | 38 | 8,8 | 15 |
| Tarn | 22,8 | 57 | 12,0 | 30 | 10,8 | 27 | 6,6 | 16 |
| Tarn-et-Garonne | 28,7 | 107 | 13,0 | 48 | 15,7 | 58 | 5,9 | 22 |
| Territoire de Belfort | 14,3 | 100 | 7,0 | 49 | 7,3 | 51 | 2,2 | 15 |
| Val-de-Marne | 251,0 | 177 | 161,0 | 114 | 90,0 | 64 | 31,4 | 22 |
| Val-d'Oise | 72,9 | 58 | 0,0 | 0 | 72,9 | 58 | 18,7 | 15 |
| Var | 38,8 | 35 | 0,0 | 0 | 38,8 | 35 | 25,8 | 23 |
| Vaucluse | 66,1 | 115 | 20,0 | 35 | 46,1 | 80 | 15,0 | 26 |
| Vendée | 27,1 | 38 | 0,1 | 0 | 27,0 | 38 | 11,5 | 16 |
| Vienne | 41,6 | 93 | 25,0 | 56 | 16,6 | 37 | 8,3 | 18 |
| Vosges | 25,6 | 69 | 9,0 | 24 | 16,6 | 45 | 9,4 | 25 |
| Yonne | 18,4 | 54 | 1,0 | 3 | 17,4 | 51 | 6,6 | 19 |
| Yvelines | 183,3 | 124 | 136,0 | 92 | 47,2 | 32 | 19,0 | 13 |
| Métropole hors Paris, Corse et 69M | 5 875,8 | 94 | 2 791,7 | 45 | 3 084,1 | 49 | 1 155,0 | 18 |
| Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse | 829,0 | 87 | 310,3 | 33 | 518,7 | 55 | 185,5 | 20 |
| NOUVELLE AQUITAINE | 649,7 | 105 | 357,3 | 58 | 292,4 | 47 | 117,2 | 19 |

LA PROGRAMMATION PLURIANUELLE DES INVESTISSEMENTS

Prévisions 2025 - 2027

Plan pluriannuel des autorisations de programme : SYNTHESE PAR POLITIQUES SECTORIELLES

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | | TOTAL |
|-------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | |
| Réseaux et Infrastructures | 40 621 213 | 19 592 611 | 13 375 000 | 14 025 000 | 87 613 824 | |
| Education | 50 790 572 | 21 382 916 | 25 000 000 | | 97 173 488 | |
| Culture | 4 073 800 | 3 000 000 | | | 7 073 800 | |
| Jeunesse et Sports | 4 807 383 | 840 000 | 150 000 | | 5 797 383 | |
| Agriculture | 2 429 811 | 2 060 000 | | | 4 489 811 | |
| Développement local | 10 984 090 | 18 100 000 | | | 29 084 090 | |
| Solidarité territoriale et Tourisme | 19 763 296 | 1 400 000 | | 1 400 000 | 22 563 296 | |
| Solidarité | 13 571 201 | 12 800 000 | 9 000 000 | | 35 371 201 | |
| Environnement sécurité | 24 970 123 | 905 000 | 300 000 | 650 000 | 26 825 123 | |
| Administration générale | 11 861 124 | 201 000 | 1 500 000 | 1 350 000 | 14 912 124 | |
| TOTAUX | 183 872 612 | 80 281 527 | 49 325 000 | 17 425 000 | 330 904 139 | |

En 2025 créations d'AP globalisées (2025-2027)

en substitution d'AP millésimées annuelles

| | | | | | |
|----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Participation GPSO | 94 895 000 | | | | 94 895 000 |
| TOTAL GENERAL | 278 767 612 | 80 281 527 | 49 325 000 | 17 425 000 | 425 799 139 |

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur RESEAUX INFRASTRUCTURES

| montant des AP Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | |
| Assainissement rural (yc SYDEC) Ant -2025/2027 | 596 753 | 1 800 000 | | | 2 396 753 |
| Alimentation en eau potable (yc SYDEC) Ant -2025/2027 | 1 569 313 | 3 600 000 | | | 5 169 313 |
| Etudes Faisabilité MEP Pilotes pour traitement Micro Polluants | 452 935 | 200 000 | | | 652 935 |
| Eau et assainissement | 2 619 001 | 5 600 000 | | | 8 219 001 |
| Construction - Centre exploitation St-Martin-de-Sx | 1 487 448 | | | | 1 487 448 |
| Reconstruction - Centre exploitation Dax | 1 500 000 | | | | 1 500 000 |
| Reconstruction PARL et CE Saint Sever (Etudes) | 1 465 194 | | | | 1 465 194 |
| Unités territoriales | 4 452 642 | | | | 4 452 642 |
| Opérations ponctuelles | 11 489 543 | 1 492 611 | 1 825 000 | 1 825 000 | 16 632 155 |
| Renforcements programmés | 10 000 000 | 11 000 000 | 11 000 000 | 11 000 000 | 43 000 000 |
| Voirie Programme courant | 21 489 543 | 12 492 611 | 12 825 000 | 12 825 000 | 59 632 155 |
| Vieux pont de Dax - RD 947 | 284 426 | | | | 284 426 |
| Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (études) | 395 986 | | | | 395 986 |
| Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (travaux) | 5 167 727 | | | | 5 167 727 |
| Pont de Sorde (études) | 32 904 | | | | 32 904 |
| Pont de Sorde (travaux) | 402 742 | | | | 402 742 |
| Pont du Mort RD 626 St Paul en Born | 431 398 | | | | 431 398 |
| Pont de Landan à Momuy | | | 550 000 | | 550 000 |
| pont de saugnac et muret | | | | 400 000 | 400 000 |
| Pont de Saint Pandelon | | | | 800 000 | 800 000 |
| Voirie Ouvrages d'art | 6 715 182 | | 550 000 | 1 200 000 | 8 465 182 |
| Contournement du port de Tarnos (études et travaux) | 321 739 | | | | 321 739 |
| Tarnos desserte site Hélicopter Engines (ex Turbomeca) | 8 400 | | | | 8 400 |
| Voirie Grands travaux | 330 139 | | | | 330 139 |
| Réseau routier départemental | 32 987 506 | 12 492 611 | 13 375 000 | 14 025 000 | 72 880 118 |
| Aménagements autoroutiers A64 (demi échangeur Carresse Cassaber et BARO) | 4 964 705 | | | | 4 964 705 |
| Aide aux communes et EPCI voirie - intempéries (2020) | 50 000 | | | | 50 000 |
| Autres réseaux de voirie | 5 014 705 | | | | 5 014 705 |
| Plan très haut débit prises complexes | | 1 500 000 | | | 1 500 000 |
| Autres réseaux | | 1 500 000 | | | 1 500 000 |
| TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES | 40 621 213 | 19 592 611 | 13 375 000 | 14 025 000 | 87 613 824 |

| | | | | | |
|---------------------------|-------------------|--|--|--|-------------------|
| Participation GPSO | 94 895 000 | | | | 94 895 000 |
| Participation GPSO | 94 895 000 | | | | 94 895 000 |

| | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES y compris LGV | 135 516 213 | 19 592 611 | 13 375 000 | 14 025 000 | 182 508 824 |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur EDUCATION, CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|------|--------------------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | |
| NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | | | |
| Constructions scolaires du 1er degré Ant -2025/2027 | 1 694 780 | 2 250 000 | | | 3 944 780 |
| Equipements sportifs destinés aux collèges Ant -2025/2027 | 3 902 092 | 3 500 000 | | | 7 402 092 |
| Equipements sportifs piscines | 4 000 000 | | | | 4 000 000 |
| Aides aux communes | 9 596 872 | 5 750 000 | | | 15 346 872 |
| Collèges - Mise aux normes accessibilité handicapés | 17 084 | 132 916 | | | 150 000 |
| Collège de Capbreton - Restructuration | 9 013 780 | | | | 9 013 780 |
| Collège de Peyrehorade - Restructuration (études) | 1 247 780 | | | | 1 247 780 |
| Collège de Peyrehorade - Restructuration (travaux) | 12 000 000 | | | | 12 000 000 |
| Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (études) | 2 937 723 | | | | 2 937 723 |
| Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (travaux) | | | 25 000 000 | | 25 000 000 |
| Collège de Soustons - Restructuration (études) | 750 000 | | | | 750 000 |
| Collège de St Martin de Seignanx (études) Restructuration extension | 413 381 | | | | 413 381 |
| Collège de St Martin de Seignanx (travaux) Restructuration extension | 7 098 078 | | | | 7 098 078 |
| Collège de Biscarrosse - Restructuration (travaux) | 3 224 744 | | | | 3 224 744 |
| Collège de Tartas - Restructuration (études) | 626 660 | | | | 626 660 |
| Collège de Gabarret - Rénovation | 150 000 | | | | 150 000 |
| Collège de Pouillon - Rénovation | 207 684 | | | | 207 684 |
| Travaux dans les collèges | 37 686 914 | 132 916 | 25 000 000 | | 62 819 830 |
| Equipements numériques Ant | 3 506 786 | 500 000 | | | 4 006 786 |
| Equipements numériques 2025-2027 | | 15 000 000 | | | 15 000 000 |
| Un collégien un ordinateur portable | 3 506 786 | 15 500 000 | | | 19 006 786 |
| SOUS TOTAL EDUCATION | 50 790 572 | 21 382 916 | 25 000 000 | | 97 173 488 |
| Investissement - Musées et sites patrimoniaux Ant -2025/2027 | 120 180 | 500 000 | | | 620 180 |
| Réhabilitation musée Despiau Wlerick | 1 970 000 | | | | 1 970 000 |
| Investissement et équipement culturel Ant -2025/2027 | 700 000 | 400 000 | | | 1 100 000 |
| Equipements culturels | 2 790 180 | 900 000 | | | 3 690 180 |
| Monuments historiques des sites et objets protégés Ant -2025/2027 | 670 659 | 900 000 | | | 1 570 659 |
| Patrimoine - Bâtiments culturels | 670 659 | 900 000 | | | 1 570 659 |
| Aide aux communes - médiathèques Ant -2025/2027 | 612 960 | 1 200 000 | | | 1 812 960 |
| Bibliothèques et médiathèques | 612 960 | 1 200 000 | | | 1 812 960 |
| SOUS TOTAL CULTURE | 4 073 800 | 3 000 000 | | | 7 073 800 |
| Dispositif Jeunesse | | 240 000 | | | 240 000 |
| Dispositif PDESI | 194 684 | 600 000 | | | 794 684 |
| Jeunesse - PDESI | 194 684 | 840 000 | | | 1 034 684 |
| Siège Fédération Française Course Landaise (FFCL) | | | 150 000 | | 150 000 |
| Maison départementale des sports | 1 945 540 | | | | 1 945 540 |
| Modernisation des Equipements Sportifs d'intérêt départemental | 288 632 | | | | 288 632 |
| Equipements Sportifs de proximité | 2 378 527 | | | | 2 378 527 |
| Sports | 4 612 699 | | 150 000 | | 4 762 699 |
| SOUS TOTAL JEUNESSE & SPORTS | 4 807 383 | 840 000 | 150 000 | | 5 797 383 |
| TOTAL EDUCATION CULTURE JEUNESSE & SPORTS | 59 671 754 | 25 222 916 | 25 150 000 | | 110 044 670 |

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE, ATTRACTIVITE TERRITORIALE,

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | TOTAL |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|------|------------------|-------------------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | |
| NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | | | |
| Agriculture Plan compétitivité Adaptation des exploitations Ant -2025/2027 | 167 239 | 450 000 | | | 617 239 |
| Agriculture aménagement territoire - COOPERATIVES Ant -2025/2027 | | 120 000 | | | 120 000 |
| Agriculture aménagement territoire - CUMA Ant -2025/2027 | 725 577 | 825 000 | | | 1 550 577 |
| Agriculture aménagement territoire - SIVU des Chênaies de l'Adour - Forêt Ant -2025/2027 | 35 000 | 210 000 | | | 245 000 |
| Agriculture qualité promotion - Transformation à la ferme Ant -2025/2027 | 340 528 | 285 000 | | | 625 528 |
| Dispositif Maraîchage co financement Région Ant -2025/2027 | 89 687 | 150 000 | | | 239 687 |
| Etudes Domaine d'Ognoas | 64 730 | 20 000 | | | 84 730 |
| Restauration métairies Domaine d'Ognoas | 1 007 050 | | | | 1 007 050 |
| TOTAL SECTEUR AGRICULTURE | 2 429 811 | 2 060 000 | | | 4 489 811 |
| Fonds de développement et d'aménagement local | 352 008 | | | | 352 008 |
| Fonds de développement et d'aménagement local - Revitalisation | 2 398 000 | | | | 2 398 000 |
| Plan de relance - Accord de partenariat | 6 104 153 | | | | 6 104 153 |
| Aides au développement territorial 2025/2027 | | 13 200 000 | | | 13 200 000 |
| Fonds d'équipement des communes Ant -2025/2027 | 2 129 929 | 4 900 000 | | | 7 029 929 |
| TOTAL SECTEUR DEVELOPPEMENT LOCAL | 10 984 090 | 18 100 000 | | | 29 084 090 |
| Restaurant inter entreprises Tarnos | 1 359 000 | | | | 1 359 000 |
| Industrie - Artisanat - Collectivités 2021-2026, 2027 | 9 719 950 | | | 1 400 000 | 11 119 950 |
| Appel a projets "Tiers Lieux" | 180 000 | | | | 180 000 |
| Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne Ant -2025/2027 | 155 847 | 200 000 | | | 355 847 |
| Tourisme Ant -2025/2027 | 341 499 | 800 000 | | | 1 141 499 |
| Tourisme Social Ant -2025/2027 | | 400 000 | | | 400 000 |
| Programme Départemental de l'Habitat (PDH) | 8 007 000 | | | | 8 007 000 |
| TOTAL SECTEUR ATTRACTIVITE TERRITORIALE | 19 763 296 | 1 400 000 | | 1 400 000 | 22 563 296 |
| TOTAL AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE | 33 177 196 | 21 560 000 | | 1 400 000 | 56 137 196 |

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme Secteur SOLIDARITE

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|------------------|------|-------------------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | |
| NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | | | |
| Maison Assistant Maternel | 652 800 | | | | 652 800 |
| Sub Etablissement Enfance | 900 000 | | | | 900 000 |
| Centres médico-sociaux | 1 552 800 | | | | 1 552 800 |
| Aide à l'investissement dans les EHPAD Landais ANT | 1 111 500 | | | | 1 111 500 |
| Aide à l'investissement dans les EHPAD Landais 2021- 2027 | 10 016 600 | | | | 10 016 600 |
| Travaux Courants Ets PA | | 4 000 000 | | | 4 000 000 |
| Travaux Courants Ets PH | | 1 000 000 | | | 1 000 000 |
| Résidence autonomie 2025 - 2027 | | 7 000 000 | | | 7 000 000 |
| Habitat inclusif | | 800 000 | | | 800 000 |
| Maison Autisme (études) | 870 301 | | | | 870 301 |
| Maison Autisme (travaux) | | | 9 000 000 | | 9 000 000 |
| Ets médico-sociaux | 11 998 401 | 12 800 000 | 9 000 000 | | 33 798 401 |
| Restructuration EAD Mont de Marsan | 20 000 | | | | 20 000 |
| Restructuration EAD Mont de Marsan | 20 000 | | | | 20 000 |
| TOTAL SECTEUR SOLIDARITE | 13 571 201 | 12 800 000 | 9 000 000 | | 35 371 201 |

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme Secteur ENVIRONNEMENT

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | |
| NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | | | |
| Construction Caserne SDIS Pissos | 1 503 749 | 100 000 | | | 1 603 749 |
| Sécurité | 1 503 749 | 100 000 | | | 1 603 749 |
| Sécurisation du Sud Ouest Littoral | 86 765 | | | | 86 765 |
| Gestion des Aquifères-Forage | 522 220 | | | | 522 220 |
| Hydrogéologie | 608 985 | | | | 608 985 |
| Subventions pour collecte et traitement des ordures ménagères | 1 126 356 | | | | 1 126 356 |
| Subventions pour aide à la prévention des déchets ménagers et assimilés | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 150 000 |
| Subventions Déchets de venaison | 83 744 | | | | 83 744 |
| Prévention, collecte et traitement des ordures ménagères | 1 210 101 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 1 360 101 |
| Cyclable Travaux | 9 207 320 | | | | 9 207 320 |
| Cyclable subventions | 1 479 515 | 455 000 | | | 1 934 515 |
| Randonnées PDIPR - Subventions | 24 095 | | | | 24 095 |
| Itinéraires travaux | 217 379 | 200 000 | | | 417 379 |
| Espaces naturels sensibles (études et travaux) | 1 355 438 | | | 400 000 | 1 755 438 |
| Espaces naturels sensibles subventions | 87 733 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 387 733 |
| Espaces naturels sensibles (Subv. acq. sites nature 40) | 88 449 | | | | 88 449 |
| Plan Plages | 1 914 642 | | | | 1 914 642 |
| Stratégie locale gestion bande côtière (études travaux) | 1 538 837 | | | | 1 538 837 |
| Subventions Communes - EPCI - Gestion rivière | 3 147 349 | | | | 3 147 349 |
| Protection des inondations | 693 716 | | | | 693 716 |
| Soutien aux démarches de développement durable du territoire | 95 848 | | | 100 000 | 195 848 |
| Aide aux politiques paysagères | 75 000 | | 150 000 | | 225 000 |
| Projet Ferme Houlomotrice | 1 186 324 | | | | 1 186 324 |
| Subvention SYDEC Réseau Bornes recharges électriques | 535 644 | | | | 535 644 |
| Autres actions en faveur de l'environnement | 21 647 289 | 755 000 | 250 000 | 600 000 | 23 252 289 |
| TOTAL SECTEUR ENVIRONNEMENT | 24 970 123 | 905 000 | 300 000 | 650 000 | 26 825 123 |

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur ADMINISTRATION GENERALE

| Libellé du programme | Solde AP ANTERIEURES* | montant des AP | | | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------|------------------|------------------|-------------------|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | |
| NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES | | | | | |
| Renouvellement parc automobile | 1 296 230 | | | 1 350 000 | 2 646 230 |
| Rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan - Etudes | 314 437 | | | | 314 437 |
| Rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan - Travaux | 5 986 352 | | | | 5 986 352 |
| Bâtiments mise en conformité accessibilité, sécurité | 199 000 | 201 000 | | | 400 000 |
| Acquisition immeuble SCI Connexion Dax | 922 950 | | | | 922 950 |
| Centre de données numériques de secours à Saint-Geours-de-Maremne | 765 735 | | | | 765 735 |
| Budget Participatif | 2 376 420 | | 1 500 000 | | 3 876 420 |
| TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE | 11 861 124 | 201 000 | 1 500 000 | 1 350 000 | 14 912 124 |

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

PPI 2025-2027 -financement des crédits de paiement correspondants (Base BP)

| DEPENSES |
|---------------------------------------|
| CREDITS DE PAIEMENT EN INVESTISSEMENT |
| REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS |
| TOTAL GENERAL DEPENSES |

| CP 2025 | CP 2026 | CP 2027* |
|--------------------|--------------------|--------------------|
| 94 200 000 | 95 700 000 | 95 700 000 |
| 16 000 000 | 14 500 000 | 14 500 000 |
| 110 200 000 | 110 200 000 | 110 200 000 |

| FINANCEMENT |
|-----------------------------------------|
| AUTOFINANCEMENT |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNTS |
| EMPRUNTS D'EQUILIBRE |
| TOTAL GENERAL RECETTES |

| CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|--------------------|--------------------|--------------------|
| 43 765 635 | 47 000 000 | 50 000 000 |
| 16 434 365 | 17 200 000 | 17 200 000 |
| 50 000 000 | 46 000 000 | 43 000 000 |
| 110 200 000 | 110 200 000 | 110 200 000 |

| BESOIN DE FINANCEMENT |
|---------------------------|
| EMPRUNTS D'EQUILIBRE |
| REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS |
| SOLDE |

| CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| 50 000 000 | 46 000 000 | 43 000 000 |
| 16 000 000 | 14 500 000 | 14 500 000 |
| 34 000 000 | 31 500 000 | 28 500 000 |

* emprunt de 20 M€ en 2026 soit 1,4 M€ en capital

Avec une prévision de réalisation de 78 M€ en 2025 et 82 M€ en 2026, 2027 en dépenses d'investissement et un résultat de 10 M€

Département des Landes

Direction des Finances

Hôtel du Département

23, rue Victor Hugo

40025 Mont-de-Marsan Cedex

Tél. : 05 58 05 40 40

landes.fr



Les Landes, le Département